

## France

# Rapport sur les Services d'intérêt économique général

*SIEG 2020*

## Sommaire

<b>1. Vue d'ensemble des dépenses.....</b>	<b>2</b>
<b>2. Description de l'application de la décision SIEG de 2012 .....</b>	<b>3</b>
<b>2.1. les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)] .....</b>	<b>3</b>
<b>2.2. les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)] .....</b>	<b>12</b>
a) la garde d'enfants.....	12
b) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail .....	12
c) le logement social.....	24
<b>2.3. les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR     [article 2, paragraphe 1, point a)]:.....</b>	<b>29</b>
a) la jeunesse et la vie associative.....	29
b) la normalisation (association française de normalisation (AFNOR)).....	36
c) les collectivités territoriales : autres SIEG .....	38
<b>3. Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012 .....</b>	<b>42</b>
<b>3.1. Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision     SIEG.....</b>	<b>42</b>
a) les services postaux .....	42
b) la culture.....	50
b) les services financiers .....	53
<b>4. Plaintes de tiers .....</b>	<b>58</b>
<b>5. Questions diverses .....</b>	<b>59</b>

## 1. Vue d'ensemble des dépenses

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
<b><i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i></b>	84979	87880
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG*	84239	87107
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	739,8	773,1

Non obligatoire: si votre État membre n'a pas octroyé d'aides d'État pour la prestation de SIEG dans certains secteurs, sur la base de la décision SIEG ou de l'encadrement SIEG, il serait très utile d'obtenir des informations concernant d'autres instruments permettant d'assurer la prestation de ces services. Le cas échéant, veuillez décrire brièvement ces instruments (par exemple, aides directes aux utilisateurs, compensations conformes aux quatre critères Altmark, aides de minimis...) et les secteurs dans lesquels ils sont utilisés.

\*Dépenses décision SIEG hors données des collectivités territoriales en annexe (accès et réinsertion sur le marché du travail et autres)

## 2. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

### 2.1. les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)]

<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre</b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>L'article L. 6111-1 du code de la santé publique (CSP) assigne à chacun des établissements de santé une mission de soins consistant à assurer « <i>le diagnostic, la surveillance et les traitements des malades, des blessés et des femmes enceintes</i> ».</p> <p>Les établissements de santé « <i>délivrent les soins, le cas échéant palliatifs, avec ou sans hébergement, sous forme ambulatoire ou à domicile [...] Ils participent à la coordination des soins en relation avec les membres des professions de santé exerçant en pratique de ville et les établissements et services médico-sociaux, dans le cadre défini par l'agence régionale de santé en concertation avec les conseils départementaux pour les compétences qui les concernent.</i> »</p> <p>Ces missions définies à l'article L. 6111-1 du code de la santé publique constituent des services d'intérêt économique général (SIEG) dans le secteur hospitalier.</p>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Le mandat se matérialise d'une part, par l'obligation pour les établissements de conclure un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec les agences régionales de santé (ARS), autorités sanitaires déconcentrées. D'autre part, les établissements de santé sont soumis à autorisation pour les activités de soins qu'ils exercent. Celles-ci sont délivrées par les ARS. Un modèle-type de CPOM et un exemple de décision délivrée par une ARS relative à une autorisation d'activité de soins sont annexés au présent rapport.
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Le CPOM est conclu pour une durée de cinq ans (article L. 6114-1 du code de la santé publique). Il n'existe aucun CPOM d'une durée supérieure à 5 ans. Par ailleurs, la durée de validité des autorisations d'activités de soins est fixée à 5 ans avec la possibilité de prolonger cette durée à 7 ans (article R. 6122-37 du code de la santé publique).
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
<b>Non</b>
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Les établissements de santé, publics et privés, bénéficient des financements versés par les régimes obligatoires d'assurance maladie ainsi que des aides à l'investissement versées par le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) (voir ci-dessous).

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

**I. - Pour les activités de médecine, de chirurgie et d'obstétrique (MCO),** le système de financement des établissements de santé est mixte :

- la tarification à l'activité (T2A) permet d'allouer les ressources en fonction de la nature et du volume des activités réalisées par chaque établissement ;
- le fonds d'intervention régional (FIR) et la dotation pour les missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) financent les missions maintenues en dehors du principe général de la tarification à l'activité (recherche, formation, etc.) ; par ailleurs, le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) permet de financer notamment des aides à l'investissement des établissements de santé.

- le dispositif d'incitation financière à l'amélioration de la qualité (IFAQ) résulte de la volonté de valoriser les démarches qualité déployées par les établissements de santé et de les inciter à la progression de leurs résultats qualité.

- le financement forfaitaire pour la prise en charge des prestations pour les patients atteints de pathologies chroniques dans le cadre d'un parcours de soin.

Ainsi, il existe deux modalités de compensation :

### **1. Un financement principal par les tarifs nationaux**

Le programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) permet de classer le séjour de chaque patient au sein d'un groupe homogène de malades (GHM) auquel est associé un ou plusieurs groupes homogènes de séjour (GHS).

Pour chaque séjour facturé, les établissements de santé sont rémunérés sur la base des tarifs nationaux fixés par un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. Les ressources allouées sont donc déterminées en fonction de l'activité produite. La T2A consiste à fixer un prix unique pour un même type de service pour tous les fournisseurs de soins. Le tarif est fixé par groupes homogènes de malades (GHM). La nomenclature des GHM cherche à ramener la très grande diversité des prestations médicales à une liste finie de groupes pertinents sur le double plan médical et économique (séjours pour lesquels les consommations de ressources constatées sont globalement similaires).

Pour asseoir cette légitimité économique, les tarifs correspondants à chaque GHM sont définis à partir d'une étude nationale des coûts (ENC) réalisée auprès d'un échantillon d'établissements publics et privés. L'agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH) collecte ces coûts (via le PMSI), opère un certain nombre de retraitements et détermine des tarifs au séjour (groupes homogènes de séjours), à partir de ces données retraitées et corrigées d'une régulation budgétaire prix-volume pour tenir compte de l'objectif national des dépenses d'Assurance maladie (ONDAM) et de politiques publiques.

Le financement T2A versé aux établissements est calculé en multipliant le tarif de chaque GHM par le nombre de séjours correspondants.

## **2. Un financement complémentaire par des dotations ou des crédits d'intervention**

Le financement complémentaire peut provenir de plusieurs sources :

### **- La dotation de financement des missions d'intérêt général et l'aide à la contractualisation (MIGAC)**

Les missions d'intérêt général (MIG) recouvrent des activités spécifiques et bien identifiées qui ne peuvent être financées à l'activité soit en raison de l'absence d'une classification adaptée soit compte tenu de leur rattachement impossible à un patient donné. Ces activités peuvent être classées en deux grandes catégories :

- les missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI) précisées au 1° de l'article D. 162-6 du code de la sécurité sociale.
- les autres missions qui figurent aux 2°, 3° et 4° de l'article D. 162-6 du code de la sécurité sociale parmi lesquelles les missions de vigilance et de veille épidémiologique, la veille sanitaire, la prévention et la gestion des risques, l'intervention d'équipes pluridisciplinaires et la coordination pour certaines pathologies spécifiques.

Par ailleurs, un guide MIGAC a été élaboré par le ministère de la santé. Ce guide permet d'allouer les ressources en fonction des missions et repose sur un travail progressif de modélisation. Il poursuit deux buts d'égale importance :

- accroître la sécurisation juridique des notifications de crédits finançant les MIG ;
- accroître la qualité du dialogue de gestion et sa transparence entre les ARS et les établissements, en poursuivant la clarification du périmètre des MIG, et l'objectivation des moyens nécessaires pour leur réalisation.

Dans ce guide, il s'agit de rappeler les éléments de méthode et d'apporter des référentiels pour chaque mission afin d'accompagner les agences et les établissements dans la démarche de contractualisation. L'objectif à atteindre est que chaque mission financée par la dotation MIG puisse être contractualisée pour un montant fixé en toute équité, avec des moyens mis en œuvre affichés et des indicateurs de résultats attendus et ce en toute transparence avec les établissements.

### **-Le fonds d'intervention régional (FIR)**

D'autres crédits peuvent être délégués aux établissements de santé pour des soutiens ciblés et ponctuels. Le FIR a pour objectif d'offrir aux ARS une plus grande souplesse de gestion sur l'ensemble du champ sanitaire, médico-social et de la prévention. L'utilisation par les ARS des crédits du FIR fait l'objet d'un rapport d'activité annuel, remis au Parlement (site internet du rapport d'activité 2018 : [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_fir\\_2018.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_fir_2018.pdf)).

### **Le dispositif d'incitation financière à l'amélioration de la qualité (IFAQ)**

Après deux vagues d'expérimentations auprès des établissements volontaires, le dispositif IFAQ a été généralisé à tous les établissements MCO à compter du 1er janvier 2016, en application de l'article 51 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2015, et étendu aux établissements de soins de suite et de réadaptation à compter de 2017.

Dans le cadre de la stratégie de transformation du système de santé, l'évolution du dispositif IFAQ a fait l'objet de réflexions qui visent l'augmentation de la prise en compte de la qualité dans le financement des établissements de santé. Ainsi, la stratégie nationale de santé souligne la nécessité de diversifier les modes de financement pour qu'ils incitent à la qualité et à la pertinence des soins, et non pas seulement au volume d'activité.

Le dispositif IFAQ a été profondément rénové en 2019. Il est passé d'une incitation financière complémentaire et limitée à un véritable compartiment de financement des établissements de santé porté à 200 millions d'euros en 2019.

L'article 37 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2019 a posé les bases du nouveau dispositif. Ainsi, il a modifié l'article L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale en introduisant plusieurs dispositions dont les entrées en vigueur sont échelonnées dans le temps :

- une prise en compte renforcée de l'expérience et des résultats rapportés par les patients en 2019 avec l'obligation d'avoir une mesure de l'expérience patient dans tous les secteurs d'activité (dérogation pour la psychiatrie – 2021) ;
- l'extension, en 2020, du dispositif de paiement à la qualité aux établissements exerçant une activité de psychiatrie (mentionnés au 2e de l'article L. 162-22 du code de la sécurité sociale), l'année 2020 étant une année de recueil à blanc des indicateurs. Initialement prévue pour 2020 cette extension a été repoussée en 2021 au regard du contexte COVID;
- l'introduction, à compter de 2020, d'un dispositif de sanction financière pour les établissements qui n'atteignent pas, pour trois années consécutives, les seuils minimums de qualité fixés par indicateur. Initialement prévue pour 2020, l'entrée en vigueur du dispositif de malus a été repoussé en 2021 au regard du contexte COVID.

L'année 2019 est vue comme une année de transition pour préparer la montée en charge du financement à la qualité. Le décret n° 2019-121 du 21 février 2019 fixe les principes de mise en œuvre du dispositif de financement à la qualité pour l'année 2019 uniquement.

Pour l'année 2019, les principes posés par le décret sont les suivants :

- La prise en compte d'un nombre limité d'indicateurs au sein de six grandes catégories prédéfinies ;
- La suppression des critères d'éligibilité au dispositif mais un traitement différencié pour les établissements en sursis de certification ou non certifiés ;
- La rémunération à l'indicateur en remplacement d'un score global souvent opaque pour les établissements ;
- La comparaison des établissements au sein de groupes homogènes ;
- La valorisation du niveau atteint et de l'évolution.

L'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé a précisé ces principes et détaillé la mise en œuvre du dispositif pour 2019 :

- La constitution de douze groupes de comparaison au niveau du FINESS géographique (niveau de recueil des indicateurs). Les groupes sont constitués par champs d'activité (MCO, SSR, HAD et dialyse) et sur des critères de volume et de spécialisation de l'activité ;

Ces groupes servent de base à la répartition de l'enveloppe financière globale. Chaque groupe reçoit une part de l'enveloppe au prorata du volume économique représentée par les établissements du groupe.

**- Le financement forfaitaire pour la prise en charge des prestations pour les patients atteints de pathologies chroniques**

L'article 38 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2019 a instauré une évolution du modèle de financement des pathologies chroniques permettant de tendre vers un modèle de rémunération forfaitaire plus adapté à une prise en charge plus préventive que curative, afin de mieux prévenir la survenue des complications des maladies chroniques et à en freiner l'évolution.

Ces forfaits ont vocation, à terme, à couvrir l'ensemble de la prise en charge, que ce soit en ville comme le recours hospitalier, et à être déclinés en fonction du risque du patient. Ils intégreront des indicateurs de qualité relatifs à l'amélioration de l'état de santé ainsi qu'à l'expérience des patients.

Un premier forfait a été mis en place au 1er octobre 2019 (Décret n° 2019-977 du 23 septembre 2019 relatif à la rémunération forfaitaire des établissements de santé pour certaines pathologies chroniques prévue par l'article L. 162-22-6-2 du code de la sécurité sociale) autour de la prise en charge des patients atteints de maladie rénale chronique, dans la phase de pré-suppléance.

Les établissements éligibles à la rémunération forfaitaire sont les établissements qui prennent en charge annuellement au moins 220 patients. Pour les années 2019 et 2020, ce nombre de patients est mesuré sur la base des données d'activité de l'année concernée, déclarées par les établissements de santé concernés auprès des agences régionales de santé.

Le décret d'application décrit un modèle de financement mixte avec une part de recettes minimales garanties et une autre part attribuée en fonction de l'activité produite.

La valorisation de l'activité correspond au nombre de patients relevant du périmètre des prises en charge multiplié par le montant de la rémunération forfaitaire au patient, déduction faite des minorations prévues dans l'arrêté du 25 septembre 2019 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé dans le cadre de la prise en charge de patients atteints de maladie rénale chronique (MRC).

Afin de percevoir l'intégralité du forfait, l'établissement doit satisfaire aux conditions minimales suivantes, pour chaque patient pris en charge :

1. Avoir réalisé au moins une consultation de néphrologue
2. Avoir réalisé au moins une séance avec un infirmier pour l'accompagnement du patient à la gestion de sa pathologie
3. Avoir réalisé au moins une séance avec le diététicien

La garantie minimale correspond au nombre de patients correspondant au seuil d'éligibilité multiplié par le montant annuel moyen national par patient. Le montant annuel moyen national par patient correspond aux remboursements versés par l'assurance maladie l'année antérieure sur l'ensemble de l'activité nationale divisés par le nombre total de patients pris en charge la même année. La garantie minimale ne s'applique qu'à partir de l'exercice 2020 au moment de la régularisation des versements au plus tard le 31 mai 2021.

Ainsi la dotation annuelle MRC correspond pour l'année 2019 à la valorisation de l'activité, déduction faite de la minoration prévue lorsque le patient n'a pas réalisé au moins une consultation de néphrologue dans l'année.

**- Le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP)**

L'enveloppe FMESPP permet d'accompagner les établissements dans le cadre d'opération de restructurations (soutien à l'investissement immobilier) ou dans le cadre de la modernisation des systèmes d'information hospitaliers. Son attribution fait l'objet d'un avenant au CPOM.

Dans ce cadre, le COPERMO (Comité interministériel de la performance et de la modernisation de l'offre de soins hospitaliers) est une instance interministérielle permanente de décision et de conseil créée en décembre 2012 qui vise à instruire les projets d'investissement d'ampleur exceptionnelle et ceux demandant à être soutenus au niveau national selon des critères exigeants en termes d'efficience des organisations projetées, de soutenabilité financière et de valeur ajoutée pour l'offre de soins.

Par une circulaire interministérielle n° DGOS/PF1/DSS/DGFIP/2013/271 du 5 juin 2013 relative à la mise en place du comité interministériel de la performance et de la modernisation de l'offre de soins hospitaliers (COPERMO), les ministres des affaires sociales et de la santé et de l'économie et des finances ont institué une procédure d'examen au niveau national des demandes de financements de certains établissements de santé.

Outre les établissements placés dans une situation financière difficile, cette procédure concerne les établissements justifiant, à moyen terme, d'un projet d'investissement majeur qui s'insère dans l'offre de soins territoriale. S'agissant de ce volet « investissements », sont soumis à cette procédure d'examen les projets dont le montant dépasse 50 millions d'euros HT de travaux, mais également, à titre exceptionnel et à la demande des agences régionales de santé, les projets n'atteignant pas ce seuil mais dont le plan de financement ne peut être finalisé sans un soutien sous forme de subventions nationales ou de conditions d'emprunt préférentielles.

En ce qui concerne la situation financière de l'établissement, la circulaire du 5 juin 2013 précise, dans le respect des stipulations du TFUE sur les aides d'Etat, que « une aide ne sera octroyée que s'il est établi que l'établissement ne peut supporter le coût du projet malgré les gains de productivité qui en sont attendus, l'optimisation de sa situation patrimoniale et les gains d'efficience obtenus dans le cadre du retour à l'équilibre financier et que l'ARS a mobilisé l'ensemble de ses marges de manœuvre. ». L'intervention du COPERMO a alors pour but d'apporter un soutien financier à des projets efficaces qui ne seraient pas, sans cette intervention, financièrement soutenables. De plus, il importe de souligner que cette circulaire s'impose à toute décision de financement décidée par l'Etat, quelles que soient les stipulations des CPOM qui lient ce dernier et les établissements de santé bénéficiaires.

Par ailleurs, dans le cadre des aides attribuées par le COPERMO, sont organisées tous les ans des revues des projets d'investissement (RPI). Ces dernières sont encadrées par l'instruction n° DGOS/PF1/2015/113 du 07/04/2015 relative à l'organisation des revues de projets d'investissement 2015 bénéficiant d'un accompagnement financier de l'échelon national. Plus particulièrement, lors de ces revues de projet, la DGOS s'assure de l'évolution des coûts, du respect des surfaces et des plannings.



**II. - Pour les activités de soins de suite et de réadaptation et la psychiatrie**, les modalités de financement diffèrent selon le statut juridique de l'établissement :

*Les établissements publics et privés à but non lucratifs*

Ils sont financés par le biais d'une **dotation annuelle de fonctionnement** (DAF) qui est prévue par la loi (article L. 174-1 du Code de la Sécurité Sociale). L'enveloppe de cette dotation, ainsi que sa répartition régionale, sont fixées par arrêté interministériel. Les crédits sont ensuite répartis par l'ARS sur la base de huit critères listés à l'article R. 162-32-3 du code de la sécurité sociale (ex : prévisions d'évolution de l'activité, orientations des schémas d'organisation des soins, coûts de l'établissement au regard des coûts des autres établissements de la région, etc.).

*Les établissements de santé à but lucratif*

Ils sont financés **au prix de journée**. Les tarifs journaliers sont prévus par la loi à l'article L. 162-22-1 du code de la sécurité sociale. Ces derniers sont fixés contractuellement par l'ARS par le biais d'un avenant tarifaire au CPOM en fonction des missions assurées et des charges prévues par le budget de l'établissement.

Pour les activités de soins de suite, une réforme a été mise en œuvre, visant à financer par une même « dotation modulée à l'activité » les établissements de santé, qu'ils soient publics ou privés (non lucratifs et lucratifs), mettant ainsi un terme à la dichotomie aujourd'hui observée.

Le dispositif cible est ainsi composé de quatre compartiments :

- Le « compartiment activité » : l'enjeu vise à mettre en place une part de financement à l'activité avec une dotation modulée à l'activité, composée d'une part socle fondée sur l'activité des deux années antérieures et d'une part variable calculée sur l'activité en cours de l'année. Pour cette dotation modulée à l'activité, la méthode de fixation des tarifs est basée sur l'analyse des coûts supportés par les établissements de santé pour les différentes prestations prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie.

- Le compartiment « molécules onéreuses » : l'objectif est de mettre en place l'équivalent de la liste en sus pour le champ SSR en reprenant automatiquement les molécules onéreuses de la liste en sus du MCO pour faciliter la poursuite de la prise en charge en SSR tout en ajoutant des molécules spécifiques au SSR.

- Le compartiment « MIGAC » permet de financer de façon forfaitaire des missions particulières telles que l'éducation et scolarisation des enfants pour les SSR pédiatriques ou encore les surcoûts des SSR dits de « recours » du fait d'une activité très spécialisée (ex : l'insuffisance respiratoire chronique sévère...). De même, le financement de ce compartiment est basé sur l'analyse des coûts supportés par les établissements de santé.

- Le compartiment « plateaux techniques spécialisés » : il vise à prendre en charge les dépenses spécifiques liées aux plateaux de rééducation, notamment la balnéothérapie, les plateaux d'isocinétisme, l'assistance robotisée.

Jusqu'au 31 décembre 2019, les établissements demeuraient financés sur la base d'une application combinée des anciennes et des nouvelles modalités de financement, avec l'application d'un coefficient de transition.

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

D'une manière générale, la méthode de fixation des tarifs permet d'éviter toute surcompensation car elle est basée sur l'analyse des coûts supportés par les établissements de santé pour les différentes prestations prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie. **L'étude nationale des coûts** (ENC) à méthodologie commune permet en principe de s'assurer de l'absence de surcompensation dans la mesure où les montants alloués sont calculés en fonction, notamment, des tarifs issus des coûts de l'activité produite. En application du principe de neutralité tarifaire, la tarification doit être la plus neutre possible, en restant au plus près des coûts.

En outre, il existe un **dispositif de contrôle de la facturation** prévu par les dispositions du code de la sécurité sociale (article L. 162-23-13) qui vise à s'assurer que les prestations facturées par les établissements de santé correspondent à l'activité réellement produite. En cas de non-respect des règles de facturation, une procédure de récupération par l'assurance maladie des sommes indûment perçues est appliquée et des sanctions peuvent être également prononcées par le directeur général de l'ARS.

La répartition des crédits de la dotation MIGAC est effectuée de façon à correspondre au mieux aux missions assurées par les établissements de santé. La **justification au premier euro** contribue à limiter les risques de surcompensation. Dans le dispositif mis en place par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1<sup>er</sup> août 2001, les crédits budgétaires ne sont plus justifiés par le biais de la distinction services votés / mesures nouvelles, mais doivent l'être "au premier euro". La LOLF prévoit en effet que le budget de l'Etat est désormais structuré par les finalités des politiques publiques et contrôlé sur la base de leurs résultats. Ainsi, c'est au regard de l'analyse du coût et de la performance de chaque programme et action que l'utilisation des crédits inscrits au budget est justifiée, "en base zéro" (c'est-à-dire dès le premier euro et pas seulement pour les mesures nouvelles).

De plus, le guide méthodologique pour l'élaboration des CPOM fait mention exprès d'une obligation de non surcompensation, quel que soit le vecteur de financement, et ouvre ainsi la possibilité aux ARS de réclamer auprès des établissements le remboursement de sommes indûment perçues.

A titre d'exemple, concernant les crédits d'investissement octroyés au titre du FMESPP, chaque année, le ministère de la santé, en lien avec les agences régionales de santé, s'assure du respect des engagements pris par les établissements de santé en matière de trajectoire opérationnelle et financière des projets d'investissement, en contrepartie du soutien financier consenti par l'Etat. En cas de surcompensation ou de modification du coût initial du projet, des modifications dans la délégation des crédits peuvent intervenir.

Dans les cas où une surcompensation adviendrait dans le cadre des aides attribuées par le COPERMO, plusieurs hypothèses sont envisageables :

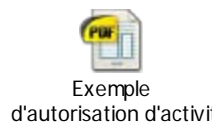
- la suspension des délégations de crédits et le décalage l'année suivante (report de crédits sur la dotation régionale) ;
- la déprogrammation d'une partie ou de l'ensemble du projet avec en conséquence l'arrêt des délégations prévisionnelles (moindres délégations sur la dotation régionale ou, le cas échéant, débasage si les crédits ont déjà été versés) ;
- la révision du niveau de l'aide au prorata lorsque le périmètre et le coût du projet ont été revus à la baisse.

<p>Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p>La détermination des tarifs, et de manière générale l'élaboration du modèle de financement des établissements de santé, se fait de façon concertée et transparente. La méthodologie issue des études de coûts qui sous-tend une partie des évolutions annuelles est publiée sur le site internet de l'agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH). Par ailleurs, des informations sont disponibles en accès public sur le site internet Scansanté (<a href="http://www.scansante.fr">www.scansante.fr</a>) : des données de synthèse telles que des statistiques médicales par groupe (GHM...), diagnostic, acte ou encore la consommation des médicaments et dispositifs médicaux implantables (DMI) en sus mais aussi les indicateurs de performance Hospi-Diag, les case-mix par établissement, les taux de recours, la cartographie de l'activité des établissements, le référentiel national de coûts...</p> <p>Le financement des établissements de santé fait l'objet, chaque année, d'un rapport détaillé remis au Parlement en application de l'article L. 162-23-14 du code de la sécurité sociale.</p> <p>En outre, les montants des missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI) font l'objet d'une publication sur le site internet du ministère de la santé (<a href="http://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/recherche-et-innovation/l-innovation-et-la-recherche-clinique/article/les-missions-d-enseignement-de-recherche-de-reference-et-d-innovation-merri">http://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/recherche-et-innovation/l-innovation-et-la-recherche-clinique/article/les-missions-d-enseignement-de-recherche-de-reference-et-d-innovation-merri</a>), contribuant ainsi à respecter les exigences de la décision SIEG de 2012 en matière de transparence.</p> <p>Par ailleurs, le montant alloué aux établissements de santé par l'ARS fait l'objet d'un arrêté publié au recueil des actes administratifs de la région, quel qu'en soit le montant.</p>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR).</b> Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. <b>(A+B+C)</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>79 731 (exécution de l'ONDAM – objectif national des dépenses d'assurance maladie – hospitalier)</b>	<b>81 614 (exécution de l'ONDAM – objectif national des dépenses d'assurance maladie – hospitalier)</b>

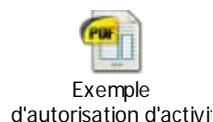
## Annexes



Annex 1



Annex 2



Annex 3

## 2.2. les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]

### a) la garde d'enfants

Données non disponibles.

Données des collectivités territoriales en annexe.

### b) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<b>APEC :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Aides à la sécurisation des parcours professionnels en proposant des services d'information, de conseil et d'accompagnement à l'ensemble des cadres et jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ainsi que des services spécifiques adaptés à des situations particulières ;</li><li>- Aides à la sécurisation des recrutements des entreprises par des informations et des conseils adaptés, et en proposant - notamment - des services innovants prioritairement aux TPE-PME ;</li></ul>

- Collecte et diffusion d'offres d'emploi pour les cadres ;
- Développement d'un programme d'études et de veille sur le marché du travail des cadres afin de mieux connaître les réalités de ce marché pour en diffuser les résultats.

#### **Pôle Emploi :**

- Activités d'accompagnement des demandeurs d'emploi : 4 modalités d'accompagnement : suivi, guidé, renforcé, global ; accompagnement intensif jeunes ;
- 
- Accompagnement des entreprises dans leur recrutement : intermédiation, appui au recrutement, promotion de profils ;
- Anticipation des besoins et des évolutions du marché du travail ;

#### **Agefiph :**

- Sensibilisation et mobilisation des acteurs économiques et sociaux sur le sujet du handicap ;
- Aides aux entreprises en vue de l'insertion et du maintien dans l'emploi des BOETH (Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés) ;
- Aides aux entreprises pour développer l'alternance en direction des personnes en situation de handicap ;
- Aides à la création ou à la reprise d'activité ;
- Aides à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des BOETH ;
- Aides à la construction du projet professionnel, au développement de la qualification et des compétences professionnelles ;
- Compensation des conséquences du handicap tout au long du parcours de la personne.

Les actions des **OPS (Opérateurs de placement spécialisés)** répondent aux missions d'intérêt général définies par l'art. L. 5214-3-1 du code du travail :

- la préparation, l'accompagnement, le suivi durable et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées, y compris la délivrance du conseil en évolution professionnelle
- la participation au dispositif d'insertion professionnelle et d'accompagnement spécifique prévu pour les travailleurs handicapés mis en œuvre par l'Etat, le service public de l'emploi, l'Agefiph et le le FIPHP.

#### **Ecoles de la deuxième chance :**

Les E2C proposent une formation aux jeunes de 16 à 25 ans dépourvus de qualification professionnelle ou de diplômes. Fondées sur une pédagogie différente des schémas scolaires classiques (parcours individualisé mobilisant fortement les entreprises), les E2C ont pour objectif l'insertion sociale et professionnelle des jeunes qu'elles accueillent sans autre critère que leur motivation, en leur permettant de construire leur projet personnel et professionnel.

-

#### **AFPA :**

L'Afpa contribue au service public de l'emploi mentionné à l'article L. 5311-1 du code du travail. Devenu établissement public industriel et commercial (EPIC) le 1er janvier 2017, l'Afpa se voit confier des missions et sujétions de service public définies aux articles L. 5315-1 ainsi qu'aux 1° à 3° et au a du 4° de l'article L. 5315-2 du code du travail.

À ce titre, l'Afpa contribue à :

1. L'ingénierie de certification professionnelle pour le compte de l'Etat. L'Afpa réalise, pour le compte du ministère du Travail, des actions d'appui à la délivrance des titres professionnels du ministère sur les territoires et assure les missions liées à l'élaboration de ces titres ;
2. L'ingénierie de formation aux compétences et aux métiers émergents. L'État confie à l'Afpa une mission de veille et de prospective sur l'émergence de nouvelles activités et leur traduction en besoins de compétences, de formations et de certifications. Ce travail s'accompagne d'un programme de travaux d'études prenant appui sur les centres stratégiques et de références nationaux (incubateurs) ;
3. Le développement d'une expertise prospective pour anticiper les besoins en compétences sur les territoires. L'Afpa développe, dans le cadre de la politique du titre du ministère du Travail, une analyse prospective sur l'évolution des emplois, des métiers et des compétences qui s'appuie sur l'analyse du marché du travail. Cela lui permet d'anticiper les évolutions du marché de l'emploi et d'en tirer les enseignements sur les besoins en compétences des entreprises et des territoires ;
4. L'appui aux opérateurs chargés du conseil en évolution professionnelle et notamment la contribution à l'égal accès sur l'ensemble du territoire aux services publics de l'emploi et de la formation professionnelle et à la promotion de la mixité des métiers conformément à l'article L.5315-1 du code du travail. En complémentarité des acteurs en charge de l'orientation et de l'insertion, l'Afpa propose une offre de service visant à favoriser un accompagnement renforcé permettant une sécurisation des parcours d'insertion.

Faisant suite à la transformation en établissement public, deux filiales, sous forme de sociétés par action simplifiée à actionnaire unique (SASU), assurent les activités concurrentielles de formation des demandeurs d'emploi et des salariés

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

**APEC :**

Les deux conventions de mandatement de service public de l'APEC (période 2012-2016 et période 2017-2021) précisent les missions de service public et indiquent que le montant de la cotisation obligatoire perçue par l'APEC ne peut dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exercice de ces missions. Les deux mandats définissent les exigences et principes :

- de comptabilité analytique permettant de distinguer les activités commerciales et les activités de service public ;
- d'affectation exclusive de la cotisation obligatoire aux seules activités de service public ;
- de compensation, d'évitement et de correction des surcompensations éventuelles ;
- de recherche d'efficience en fixant un objectif d'efficience productive.

Ils fixent enfin les modalités de contrôle par l'Etat de l'utilisation de la cotisation obligatoire et les modalités de suivi et d'évaluation de la convention de mandat de service public.

#### **Pôle Emploi :**

Les textes constitutifs du mandat de service public sont la loi (article L. 5312-1 du code du travail) et la convention tripartite Etat-Unédic-Pôle emploi (2019-2022). La loi donne des précisions sur la nature de la mission de service public ainsi que sur l'étendue et les conditions générales de fonctionnement de Pôle emploi, tandis que la convention définit les orientations stratégiques comportant les obligations de service public à remplir pour une période donnée et les indicateurs associés.

#### **Ecoles de la deuxième chance :**

Le mandat est confié par l'article L. 214-14 du code de l'éducation qui prévoit que « *l'Etat et les régions apportent leur concours aux formations dispensées dans les conditions déterminées par convention* ».

Des conventions sont donc établies entre les E2C et les services déconcentrés du ministère du Travail pour une durée de 3 ans. La contribution financière de l'Etat est fixée annuellement, à l'occasion d'un dialogue de gestion, en fonction des besoins de l'école, sur la base d'un forfait par jeune.

#### **Agefiph :**

Les textes constitutifs du mandat de service public sont définis par la loi (article L. 5214-1 et suivants du code du travail). La loi définit les modalités de financement (contribution liée à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés), la nature de la mission de service public ainsi que l'étendue et les conditions générales de fonctionnement de l'institution.

#### **Opérateurs de placement spécialisé :**

Les textes constitutifs du mandat de service public sont la loi du 11 février 2005 qui reconnaît aux OPS une mission de service public dans le champ de l'insertion professionnelle des personnes handicapées en milieu ordinaire (art. L. 5214-3-1 du code du travail), en complémentarité avec le service public de l'emploi, ainsi que l'article 101 de la loi du 8 août 2016 qui élargit la mission des OPS au maintien dans l'emploi à compter du 1er janvier 2018. La loi précise les missions de service public, tandis que la convention pluriannuelle d'objectifs signée au niveau régional entre l'OPS, l'Etat, l'Agefiph et le FIPHFP définit les engagements de l'OPS à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général visant à assurer la préparation, l'accompagnement, le suivi durable et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

#### **AFPA**

Les textes constitutifs du mandat de service public sont l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016, ratifiée par la loi n° 2017-204 du 21 février 2017, qui porte création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes, et codifiée aux articles L. 5315-1 et suivants du code du travail. Son fonctionnement est

précisé par le décret n° 2016-1539 du 15 novembre 2016 relatif à l'établissement public chargé au sein du service public de l'emploi de la formation professionnelle des adultes.

Les missions de service public sont définies à l'article L. 5315-1 ainsi qu'aux 1° à 3° et au a du 4° de l'article L. 5315-2 du code du travail. Ces missions de service public sont déclinées, chaque année, dans un plan d'actions notifié l'Afpa. Ce document précise l'ensemble des missions confiées à l'Afpa par le ministère en charge de l'emploi sur une période annuelle avec une estimation précise de la valorisation financière et des jours/hommes associés à chaque action. La déclinaison financière du plan d'actions fait l'objet d'un document budgétaire validé par la DGEFP

Les lignes budgétaires du plan d'actions sont fongibles pour permettre des redéploiements entre actions en fonction des besoins constatés en cours d'année.

En outre, le plan d'actions et son annexe financière peuvent être amendés pour permettre à l'Afpa de déployer de nouvelles missions apparues en cours d'année.

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Le convention de mandatement de service public de l'**APEC** est signée pour une durée de 5 ans, qui est aussi la durée du plan stratégique de l'agence. Une évaluation de mi-mandat menée par l'Inspection Générale des Affaires Sociales permet de proposer des modifications en cours de mandat si besoin. Une évaluation finale est également prévue. Deux mandats de service public ont été conclus, pour 2012-2016 et 2017-2021.

Pour **Pôle Emploi**, le mandat est renouvelé via la convention tripartite (durée 3 ou 4 ans) après une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale.

Pour **les Ecoles de la deuxième chance**, le mandat est renouvelé via une nouvelle convention tous les 3 ans après évaluation de la précédente.

La loi confie à l'Agefiph des missions sans limitation de durée dans le temps. La convention nationale pluriannuelle de mobilisation pour l'emploi des personnes handicapées, signée en novembre 2017, est conclue pour 3 ans (2017-2020). Parmi les 13 membres signataires de cette convention, figure l'Agefiph.

Enfin, les missions des OPS s'inscrivent au niveau national dans le cadre de la convention nationale pluriannuelle multipartite 2017-2020. Au niveau régional, la convention pluriannuelle d'objectifs signée entre l'organisme gestionnaire de l'OPS et les commanditaires régionaux est établie pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022, soit une durée de 5 ans

La loi confie à l'Afpa des missions sans limitation de durée dans le temps. Le plan d'actions, qui encadre les activités de service public confiées à l'Afpa donnant lieu à une subvention de l'État, est construit et validé chaque année.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.



Sans objet
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes aux opérateurs
Contributions obligatoires des entreprises
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p><b>APEC :</b></p> <p>Le mandat de service public 2012-2016 précisait : « <i>La cotisation obligatoire versée par les cadres et les entreprises est utilisée exclusivement pour le financement des activités énumérées au présent mandat de service public. Les activités commerciales de l'APEC ne peuvent en aucun cas être financées directement ou indirectement par cette cotisation et de ce fait doivent s'équilibrer financièrement, de façon strictement autonome [...]. Réalisant des activités en-dehors de ces missions de service public, l'APEC tient des comptes séparés distinguant les activités qui bénéficient du produit de la cotisation précitée et les activités n'en bénéficiant pas, conformément à l'ordonnance 2004-503 du 7 juin 2004 portant transposition des directives 80/723/CEE et 2006/111/CE. Pour ce faire, l'APEC dispose d'une comptabilité analytique qui permet de répartir les charges et les produits entre les activités de différentes natures et de calculer des résultats par activité. Ce dispositif est fondé sur les principes de comptabilité analytique généralement acceptés, et détaillé en annexe 1 de la présente convention de mandat.</i> »</p> <p>Le mandat de service public 2017-2021 stipule : « <i>La cotisation obligatoire versée par les cadres et les entreprises est exclusivement utilisée pour le financement des activités liées aux missions de service public définies par la présente convention. Les activités commerciales de l'APEC ne peuvent en aucun cas être financées directement ou indirectement par cette cotisation. Elles doivent s'équilibrer financièrement, de façon autonome [...]. Réalisant des activités en-dehors de ces missions de service public, l'APEC tient des comptes séparés, distinguant les activités qui bénéficient du produit de la cotisation obligatoire prévue à l'article 3 du présent mandat, et les activités n'en bénéficiant pas, conformément à l'ordonnance 2004-503 du 7 juin 2004 portant transposition des directives 80/723/CEE et 2006/111/CE. Pour ce faire, l'APEC dispose d'une comptabilité analytique qui permet de répartir les charges et les produits entre les activités de différentes natures et de calculer des résultats par activité. Ce dispositif est fondé sur les principes de comptabilité analytique généralement acceptés, et détaillé en annexe 1 de la présente convention de mandat.</i> »</p> <p><b>Pôle Emploi :</b></p> <p>L'article L. 5312-7 du code du travail dispose que « Le budget de l'institution comporte quatre sections non fongibles qui doivent chacune être présentées à l'équilibre [...] la contribution de l'Etat et la contribution de l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage sont fixées à un niveau compatible avec la poursuite des activités de l'institution, compte tenu de l'évolution du marché du travail. »</p> <p>La convention tripartite 2019-2022 précise les contributions respectives de financeurs : trajectoire financière pour la subvention pour charge de service public versée par l'Etat (en montant) et contribution annuelle de l'Unédic (en taux). La convention précise que « Les moyens alloués à Pôle emploi par l'État et l'Unédic assurent le financement des services confiés à Pôle emploi en tant que Services d'intérêt économique général (SIEG). Les obligations de service</p>

public assurées par Pôle emploi sont précisées dans la présente convention. L'État contrôle l'absence de surcompensation financière par rapport au coût réel des charges de service d'intérêt économique général (SIEG) supportées par Pôle emploi. » Il est prévu la transmission annuelle des résultats de la comptabilité analytique par grandes missions [à l'instance technique de suivi de la convention tripartite], résultats qui sont également partagés au sein du Conseil d'administration de Pôle emploi où siège l'État.

#### **Ecoles de la deuxième chance :**

L'article L. 214-14 du code de l'éducation dispose que « *l'État et les régions apportent leur concours aux formations dispensées dans les conditions déterminées par convention* ».

La contribution financière de l'Etat est fixée annuellement (par l'Etat et les collectivités territoriales), à l'occasion d'un dialogue de gestion, en fonction des besoins et capacités de l'école et sur la base d'un forfait par jeune.

#### **Agefiph :**

Les missions de service public de l'Agefiph sont liées à l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés dans les entreprises. Les ressources de l'Agefiph sont basées sur l'écart entre l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés qui s'applique aux entreprises (employer au moins 6% de personnes handicapées) et le nombre d'emploi réels. Le taux de présence de travailleurs handicapés dans les entreprises a un effet mécanique à la fois sur le niveau des besoins d'actions en faveur de l'insertion des personnes et sur le niveau des ressources de l'Agefiph.

En effet, les établissements de 20 salariés et plus sont tenus d'employer des bénéficiaires de l'obligation d'emploi dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs salariés.

Ils peuvent satisfaire à cette obligation totalement ou partiellement par l'emploi direct ou indirect, par l'accueil de stagiaires, par l'application d'un accord agréé ou par le versement d'une contribution à l'Agefiph. , via la DSN auprès des URSSAF ou CCMSA.

Le montant de cette contribution, calculé par bénéficiaire manquant, est fonction de la taille de l'entreprise : 400 fois le SMIC (de 20 à 250 salariés), 500 fois le SMIC (de 250 à 749 salariés) et 600 fois le SMIC (+ de 750 salariés). Cette contribution peut être réduite par trois déductions :

- contrats d'achat, sous-traitance ou prestations de service auprès d'une entreprise adaptée, ESAT, travailleurs indépendants handicapés ou un salarié porté lorsqu'il est BOETH ;
- dépenses déductibles favorisant l'accueil, l'insertion et le maintien dans l'emploi de salariés handicapés ;
- le nombre d'emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières (ECAP).

L'adéquation entre les ressources et les besoins est vérifiée chaque année par le ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion, lors de l'approbation du budget de l'Agefiph. Les ressources et leur destination, ainsi que l'intensité des actions en fonction des besoins d'insertion professionnelle et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés sont examinées à cet effet.

### **Organismes de placement spécialisés :**

L'article L.5214-3-1 du code du travail définit la catégorie des « *organismes de placement spécialisés, chargés de la préparation, de l'accompagnement et du suivi durable dans l'emploi des personnes handicapées* » participant « *au dispositif d'insertion professionnelle et d'accompagnement spécifique prévu pour les travailleurs handicapés, mis en œuvre par l'Etat, le service public de l'emploi, l'Agefiph et le FIPHP.* » Cet article dispose qu'ils sont conventionnés avec l'Agefiph, le FIPHP et Pôle emploi.

La convention pluriannuelle d'objectifs avec l'OPS définit dans son article 4 les « *conditions de détermination du montant de la contribution financière* » en mentionnant pour chacun des trois financeurs le montant du budget prévisionnel engagé sur l'axe de travail et le territoire concernés, ainsi que les modalités de détermination de la compensation définitive versée à l'OPS.

### **AFPA :**

Le mandat sur les missions nationales de service public de l'Afpa, qui entraîne le versement par l'Etat d'une compensation pour charge de service public de 110M€, est défini dans un plan d'actions annuel énumérant précisément l'activité à mener par l'établissement public. Une annexe financière au plan d'actions précise la répartition de ces crédits par actions. Au titre de 2019, 95,8 M€ ont été consacrés aux quatre piliers des missions de service public, 13 M€ ont été alloués aux sujétions de service public pour permettre à l'Afpa de conserver son maillage territorial et d'assurer l'égalité dans l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle. Enfin, une réserve, à hauteur de 1,2 M€, peut être versée sous condition par le ministère du travail.

La méthodologie utilisée pour suivre le mécanisme de compensation repose sur les principes de la comptabilité analytique dont les principes ont été adoptés en 2017.

L'article R. 5315-10 du code du travail prévoit que l'Afpa tient une comptabilité analytique. Celle-ci doit permettre de répondre aux exigences de gestion des services d'intérêt économique général et d'évaluation des obligations de service public donnant lieu à compensation, mais également de garantir l'objectivité et le caractère non subventionné des coûts imputés aux activités concurrentielles. D'une manière plus générale, la comptabilité analytique de l'EPIC doit permettre de déterminer et analyser le coût des opérations et d'apprécier leur rentabilité.

Les principes de la comptabilité analytique ont fait l'objet d'un examen à l'automne 2016, avec pour objectif d'identifier les évolutions nécessaires. Par la suite, sur la première partie de 2017, l'Afpa a mis au point les évolutions à apporter à la comptabilité analytique de façon à répondre aux exigences fixées par la décision 2012/21/UE de la Commission de l'Union européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Une mission d'audit a eu lieu en 2018 pour faire évoluer la comptabilité analytique après la transformation en EPIC, permettre d'évaluer précisément la destination de la subvention pour mission de service public et montrer que les filiales ne reçoivent pas de subventions indirectes. L'autre objectif est, en mesurant la capacité de production et l'identification d'un niveau normatif d'activité, de permettre les refacturations sans marge à la filiale lors d'utilisations des

ressources de l'EPIC. Enfin, la conception à coût objectif, mise en œuvre à titre expérimental en 2019 dans une région, a pour objectif de proposer un outil normé pour flécher les différents postes de coûts et analyser à l'euro près l'ensemble des coûts des missions de service public.

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

**APEC :**

Le mandat de service public 2012-2016 précise que « Dans le cas où la mise en œuvre des programmes d'action de l'APEC, au titre de ses missions de service public, se solderait par des excédents révélant une surcompensation, le comité de suivi [...] se réunirait dès l'arrêté annuel des comptes pour examiner les mesures à prendre ». « Les surcompensations constatées au terme de la convention de mandat sur l'ensemble de sa durée font l'objet d'un reversement au budget de l'Etat ». Le comité de suivi associe les partenaires sociaux et les représentants de l'Etat pour suivre la mise en œuvre du mandat de service public, notamment sur la base d'indicateurs d'activité et de performance. A mi-parcours (février 2015), le bilan d'application de la convention de mandat de service public rendu par l'IGAS a conclu à l'absence de sous compensation (utilisation de la cotisation au financement des activités concurrentielles) ou de sur compensation (sous-utilisation de la cotisation). Le rapport de fin de mandat a été réalisé. A l'issue de la clôture des comptes de l'exercice 2016 (dernier exercice du mandat 2012-2016), il a été constaté l'absence de surcompensation sur l'ensemble de la période.

Le mandat de service public 2017-2021 précise que « Les conditions de compensation des missions de service public de l'APEC sont contrôlées [...]. Elles font l'objet d'un examen approfondi par le comité de suivi [...] et par l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS), lors des évaluations à mi-mandat et en fin de mandat [...]. Dès lors que les programmes d'action de l'APEC se solderaient par des excédents, révélant une surcompensation, ou par un déficit, révélant une sous-compensation, le comité de suivi se réunirait dès l'arrêté annuel des comptes pour examiner les mesures à prendre. Les surcompensations constatées au terme du présent mandat de service public font l'objet d'un reversement au budget de l'Etat, à la suite de l'arrêté des comptes de l'APEC pour l'année 2021. Il prévoit que « Les éléments de preuve de l'absence de surcompensation sont fournis par l'APEC à l'Etat chaque année » et que « L'Etat, représenté par la DGEFP, est invité sans voix délibérative à la Commission de contrôle de l'APEC lorsqu'elle examine la régularité des opérations financières et comptables de l'association ».

**Pour Pôle Emploi**, plusieurs contrôles permettent à la puissance publique de vérifier l'absence de surcompensation :

- comptabilité analytique, et méthode de comptabilisation en sections non fongibles ; seules les dépenses d'intervention, de fonctionnement et d'investissement sont financées en partie par la subvention pour charge de service public versée par l'Etat et votée en loi de finances ;
- contrôle via la gouvernance de Pôle emploi (conseil d'administration, comité d'audit et des comptes, comité d'évaluation) ;
- contrôles externes prévus par la convention tripartite : « deux évaluations externes prévues en 2021 (évaluation à mi-parcours) et en fin de convention réalisées par les inspections générales des finances et des affaires sociales, autres rapports de corps d'inspection, contrôles de la Cour des comptes. Pôle emploi, comme tout service public, ne fait pas de bénéfice. La subvention ne peut donc être considérée comme une surcompensation.

**Ecoles de la deuxième chance :** Les écoles doivent disposer d'une comptabilité analytique, nécessaire à la labellisation. De plus, les comptes sont certifiés par un commissaire aux comptes.

**L'Agefiph** est soumise au contrôle administratif et financier de l'Etat, et notamment au contrôleur général économique et financier (CGEF) dont la mission est de veiller à la bonne utilisation de l'argent public. Le ministre en charge du travail et de l'emploi agréé les statuts de l'Agefiph. L'association lui soumet annuellement son budget pour approbation.

**En ce qui concerne les OPS, plusieurs contrôles permettent de s'assurer qu'il n'y a pas de surcompensation :**

- un mode d'évaluation inscrit dans la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'OPS : les commanditaires - Etat, Agefiph, FIPHP et Pôle emploi - procèdent chaque année a minima (et autant que de besoins) à une évaluation contradictoire avec l'OPS, sur les plans quantitatif et qualitatif, dans le cadre d'un dialogue de gestion territorial annuel ;
- un examen par les commanditaires du compte-rendu financier ainsi que du compte-rendu quantitatif et qualitatif de la réalisation du projet pour l'année N comprenant l'ensemble des éléments définis par les commanditaires, dont la mise en œuvre du projet local de coopération ;
- un examen par les commanditaires des comptes annuels de l'année N et du rapport du commissaire aux comptes associé prévus par l'article L 612-4 du code du commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- une régularisation du montant des versements au plus tard le 1er octobre de l'année N+1, déterminée suite au contrôle de l'absence de surcompensation et vérifications réalisées par les commanditaires conformément aux engagements pris dans la convention pluriannuelle d'objectifs ;
- au cours de la 3ème et 5ème année de la convention, une évaluation plus complète sur la qualité des projets déployés et coûts associés est opérée par les commanditaires. Ces évaluations peuvent donner lieu le cas échéant à des audits et des contrôles sur place et sur pièces ;
- en fin de convention, l'OPS s'engage à fournir aux commanditaires, au moins quatre mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif

## **AFPA**

L'Etat assure un contrôle administratif et financier de l'Afpa qui consiste en :

- La vérification que la dotation financière allouée à l'Agence n'excède pas la charge financière des missions et sujétions de service public résultant de l'application des articles L. 5315-1 et des 1° à 3° et du a du 4° de l'article L. 5315-2 du code du travail ;
- L'évaluation des conditions de réalisation du plan d'actions sur un plan quantitatif et qualitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité entre les actions réalisées et celles définies dans la déclinaison opérationnelle du plan d'actions (annexe 1), sur l'impact des actions au regard de l'intérêt général et sur l'atteinte des objectifs fixés.

Un dialogue de gestion a lieu, tous les ans, entre l'Afpa et la DGEFP l'année N+1 de la notification du plan d'actions. Dans ce cadre, l'Afpa s'engage à fournir, au plus tard 15 jours avant la date du dialogue de gestion, un bilan qualitatif, quantitatif et financier de la mise en œuvre du plan d'actions précédent avec une déclinaison par pilier et par région.

Dans l'hypothèse où le contrôle administratif et financier ferait apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées au présent cadre d'intervention et à ses annexes 1 et 2, l'Etat exigera le reversement des sommes indûment perçues selon les procédures légales et réglementaires en vigueur.

L'Afpa est également soumise au contrôle administratif et financier de l'État (CGEFI) qui veille à la bonne utilisation des deniers publics.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

#### Montant des aides octroyées

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR).** Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. **(A+B+C)**

2018	2019
APEC : 114,5 M€	APEC : 117,6 M€
Pôle Emploi : 4235,6M€	Pôle Emploi : 4628,8 M€
(autres ressources : FSE : 47,4 M€)	(autres ressources : FSE 57,651 M€)
Ecoles de la deuxième chance : 57,9 M€	Ecoles de la deuxième chance : non disponible
(+23,2 M€ d'autres ressources dont FSE)	
Agefiph : 436,5 M€ (budget 2018 réalisé)	Agefiph : 496,5 M€ (budget 2019 initial)
Cap Emploi (OPS) : 56,66 M€ (hors financement Agefiph)	Cap Emploi (OPS) : 53,7 M€ (hors financement Agefiph)
AFPA : 125,6 M€	AFPA : 125,6 M€
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	

2018	2019
Ecoles de la deuxième chance : 23,9 M€ AFPA : 110 M€	Ecoles de la deuxième chance : NC AFPA : 110 M€
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
2018	2019
Ecoles de la deuxième chance : 25,7 M€ AFPA : 15,6 M€	Ecoles de la deuxième chance : NC AFPA : 15,6 M€
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales</b>	
2018	2019
Ecoles de la deuxième chance : 8,3 M€	Ecoles de la deuxième chance : NC
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019
Pôle Emploi :  A décembre 2018 : 3 634 257 demandeurs d'emploi suivis-accompagnés  APEC : 40 221 entreprises clientes et 128 159 cadres et jeunes diplômés accompagnés.  Ecole de la deuxième chance : 15 009 jeunes accueillis.  Cap Emploi : 179 273 personnes handicapées suivies ; 114 494 employeurs accompagnés	Pôle Emploi :  A fin juin 2019 : 3 310 017 demandeurs d'emploi suivis-accompagnés  APEC : chiffres en cours de consolidation  Ecole de la deuxième chance : 15 631 jeunes accueillis.  Cap Emploi : 179 883 personnes handicapées suivies ; 116 017 employeurs accompagnés

	Afpa : 113 103 stagiaires formés en 2019 : 71 145 demandeurs d'emploi et 40 713 salariés.
--	---

c) le logement social

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>L'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation définit le SIEG du logement social comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la construction, l'acquisition, l'amélioration, l'attribution, la gestion et la cession de logements locatifs à <b>loyers plafonnés</b>, lorsqu'elles sont destinées à des <b>personnes dont les revenus sont inférieurs aux plafonds maximum fixés par l'autorité administrative</b> pour l'attribution des logements locatifs conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 et dont <b>l'accès est soumis à des conditions de ressources</b>. Font toutefois partie du service d'intérêt général les opérations susmentionnées destinées à des personnes de revenu intermédiaire dont les ressources ne dépassent pas les plafonds fixés au titre IX du livre III, lorsque les logements correspondants représentent moins de 10 % des logements locatifs sociaux mentionnés à l'article <a href="#">L. 302-5</a> détenus par l'organisme. A noter que la loi stipule qu'à compter de 2020, les logements intermédiaires détenus par les organismes d'HLM ne font plus partie du service d'intérêt d'intérêt économique général ;</li> <li>- la réalisation d'opérations d'accession à la propriété destinées à des <b>personnes dont les revenus sont inférieurs aux plafonds maximum fixés par l'autorité administrative</b> pour l'attribution des logements locatifs conventionnés dans les conditions définies à l'article <a href="#">L. 351-2</a> et dont <b>l'accès est soumis à des conditions de ressources</b>. Font toutefois partie du service d'intérêt général, dans la limite de 25 % des logements vendus par l'organisme, les opérations destinées à des personnes de revenu intermédiaire dont les ressources dépassent les plafonds maximums susmentionnés sans excéder les plafonds fixés au titre IX du livre III, lorsque l'ensemble des opérations sont assorties de garanties pour l'accédant dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ;</li> <li>- la gestion ou l'acquisition en vue de leur revente, avec l'accord du maire de la commune d'implantation et du représentant de l'Etat dans le département, de logements situés dans des <b>copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou faisant l'objet d'un plan de sauvegarde</b> en application de l'article L. 615-1 ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat visée à l'article <a href="#">L. 303-1</a> ainsi que, pour une période maximale de dix ans à compter de la première cession, la gestion des copropriétés issues de la cession des</li> </ul>



logements locatifs mentionnés au neuvième alinéa tant que l'organisme vendeur y demeure propriétaire de logements ;  
- les services accessoires aux opérations susmentionnées.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Les missions d'intérêt général confiées aux opérateurs du logement social sont attribuées par acte officiel des autorités publiques, de niveau législatif. Les éléments principaux de ce mandat, suite à l'obtention de l'agrément, qui leur permet d'intervenir dans le SIEG du logement social, figurent explicitement à l'article L.411-2 du CCH auquel viennent s'ajouter d'autres articles du CCH définissant en particulier les règles d'attribution des logements auxquels sont soumis les opérateurs sociaux, ainsi que les conventions d'aides personnalisées au logement (APL) qui viennent préciser programme par programme le mandat (notamment les plafonds de ressources applicables et les plafonds de loyers).

Le Code de la construction et de l'habitat précise également le régime juridique des différentes catégories d'organismes d'habitations à loyers modérés (HLM) intervenant dans le cadre de ce mandat (offices publics de l'habitat, sociétés anonymes d'HLM, sociétés coopératives HLM, sociétés d'économie mixte). Ces organismes sont soumis au contrôle de l'Etat. Lorsqu'il s'agit de personnes morales de droit privé, elles ne peuvent exercer leur activité dans le champ du logement social qu'après délivrance d'un agrément par l'Etat.

En outre, la loi 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, codifiée pour les organismes d'HLM aux articles L.445-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et à l'article L.481-2 du même code pour les sociétés d'économie mixte (SEM) de construction, rend obligatoire la signature d'une convention d'utilité sociale (CUS) avec l'Etat, pour tous les bailleurs sociaux et les SEM en l'assortissant de sanctions financières en cas de refus de la part de l'organisme de s'engager dans le processus d'élaboration ou de manquement grave aux obligations de la convention. Ces conventions comprennent, outre les dispositions relatives à la politique de patrimoine et d'investissement de l'organisme (y compris les mises en vente), le cahier des charges de gestion sociale et les engagements en matière de qualité de service. Elles permettent une déclinaison patrimoniale et sociale des objectifs de la politique nationale du logement, notamment en matière de droit au logement opposable et d'attribution, et en matière d'adaptation de l'offre de logements sociaux.

Elles comportent des indicateurs de performance à partir desquels les organismes s'engagent sur des objectifs chiffrés, notamment en ce qui concerne l'amélioration du patrimoine. Ils sont établis sur la base du plan stratégique de patrimoine rendu obligatoire par la loi. Ce plan repose sur l'analyse multi factorielle du patrimoine, tenant compte notamment de sa qualité et de son attractivité et sur les capacités financières de l'organisme.

L'élaboration de ce plan impose au secteur HLM d'avoir une vision stratégique et prospective sur le développement d'une offre adaptée et le programme de travaux et d'entretien du patrimoine à court et moyen termes.

Les indicateurs qui correspondent à l'engagement « Entretenir et améliorer le patrimoine existant » sont déclinés de la façon suivante dans les conventions :

- montant en euros par logement et par an en investissement (travaux de réhabilitation du parc et de remplacement de composants)
- montant en euros par logement et par an en exploitation (dépenses de maintenance qui couvrent l'entretien courant et le gros entretien)
- taux de réalisation des diagnostics de performance énergétique établis à l'échelle du bâtiment dans les 18 premiers mois de la convention

<ul style="list-style-type: none"> <li>• pourcentage des logements rénovés en zone urbaine sensible et hors zone urbaine sensible</li> </ul> <p>Le décret n°2019-801 du 26 juillet 2019 fixe les indicateurs qui s'appliqueront à la nouvelle génération de conventions d'utilité sociale, à compter de l'année 2019.</p>
<p><b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>La durée du mandat de l'organisme n'est pas limitée dans le temps. L'existence de ce mandat conditionnant la possibilité d'exercer le SIEG du logement social et par voie de conséquence de bénéficier d'aides d'Etat, sa durée dépasse systématiquement la durée de 10 ans. Cette durée longue est notamment justifiée par l'importance des investissements consentis par les organismes de logements sociaux.</p> <p>Des dispositions protectrices particulières sont également à signaler. Ainsi, la cession de tels logements, outre le fait qu'elle est extrêmement encadrée (L. 443-7 et suivants du CCH), ne fait pas disparaître les obligations de service public qui sont attachées au logement (L.411-3 et L.411-4).</p>
<p><b>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</b></p>
<p>Seuls les organismes et entreprises relevant des catégories d'organismes de logement social reconnues par la loi peuvent exercer le SIEG du logement social et ainsi bénéficier d'aides d'Etat.</p>
<p><b>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</b></p>
<p>Aides directes, prêts et garanties sont utilisées.</p>
<p><b>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</b></p>
<p>La décision de financement accordée à une opération permet aux opérateurs d'obtenir des financements préférentiels de la Caisse des dépôts et consignations qui font l'objet de contrats de prêts faisant mention du caractère social des logements financés. Les taux des prêts accordés sont différents selon le type de logements financés (PLAI, PLUS, PLS) : ils sont d'autant plus bas que les contreparties sociales (plafonds de loyer, plafonds de ressources) exigées sont importantes.</p> <p>Par ailleurs, elle leur ouvre la possibilité de bénéficier d'aides fiscales dont les dispositions sont fixées par des textes législatifs. Ils bénéficient d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant 15 ans ainsi que d'un taux réduit de TVA (5,5 % pour les PLAI et les PLUS relevant de la politique de renouvellement urbain ; 10 % pour les autres logements sociaux).</p> <p>Enfin, des subventions de l'Etat sont accordées font l'objet de décisions de financement accompagnant la convention APL mais distinctes de celle-ci. Un fonds indépendant spécifique avec une gouvernance propre associant le secteur a été créé à cette fin en 2016, le FNAP (fonds national des aides à la pierre). Le montant maximum des subventions allouées aux opérations est déterminé par la réglementation, en tenant compte de la spécificité de chacune des opérations (surface, coût...) et en réservant ces aides aux logements pour lesquels la contrepartie sociale au regard des loyers plafonds est la plus forte, c'est-à-dire les logements locatifs sociaux financés à l'aide de prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI). L'octroi de ces subventions – les aides à la pierre – peut être délégué sous conditions aux collectivités territoriales qui en font la demande.</p>

Pour les collectivités, les modalités d'intervention en subvention et les montants sont fixées par leurs délibérations, et peuvent évoluer chaque année, en fonction des ressources disponibles, de l'évolution des besoins et des priorités locales.

Les subventions accordées par l'Etat et les collectivités sont intégrées au plan de financement des opérations, qui concomitamment à l'agrément, donnent lieu à une simulation partagée de leur équilibre financier sur le long terme, basée sur des paramètres actualisés chaque année, et qui démontre de l'absence de surcompensation de la contrepartie sociale.

### **Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

En préambule, il faut noter que la puissance publique dispose d'un large pouvoir de contrôle et de sanction à l'égard des organismes HLM.

En amont, les décisions de financement des opérations de production de logements sociaux par l'administration (l'Etat ou, en cas de délégation de cette compétence, une collectivité territoriale) font l'objet d'une analyse financière de l'équilibre prévisionnel des opérations. Cette analyse permet de demander un effort de loyer par rapport au barème plafond pour les opérations plus faciles à équilibrer, et à apporter une vigilance sur la santé globale de l'organisme en cas d'opération déficitaire. Une convention APL est signée avec l'organisme pour chaque ensemble de logements sociaux. En outre, les collectivités territoriales participent à la gouvernance des offices publics de l'habitat et des SEM. Le préfet de département est représenté au conseil d'administration des offices publics de l'habitat.

En aval, les organismes HLM, et plus généralement les opérations de logement social, sont soumises au contrôle de l'ANCOLS (Agence nationale de contrôle du logement social - établissement public national placé sous la tutelle du ministre chargé du logement) qui porte sur la régularité et la qualité de la gestion (l'ANCOLS peut proposer au ministre chargé du logement de prononcer des sanctions à l'égard des organismes ou de leurs dirigeants), ainsi qu'à celui des juridictions financières.

Par ailleurs, le respect des conventions APL peut faire l'objet de contrôles des services déconcentrés du ministère chargé du logement, qui peuvent donner lieu respectivement à la perte du bénéfice de l'APL, et des services fiscaux, qui peuvent donner lieu à la reprise des aides fiscales.

S'agissant plus précisément du contrôle du risque de surcompensation, il relève de l'ANCOLS. Dans le cadre de la mission globale de contrôle de l'ANCOLS (définie à l'article L.342-1 du code de la construction et de l'habitation), l'Agence contrôle que les aides publiques, versées aux organismes de logement social sous forme de compensations de service public, ne donnent lieu à aucune surcompensation, afin de respecter les stipulations de l'article 106 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Plus précisément, il appartient à l'ANCOLS, en vertu du 1° du I de l'article L.342-2 du code de la construction et de l'habitation, d'établir des contrôles individuels et thématiques et de veiller à ce que les organismes de logement social respectent la décision 2012/21/UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Par délibération du 23 janvier 2019, le conseil d'administration de l'ANCOLS a adopté une méthodologie de vérification relative aux éventuelles surcompensations. Par ailleurs, le 29 juin 2020, le Conseil d'Etat a rejeté un recours sur cette délibération et en a confirmé la légalité. Dans le cadre d'une première phase de test de cette méthode, les premiers contrôles de l'ANCOLS sur le risque de surcompensation ont été engagés en 2019.

Par ailleurs, le risque de surcompensation est également contrôlé lors de l'octroi des subventions pour la construction de nouveaux logements sociaux.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Les différentes compensations dont peuvent bénéficier des opérations de construction ou d'acquisition, avec ou sans travaux, de logements sociaux sont précisément décrites dans le code de la construction et de l'habitation à la première section du chapitre unique du titre III du livre III, partie réglementaire. Le site public <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/> permet d'accéder à une série de données et statistiques sur l'ensemble des aides du logement social, en particulier la façon dont sont financées les opérations. L'agrément des opérateurs, sans lequel il n'est pas possible d'accéder aux aides du logement social, fait l'objet d'un arrêté individuel publié au journal officiel de la République française. La réglementation du logement social étant très contraignante, les organismes HLM à l'exception des sociétés d'économies mixtes agréées, ne peuvent assurer des activités autres que le logement social qu'à titre accessoire, ce qui les rend négligeables en termes de chiffre d'affaires. La très large majorité des sociétés d'économie-mixte agréées, qui peuvent assurer à titre principal des activités autres que le logement social, sont des sociétés de faible taille qui impliquent qu'elles ne bénéficient en général pas d'aides annuelles d'un montant supérieur à 15 M€.

Les rapports de l'Agence nationale du contrôle des organismes de logement social (ANCOLS) sont publics (<https://www.ancols.fr/home/publications.html>), et comporteront dans les prochains mois un encart en cas d'approfondissements liés à une potentielle surcompensation, ainsi qu'une synthèse globale dans le rapport public annuel de contrôle

#### Montant des aides octroyées

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR).** Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
5 284,56 M€ <sup>1</sup>	5 513,97 M€ <sup>2</sup>



ANNEXE Tableau  
aides d'Etat SIEG 20

Annex 4

- 1 Inclut les dépenses en faveur du logement social outre-mer (cf. annexe).
- 2 Inclut les dépenses en faveur du logement social outre-mer (cf. annexe)

**2.3. les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:**

a) la jeunesse et la vie associative

- Education populaire et information des jeunes

<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre</b>
--

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
--

En matière de jeunesse et vie associative, les aides octroyées dans le cadre de la décision d'exemption 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative aux compensations accordées à certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG, le sont à des associations régies par la loi du 1er juillet 1901.

Ces aides visent deux champs distincts.

Elles visent d'une part le champ de l'éducation populaire qui est à la fois un courant de pensée et une démarche éducative. Elle repose sur un objectif général visant à éduquer les citoyens dans le but d'engendrer des transformations sociales et sociétales positives, que cela soit au travers de l'accès à la culture, la participation à l'espace public, l'apprentissage de la citoyenneté. Considérant que l'éducation populaire porte un projet visant un intérêt collectif et favorisant le « vivre-ensemble » dans la cité, qu'elle vise à produire de l'innovation et demeure le lieu propice à l'expérimentation ; considérant que les méthodes inhérentes à l'éducation populaire reposent sur des pédagogies actives où le sujet est placé au centre de la situation d'apprentissage, qu'il est inclus dans ce processus qui se réalise pour lui, avec lui et qui se fonde sur sa propre participation, l'Etat mandate ces associations par voie de convention pour 1 an ou 3 ans pour réaliser un SIEG que ces associations ont initié.

Elles visent d'autre part l'information des jeunes. Le code du travail français, par son article L.6111-3, prévoit que toute personne dispose du droit à être informée, conseillée et accompagnée en matière d'orientation professionnelle, au titre du droit à l'éducation garanti à chacun par l'article L. 111-1 du code de l'éducation. Dans ce cadre, l'Etat et les régions assurent le service public de l'orientation tout au long de la vie. La région coordonne également, de manière complémentaire avec le service public régional de l'orientation des structures

d'information des jeunes labellisées (label de qualité de l'information) par l'Etat. Ces structures visent à garantir à tous les jeunes l'accès à une information généraliste, objective, fiable et de qualité touchant tous les domaines de leur vie quotidienne. Pour la réalisation de ce SIEG, ces structures qui sont constituées sous forme associative bénéficient d'aides.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

L'Etat mandate ces associations par voie de convention pour 1 an ou 3 ans pour réaliser ce SIEG que ces associations ont initié et qui a été reconnu par le label précité. Lorsque l'aide est octroyée, le mandat prend la forme d'un engagement juridique : la signature d'une convention annuelle ou pluriannuelle. Le mandat est explicitement défini dans l'article 1 puis précisé en annexe 1 de cette convention. Cf. convention pluriannuelle type prévue par l'annexe 3 de la circulaire n°5811-SG du 29 septembre 2015 ([http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/09/cir\\_40062.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/09/cir_40062.pdf))

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Les mandats sont pour la plupart de 3 ans voire sont annuels. Il n'y a pas de mandat de plus de 10 ans.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Aucun droit exclusif ou spécial n'est accordé.

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Tous ces mandats se placent sous le régime de la subvention prévu en droit français par les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe I de la convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet :

Il s'agit de tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe II ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Il s'agit aussi, le cas échéant, des coûts indirects (ou « frais de structure ») éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs éligibles.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé par la convention. L'association notifie ces modifications à l'administration par écrit

dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté. Cet excédent ne peut être supérieur au montant total des coûts éligibles du projet effectivement supportés. L'Etat se réserve le droit de réajuster le montant versé en fonction des résultats des contrôles réalisés et le cas échéant, de l'acceptation des modifications prévues.

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

En cas de manquement de l'association, l'Etat peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants. En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans l'exécution de la convention par l'association, sans accord préalable écrit de l'Etat, celui-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants. Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (art. 7 décision)

Toutes les informations sur les subventions de l'Etat figurent sur <https://www.data.gouv.fr/> et <https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/>

**Montant des aides octroyées**

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

2018	2019
10,22	10,23

**A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales**

2018	2019
10,22	10,23

**B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales**

2018	2019

<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
100% Subventions directes	100% Subventions directes
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
<b>2018</b>	<b>2019</b>

- PIA « Projets innovants en faveur de la Jeunesse »

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>Les projets du PIA Jeunesse peuvent comporter les missions de service public suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-développement d'une offre éducative, culturelle, sportive et d'engagements (renforcement de la culture de l'initiative et de la responsabilité chez les jeunes) ;</li> <li>-information, orientation et accompagnement des jeunes, pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle ;</li> <li>-accompagnement et structuration de parcours éducatifs pour prévenir le décrochage scolaire ou universitaire ;</li> <li>-employabilité des jeunes et développement de partenariat avec les entreprises (culture de l'entreprenariat à renforcer)</li> <li>-développement d'initiative en matière d'engagement, c'est-à-dire d'actions socialement innovantes portées bénévolement par des individus, des associations ou des fondations, au service de défis nouveaux de notre société auxquels les modes d'intervention classiques de la puissance publique ne suffisent pas à répondre.</li> </ul>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.



Lorsque l'aide est octroyée, le mandat prend la forme d'un engagement juridique : la signature d'une convention pluriannuelle entre le porteur de projet et l'ANRU. Le mandat est explicitement défini dans l'article 1 de cette convention. Cf. convention pluriannuelle type en PJ
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
5 ans (en moyenne)
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Aucun droit exclusif ou spécial n'est accordé.
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les coûts imputables au projet doivent être strictement rattachés à sa réalisation au titre du projet conventionné dans le cadre de l'action « Projets innovants en faveur de la jeunesse », cf. règlement général et financier en annexe (détail des dépenses éligibles, « Article VI.2. Dépenses éligibles : assiette de la subvention » p.19 et suivantes).
Le taux de la subvention est limité à 50% de l'assiette de subvention.
<b>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
Le montant total versé au titre de la subvention n'excède pas le montant maximum inscrit dans la convention. Dans le cas du non-respect des engagements prévus dans la convention, l'assiette et les taux qui interviennent dans le calcul de la subvention peuvent également être revus à la baisse, cf. règlement général et financier en annexe (détail p.22 et suivantes)
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).
<b>Montant des aides octroyées</b>

<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
4,541	9,196
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
4,541	9,196
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
100% Subventions directes	100% Subventions directes
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
Montant moyen de l'aide par projet versée en 2018 : 324 k€	Montant moyen de l'aide par projet versée en 2019 : 575 k€

## Annexes



PIA JEUNESSE - RGF  
V4.pdf

Annex 5



2015-02-17 - AAP  
PIA Projets Innovant:

Annex 6



ANRU - PIA -  
Jeunesse - SIEG 2016

Annex 7



PIA JEUNESSE -  
Convention type valid

Annex 8

- b) la normalisation (association française de normalisation (AFNOR))

<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre</b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>Association française de normalisation (AFNOR), association loi 1901, assure une mission d'intérêt général en matière de normalisation qui consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• orienter et à coordonner l'élaboration des normes françaises ainsi que la participation des parties prenantes françaises à l'élaboration des normes européennes et internationales ;</li> <li>• être le membre français des organismes de normalisation européens (CEN et CENELEC) et internationaux (ISO et IEC).</li> </ul>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 organise le système français de normalisation et confie à AFNOR une mission d'intérêt général.</p> <p>Une convention annuelle fixe les activités d'orientation et de coordination ainsi que des actions relevant de la mission d'intérêt général, à mener durant l'année.</p>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Un an fixé par la convention annuelle.
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Non
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subvention directe
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
En 2019, la subvention représente 53 % du montant des charges de service public assumées par AFNOR.
Les <b>modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations</b> .

Il n'y a aucune surcompensation dans la mesure où la subvention est limitée à 53% du montant des charges de service public assumées par AFNOR.

De plus :

- L'article 1<sup>er</sup> de la convention annuelle indique explicitement que seules les activités d'orientation et de coordination relevant de la mission d'intérêt général sont éligibles à subvention. Ces activités sont listées l'annexe technique de la convention.
- l'article 7 de la convention annuelle stipule que dans le cas où le titulaire refuserait de communiquer les documents ou n'utiliserait pas la dotation aux fins prévues par la présente convention, l'Etat exigera le reversement de tout ou partie des sommes versées. Dans ce cas, le reversement sera de droit, sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Le montant de la subvention est inférieur à 15 M€.

#### Montant des aides octroyées

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR).** Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. **(A+B+C)**

2018	2019
9,452	6,894

**A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)** versées par les autorités centrales nationales

2018	2019
9,452	6,894

**B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)** versées par les autorités régionales

2018	2019
0	0

**C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)** versées par les autorités locales

2018	2019
0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
100 %	100 %
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019
Un bénéficiaire, AFNOR ASSOCIATION – Grande entreprise	Un bénéficiaire, AFNOR ASSOCIATION – Grande entreprise

c) les collectivités territoriales : autres SIEG

NB : En raison de difficulté de conversion, le tableau Excel des informations relatives aux collectivités territoriales est annexé au présent rapport.

**g) d'autres secteurs (L'insémination animale)**

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
Les services concernés par le SIEG appelé SUIA (service universel d'insémination animale) sont la distribution (acheminement) et la mise en place (réalisation de l'acte d'insémination) de la semence des ruminants. Trois espèces sont concernées: bovine, ovine et caprine. Ce service doit permettre à tout éleveur qui en fait la demande d'avoir accès au service de l'insémination artificielle sur l'ensemble du territoire.

Le soutien apporté vise à couvrir partiellement les surcoûts liés aux contraintes raciales (inséminations des races locales et/ou menacées) et territoriales qui s'imposent aux opérateurs (kilomètres parcourus en zone de faible densité d'élevage) pour l'insémination animales.
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Les bénéficiaires du SIEG sont des entreprises déclarées auprès de l'institut de l'élevage et des services vétérinaires, à savoir des entreprises de mise en place de la semence de ruminants. Le mandat prend la forme d'un agrément délivré par le ministère en charge de l'agriculture, pour une ou plusieurs zones géographiques, suite à une procédure de mise en concurrence.
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
L'agrément des entreprises de mise en place pour le service universel de distribution et de mise en place de la semence des ruminants en monte publique (SUIA) porte sur une période de 5 années, du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019.
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Les entreprises de mise en place ne se voient pas accorder de droits exclusif ou spéciaux mais elles ont pour obligation de répondre à la demande d'insémination des ruminants de tout éleveur situé dans la zone où elles sont agréées.
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Les instruments d'aides sont des subventions directes. L'Etat finance sur le budget national au titre des crédits génétiques gérés par l'organisme payeur français FranceAgriMer une prise en charge partielle des surcoûts engendrés par ces conditions particulières.
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Chaque année, les entreprises agréées déclarent à l'établissement FranceAgriMer les distances parcourues pour réaliser les inséminations animales et les inséminations de races locales ou menacées réalisées. Une partie du surcoût généré par les distances et par les IA de races locale ou menacées sont alors prises en charge.
Les <b>modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations</b> .
Chaque année les seuils de compensation sont fixés par arrêté du ministre, en fonction des inséminations effectivement réalisées et déclarées, pour s'ajuster au mieux à la situation réelle et éviter les effets d'aubaine.

Un plafond d'aide est fixé annuellement en pourcentage du chiffre d'affaire des entreprises de mise en place. Ce plafond est de 15 % pour l'espèce bovine et de 35 % pour les espèces caprine et ovine (mais tombe à 15% si le chiffre d'affaires est supérieur à 100 000 euros pour l'espèce caprine et à 200 000 euros pour l'espèce ovine).

De façon générale, il ressort que les compensations accordées au titre du SUIA sont loin de couvrir le surcoût réel de la couverture territoriale et de la couverture raciale

**Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).**

L'aide versée est de 1,9 millions d'euros par an, répartis entre 24 entreprises. Les montants versés aux entreprises se situent dans une fourchette de 5600 euros au minimum à 200 000 euros au maximum (cas d'une seule entreprise). Cette question n'est donc pas pertinente pour le SUIA.

#### **Montant des aides octroyées**

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

<b>2018</b>	<b>2019</b>
1,931	1,931

**A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales**

<b>2018</b>	<b>2019</b>
1,931	1,931

**B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales**

<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0

**C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales**

<b>2018</b>	<b>2019</b>
-------------	-------------



0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
100 % de subvention directe	100 % de subvention directe
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>3</sup>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
<p>24 coopératives agricoles sont agréées pour la période du 1er janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2019.</p> <p>Les aides versées sont en moyenne de 73 700 € par entreprise pour l'espèce bovine, 7980 € par entreprise pour l'espèce caprine et de 33 330 € par entreprise pour l'espèce ovine, avec de grands écarts-type.</p> <p>La taille des entreprises est très variable allant de la petite entreprise à des groupes d'envergure internationale</p>	<p>24 coopératives agricoles sont agréées pour la période du 1er janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2019.</p> <p>Les aides versées sont en moyenne de 73 700 € par entreprise pour l'espèce bovine, 7980 € par entreprise pour l'espèce caprine et de 33 330 € par entreprise pour l'espèce ovine, avec de grands écarts-type.</p> <p>La taille des entreprises est très variable allant de la petite entreprise à des groupes d'envergure internationale</p>

<sup>3</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

### 3. Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012

#### 3.1. **Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG**

##### a) les services postaux

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<p>La mission de contribution à l'aménagement du territoire confiée à La Poste, également appelée mission « de présence postale » consiste pour La Poste à « <i>contribuer, par son réseau de points de contact, à l'aménagement et au développement du territoire, en complément de ses obligations de service universel postal</i> ». <sup>4</sup></p> <p>Cette mission vise à offrir à tous les utilisateurs du service postal, quelle que soit leur localisation géographique, des services à la fois accessibles, abordables et de qualité, dans un objectif de cohésion sociale et territoriale.</p> <p>Cette mission s'ajoute aux obligations de service universel postal, dont La Poste est l'opérateur désigné, et répond à une ambition élevée de présence postale sur le territoire, en assurant, dans des conditions d'accessibilité fixées par la loi, la fourniture de services postaux de proximité sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones où les points de contact ne pourraient rester ouverts au regard de seuls critères économiques (zones rurales ou de montagne, départements d'outre-mer, quartiers prioritaires de la politique de la ville).</p> <p>La règle d'accessibilité fixée par la loi prévoit que "sauf circonstances exceptionnelles, pas plus de 10 % de la population de chaque département ne doit se trouver éloignée de plus de cinq kilomètres et de plus de vingt minutes de trajet automobile, dans les conditions de circulation du territoire concerné, des plus proches points de contact de La Poste". Par ailleurs, la loi impose en outre un maillage dense du territoire en fixant que le réseau de La Poste « compte au moins 17 000 points de contact répartis sur le territoire français en tenant compte des spécificités de celui-ci, notamment dans les départements et collectivités d'outre-mer ».</p>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Les éléments du mandat sont de nature législative et contractuelle.</p> <p>1) La désignation de La Poste comme titulaire de la mission et le contenu de la mission sont prévus dans la loi du 2 juillet 1990. L'article 2 prévoit que « La Poste et ses filiales constituent un groupe public qui remplit [...] des missions de service public et d'intérêt général [...] ». Parmi ces missions de service public et d'intérêt général, figure « 2° La contribution, par son réseau de</p>

<sup>4</sup> Article 6 de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 modifiée relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom

points de contact, à l'aménagement et au développement du territoire ». L'article 6 précise que « dans l'exercice de ses activités visées à l'article 2 [...], La Poste contribue, au moyen de son réseau de points de contact, à l'aménagement et au développement du territoire national, en complément de ses obligations de service universel [...] et dans le respect des principes fixés à l'article 1er de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ». Par ailleurs, ce dernier article prévoit très précisément les conditions d'exercice de cette mission et les obligations qui incombent à l'entreprise.

2) La loi du 20 mai 2005<sup>5</sup> précise la règle de l'accessibilité au titre de la mission d'aménagement du territoire, en complément de celle prévue au titre du service universel. Le périmètre de cette contrainte territoriale a été borné a minima par la loi du 9 février 2010<sup>6</sup> avec l'obligation d'un minimum de 17 000 points de contact au niveau national.

3) Les modalités d'exercice de la mission d'aménagement du territoire sont rappelées et précisées dans un contrat d'entreprise entre l'Etat et La Poste, en application de l'article 9 de la loi du 2 juillet 1990. Ce contrat pluriannuel permet un réexamen périodique des conditions d'exercice de la mission. Les années 2018 et 2019 sont couvertes par le contrat d'entreprise 2018-2022 signé le 16 janvier 2018.

**Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

La durée du mandat a été calée sur la durée du contrat d'entreprise Etat-La Poste 2018-2022 à savoir cinq ans.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

La Poste est la seule entreprise chargée d'effectuer cette mission d'aménagement du territoire

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

La compensation accordée à La Poste en contrepartie de sa mission d'aménagement du territoire prend la forme d'abattements de fiscalité locale qui s'appliquent sur les bases des taxes foncières et sur les bases des contributions économiques territoriales (cotisation foncière des entreprises et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) dues par La Poste. Pour autant, il s'agit d'une dépense fiscale de l'Etat et non de recettes dont les collectivités locales seraient privées (d'autant que les abattements sont calculés au plan national et non de façon territorialisée).

Le taux de ces abattements est fixé chaque année par décret, dans la limite de 95 % du montant normalement acquitté par La Poste.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Le montant de la compensation accordée à La Poste est fixé de façon prévisionnelle dans le contrat d'entreprise entre l'Etat et La Poste et dans le contrat triennal de présence postale territorial.

<sup>5</sup> Loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales

<sup>6</sup> Loi n°2010-123 du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales

Le montant annuel réel de la compensation est fixé chaque année lors de la détermination du taux d'abattement retenu, au vu de l'évaluation du coût net de la mission calculé chaque année par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Le calcul du coût de la mission est réalisé par l'Arcep selon la méthode du coût net évité, précisée par le décret n° 2011-849 du 18 juillet 2011<sup>7</sup>. Ainsi, le coût net de la mission est égal aux coûts évités diminués des recettes perdues en l'absence de mission d'aménagement du territoire.

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

Le mécanisme mis en place permet de garantir que La Poste ne recevra pas de surcompensation.

En effet, chaque année, l'Arcep évalue le coût de la mission. La décision de l'Arcep sur le coût de la mission évaluée au titre de l'année précédente est rendue avant la fixation par décret du taux des abattements de fiscalité directe locale dont bénéficie La Poste pour l'année en cours, conformément à l'article 1635 sexies du Code général des impôts. Dans ces conditions, toute surcompensation constatée l'année précédente donnerait lieu à un ajustement à due proportion du taux des abattements de fiscalité locale pour l'année en cours.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

La Direction Générale des Entreprises publie sur son site internet l'ensemble des informations publiques relatives aux missions de service public dévolues à la Poste, ce qui comprend notamment les informations relatives à la mission d'aménagement du territoire<sup>8</sup>.

Par ailleurs, de nombreuses informations sur l'exercice par La Poste de sa mission d'aménagement du territoire sont disponibles sur le site internet de l'entreprise<sup>9</sup>.

**Montant des aides octroyées**

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

2018	2019
171	171

<sup>7</sup> Décret n° 2011-849 du 18 juillet 2011 précisant la méthode de calcul du coût net du maillage complémentaire permettant à La Poste d'assurer sa mission d'aménagement du territoire (cf. annexe 5)

<sup>8</sup> Voir <http://www.entreprises.gouv.fr/services/mission-d-amenagement-territoire>

<sup>9</sup> Voir <http://legroupe.laposte.fr/profil/les-missions-de-service-public/la-contribution-a-l-amenagement-du-territoire#>

<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)</b> versées par les autorités centrales nationales	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
171	171
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)</b> versées par les autorités régionales	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)</b> versées par les autorités locales	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
100 % abattement de fiscalité locale	100 % abattement de fiscalité locale
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
Un seul bénéficiaire : La Poste Grande entreprise CA : 24 699 M€ Effectif : 251 219 personnes	Un seul bénéficiaire : La Poste Grande entreprise CA : 25 983 M€ Effectif : 249 304 personnes

<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre</b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
La mission de transport et de distribution de la presse confiée à La Poste répond à une exigence de libre communication des idées et des opinions. En facilitant le transport et la distribution de la presse écrite, cette mission a pour objectif de favoriser le pluralisme, notamment celui de l'information politique et générale (article L. 4 du code des postes et des communications électroniques).

Cette mission consiste concrètement pour La Poste à distribuer les publications agréées par la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) , 6 jours sur 7, sur tout le territoire (y compris dans les zones rurales et peu denses), à des tarifs préférentiels homologués par les ministres chargés des postes et de l'économie , avec un haut niveau de qualité de service :

- 97 % pour la presse quotidienne en J+1 ;
- 92% pour la presse magazine en J+1 ;
- 95% pour la presse en J+4 ;
- 95% pour la presse en J+7.

Cette mission est assurée toute l'année, dans des conditions qui garantissent l'égalité de traitement des abonnés et l'égalité des citoyens devant le service public.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Les éléments du mandat sont de nature législative, réglementaire et contractuelle.

En ce qui concerne la nature de la mission et la désignation de l'entreprise chargée de la gestion du SIEG, l'article 2 de la loi n°90-568, du 2 juillet 1990, relative à l'organisation du service public de La Poste et de France Télécom telle que modifiée par la loi n° 2010-123 du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales , prévoit que, parmi les missions de service public et d'intérêt général confiées à La Poste, figure la mission de transport et de distribution de la presse dans les conditions fixées notamment par l'article L.4 du CPCE . Cette dernière disposition précise que les ministres chargés des postes et de l'économie homologuent, après avis public de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse, les tarifs des prestations offertes à la presse au titre du service public du transport et de la distribution de la presse. Toujours selon cette disposition, la structure tarifaire de ces prestations doit favoriser le pluralisme, notamment celui de l'information politique et générale. Ainsi, l'article L.4 du CPCE précise les objectifs de la mission confiée à La Poste. Cet objectif est également rappelé à l'article R.1-1-17, premier alinéa, du CPCE . Par ailleurs, les articles D.18 et D.19 du CPCE définissent les catégories de presse qui entrent dans le champ de cette mission .

En ce qui concerne les obligations de service public imposées à La Poste, l'article R.1-1-17 du CPCE prévoit que les envois de publications périodiques bénéficiant de l'agrément de la commission paritaire des publications et agences de presse sont acheminés dans les mêmes conditions que le service universel postal. Ainsi, selon cette disposition, le transport et la distribution des catégories de presse définies aux articles D.18 et D.19 du CPCE sont soumis aux mêmes obligations de service public que celles imposées à La Poste dans le cadre du service universel postal conformément aux articles R.1 à R.1-1-9 du CPCE. Elles bénéficient de la garantie d'une distribution six jours sur sept, en tout point du territoire.

S'agissant de la compensation de service public perçue par La Poste, l'article R.1-1-17, troisième alinéa, du CPCE, prévoit que les sujétions particulières supportées par La Poste en raison du régime d'acheminement et de distribution de la presse font l'objet d'une compensation financière déterminée dans les conditions prévues à l'article R.1-1-26 du CPCE. Cet article prévoit les paramètres de calcul de la compensation octroyée à La Poste pour sa mission de transport et de distribution de la presse. Cette disposition prévoit que la compensation octroyée à La Poste

est déterminé dans le contrat d'entreprise (cf. infra « instruments d'aide » et « mécanisme de compensation »).
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
La durée du mandat attribué à La Poste couvre la période 2018-2022, c'est-à-dire une période de 5 ans, conformément à la durée du contrat d'entreprise.
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
La Poste est la seule entreprise chargée d'effectuer cette mission de transport et de distribution postale de la presse
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<p>S'agissant de la compensation de service public perçue par La Poste, l'article R.1-1-17, troisième alinéa, du CPCE, prévoit que les sujétions particulières supportées par La Poste en raison du régime d'acheminement et de distribution de la presse font l'objet d'une compensation financière déterminée dans les conditions prévues à l'article R.1-1-26 du CPCE. Cet article prévoit les paramètres de calcul de la compensation octroyée à La Poste pour sa mission de transport et de distribution de la presse. Cette disposition prévoit également que le montant exact de la compensation octroyée à La Poste est déterminé dans le contrat d'entreprise compte tenu de l'évaluation prévisionnelle des volumes transportés communiquée par La Poste lors de l'élaboration de ce contrat d'entreprise, des tarifs existants, de la nature des prestations assurées et des gains de productivité prévus. A cette fin, La Poste adresse chaque année avant le 1er mai, au ministre chargé des postes et au ministre chargé du budget, une actualisation de ces informations. En vue de son inscription dans la loi de finances initiale, les ministres arrêtent, en liaison avec La Poste, le montant de la contribution de l'Etat.</p> <p>Le contrat d'entreprise entre La Poste et l'Etat pour la période 2018-2022 a été signé le 16 janvier 2018. A l'instar du précédent contrat d'entreprise qui couvrait la période 2013-2017, ce nouveau contrat d'entreprise comporte le montant des compensations de service public qui sont versées par l'Etat à La Poste pour sa mission de transport et de distribution de la presse, pour les années 2018, 2019 et 2020. Une clause de rendez-vous est prévue pour les années 2021 et 2022. Enfin, ce contrat prévoit également les modalités de récupération des éventuelles surcompensations. En tout état de cause, La Poste est sous-compensée pour les missions de transport et de distribution de la presse.</p>
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La mission de transport et de distribution de la presse fait l'objet d'une participation financière annuelle figurant au budget de l'Etat, proposée par le Gouvernement et adoptée annuellement par le Parlement.</p> <p>Le montant maximal de la compensation versée à La Poste en contrepartie de l'exécution de la mission presse est déterminé sur la base de la méthode du coût net évité. Le coût net de mission correspond au différentiel de profits entre ceux réalisés par La Poste et ceux qu'elle obtiendrait si elle n'était pas en charge de la mission.</p>

Lors de la notification des compensations qu'elles souhaitent accorder à La Poste pour la période 2018-2022 au titre de cette mission, les autorités françaises ont élaboré un scénario contrefactuel et déterminé quel serait le profit de La Poste en l'absence de ladite mission.

**Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.**

Les modalités de récupération des éventuelles surcompensations sont établies dans le contrat d'entreprise pour la période 2018-2022.

Comme stipulé dans celui-ci, une évaluation des coûts nets évités de la mission de presse a été effectuée en 2019 par l'Arcep. Au terme de son analyse (avis en date du 17 décembre 2019), l'Arcep a conclu avec une assurance raisonnable que La Poste n'est pas surcompensée pour la réalisation de sa mission presse. Cet exercice sera reconduit à la fin de la période notifiée.

Si ces évaluations faisaient apparaître que la compensation reçue par La Poste excédait les coûts nets générés par l'accomplissement de sa mission de service public, un mécanisme de reversement à l'Etat du montant perçu en excès serait mis en œuvre l'année suivante.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

La directive 97/67/CE définit le niveau des restitutions (secteurs réglementaires) que doit permettre d'obtenir la comptabilité analytique de La Poste pour satisfaire à ses obligations de transparence et de séparation des comptes. L'article R.1-1-14 du CPCE prévoit que La Poste présente une comptabilité analytique distinguant de ses autres services et activités ceux qui relèvent de l'offre de service universel ou de la mission de transport de la presse bénéficiant de l'agrément de la commission paritaire des publications et agences de presse. La Commission a déjà considéré qu'une telle comptabilité analytique séparée était conforme à la directive 2006/111/CE. Cette comptabilité analytique est prévue à l'article R.1-1-14 du CPCE .

Conformément à l'article L.5-2 du CPCE, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) s'assure du respect par La Poste de ses obligations en termes de comptabilité réglementaire . C'est dans ce cadre que l'Arcep a procédé en 2015, à la demande du Gouvernement, à une vérification de la comptabilité réglementaire de la mission de transport et de distribution de la presse . Pour cela, elle fait réaliser un audit par un organisme indépendant.

Les fondements de la comptabilité réglementaire de La Poste ont été décrits par l'Arcep dans un document intitulé « Description du système de comptabilité réglementaire de La Poste » publié en avril 2010 et qui explique la répartition des charges aux produits pour chacun des processus postaux. Les évolutions des règles d'allocation décidées depuis par l'Arcep sont disponibles dans les décisions n°2010-0363 en date du 8 avril 2010 concernant la mise à jour des index poids-format relatifs aux processus « tri-transit », « travaux intérieurs » et « travaux extérieurs », n°2013-0128 en date du 29 janvier 2013 concernant la modification des règles d'allocation des charges fiscales induites par l'exonération de TVA dont bénéficient certaines prestations postales



et n°2014-0294 en date du 11 mars 2014 concernant la mise à jour des index du processus de collecte-concentration.

A l'occasion de l'avis qu'elle a adressé en juillet 2015 au gouvernement sur la comptabilité réglementaire appliquée au compte presse, l'Arcep a par ailleurs analysé en profondeur le dispositif d'allocation des coûts mis en œuvre par La Poste. Elle a notamment examiné le périmètre de coûts du processus de distribution (travaux intérieurs et extérieurs) et passé en revue les modalités d'allocation de ces coûts aux différentes catégories d'objets postaux utilisant ce processus. Cette analyse n'a remis en cause aucune des règles d'allocation utilisées par La Poste et a permis de confirmer le déficit du compte de la presse relevant de la mission de service public (507 M€ avant compensation en 2014). L'Arcep notait que, dans un contexte où les trafics diminuent fortement, il pourrait être utile de revoir le mode d'allocation des coûts fixes à la distribution en fonction du format des objets.

Les travaux engagés en conséquence ont abouti au début de l'été 2017 à une consultation publique qui a été mise en ligne du 26 juin 2017 au 26 juillet 2017 puis à l'adoption par l'Arcep de la décision n°2017-1100 du 19 septembre 2017 modifiant les règles d'allocation comptables des coûts fixes relatives aux travaux extérieurs de distribution.

La prise en compte de ces nouvelles règles d'allocation permet de diminuer la sensibilité de la comptabilité réglementaire aux variations de volume et de mieux tenir compte du critère du poids-format.

#### Montant des aides octroyées

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

2018	2019
111,5	103,8

**A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales**

2018	2019
111,5	103,8

**B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales**

2018	2019
0	0

**C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales**

2018	2019
0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide</b> (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
100% compensation budgétaire par l'Etat	<b>100% compensation budgétaire par l'Etat</b>
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019
Un seul bénéficiaire : La Poste  Chiffre d'affaires du Groupe La Poste : 24 699 M€  Effectif moyen (en équivalent agent/année) du Groupe La Poste :  251 219 personnes	Un seul bénéficiaire : La Poste  Chiffre d'affaires du Groupe La poste : 25 983 M€  Effectif moyen (en équivalent agent/année) du Groupe La Poste :  249 304 personnes

b) la culture

- Décision C(2014) 7802 du 28 octobre 2014 – SA. 30481 (2012/E) Aide d'État en faveur de l'AFP

<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre</b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'indépendance de l'AFP ;</li> <li>2. le maillage international du réseau d'établissements ;</li> <li>3. le caractère permanent de la collecte et du traitement de l'information ;</li> <li>4. la production d'une information pour les usagers français et étrangers ;</li> <li>5. les exigences de qualité de l'information produite ;</li> <li>6. une diffusion de l'information régulière et sans interruption.</li> </ol>

Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
- Loi n°57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'AFP - Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'AFP 2019-2023
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
5 ans soit la durée du nouveau mandat (COM 2019-2023)
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Non
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subvention directe
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Méthode du coût net évité – séparation comptable des activités SIEG et des activités purement commerciales
<b>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
<p>Le COM 2019-2023 de l'AFP prévoit que la Commission financière (composée de membres de la Cour des comptes) s'assure que les compensations financières versées par l'Etat n'excèdent pas les coûts nets engendrés par l'accomplissement des missions d'intérêt général. A cette fin, elle procède chaque année à une comparaison entre le montant des compensations perçues par l'AFP et le coût net des MIG, une fois les comptes de l'année n clos et audités. Elle procédera au même examen de manière cumulée, en prenant en compte dans son appréciation toute la période couverte par le COM. Ainsi, en cas de surcompensation constatée par la Commission financière entre le coût net cumulé des MIG depuis le début du COM et les compensations cumulées versées par l'Etat depuis le début du COM, la Commission financière, constatera, lors des audits réalisés au cours des années suivantes du COM :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-soit que l'AFP a remboursé à l'Etat le montant de la surcompensation ;</li> <li>-soit que la surcompensation constatée précédemment a été compensée par une sous-compensation au titre des années suivantes du COM.</li> </ul> <p>A l'issue du dernier exercice couvert par le COM, si la Commission financière constate que les compensations cumulées versées par l'Etat depuis le début du COM excèdent le coût net cumulé des MIG depuis le début du COM, après imputation des remboursements réalisés par l'AFP le cas échéant, le montant résiduel de surcompensation sera alors remboursé par l'AFP. Ce remboursement devra intervenir dans un délai maximum d'un an après la fin du COM.</p>
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par

<p>exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p>L'encadrement précise que les principes énoncés aux points 14, 19, 20, 24 et 60 ne s'appliquent pas aux aides octroyées avant le 31 janvier 2012, ce qui est le cas pour l'AFP.</p>	
<p><b>Montant des aides octroyées</b></p>	
<p><b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b></p>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
113,3	124,3
<p><b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b></p>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
113,3	124,3
<p><b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b></p>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<p><b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales</b></p>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<p><b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b></p>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
100 % de subvention directe	100 % de subvention directe
<p><b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)<sup>10</sup></b></p>	

<sup>10</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

2018	2019
Grande Entreprise	Grande Entreprise

b) les services financiers

- Mission d'accessibilité bancaire confiée à La Banque Postale

La prolongation de la mission d'accessibilité bancaire dévolue à La Banque Postale après 2017 a été autorisée par la Commission dans sa décision n° C(2017) 7068 final, du 24 novembre 2017, concernant l'aide n° SA.41147 mise à exécution par la France en faveur de La Banque Postale

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 2 de la loi du 2 juillet 1990 modifiée</li> <li>• Articles L. 221-2, L. 221-3, L. 518-25 et L. 518-25-1 COMOFI et articles R. 221-3 et R. 221-5 COMOFI fixant certaines des obligations de service public imposées à La Banque Postale.</li> <li>• Articles L. 221-6 et R. 221-8-1 COMOFI qui posent le principe du versement d'une compensation.</li> <li>• Arrêté du 26 février 2015 pris en application de l'article R.228-8-1 COMOFI qui fixe le montant de la compensation.</li> <li>• Convention Livret A.</li> <li>• Les modalités d'exercice de la mission sont rappelées et précisées dans un contrat d'entreprise entre l'Etat et La Poste, en application de l'article 9 de la loi du 2 juillet 1990. Ce contrat pluriannuel permet un réexamen périodique des conditions d'exercice de la mission. Les années 2016 et 2017 étaient couvertes par le contrat d'entreprise 2013-2017 signé le 1er juillet 2013. Le contrat d'entreprise 2018-2022 signé le 18 janvier 2018 couvre les années 2018 à 2020.</li> </ul>
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

6 ans
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.
Non
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Compensation mensuelle par le Fonds d'Epargne (subvention)
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La compensation se base sur la définition d'un contrefactuel par la méthode du coût net évité – séparation comptable des activités SIEG et des activités purement commerciales.</p> <p>Dans le scénario contrefactuel, La Banque Postale ne conserverait que les Livrets A rentables, dont l'encours est suffisant pour couvrir les coûts de gestion, ainsi que les comptes non rentables mais présentant un certain potentiel, c'est-à-dire ceux détenus par des personnes morales, des personnes physiques mineures ou des personnes physiques majeures par ailleurs détentrices d'un compte courant dont l'encours est supérieur à 300 €.</p> <p>La Banque Postale clôturerait en revanche tous les autres Livrets A, identifiés alors comme les Livrets A ouverts au titre de la mission d'accessibilité bancaire. Le coût net évité de la mission d'accessibilité bancaire est ainsi égal à la différence entre les coûts liés aux activités de gestion et d'opérations des livrets à clôturer et les revenus provenant de ces livrets.</p>
Les <b>modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>
<p>Au cas où la compensation versée viendrait à excéder les coûts nets encourus par le Livret A dans la même année, l'Etat détermine si cet excédent peut être assimilé à un bénéfice raisonnable au sens de la jurisprudence de l'Union, prenant en compte les risques et les contraintes réglementaires liés à cette activité. A défaut, l'Etat déterminerait alors la fraction du montant excédentaire de la compensation que la Banque Postale devrait reverser à l'Etat. Lorsque ce montant excédentaire ne dépasse pas 10% du montant de la compensation effectivement due à la Banque Postale au regard des coûts nets encourus par le Livret A, il pourra être reporté et venir en déduction du versement dû à la Banque Postale pour le mois suivant. Dans le cas contraire, la Banque Postale devra rembourser ce trop reçu à l'Etat au plus tard le 5 du mois suivant.</p>
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez

également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

La Direction Générale des Entreprises publie sur son site internet l'ensemble des informations publiques relatives aux missions de service public dévolues à la Poste, ce qui comprend notamment les informations relatives à la mission d'accessibilité bancaire<sup>11</sup>. Par ailleurs, de nombreuses informations sur l'exercice par La Poste de sa mission d'accessibilité bancaire sont disponibles sur le site internet de l'entreprise<sup>12</sup>. Dans sa décision SA.41147, la Commission a relevé que les exigences de transparence du point 60 de l'Encadrement SIEG 2012 ont été respectées.

#### **Montant des aides octroyées**

**Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)<sup>13</sup>. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)**

<b>2018</b>	<b>2019</b>
320	350
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
320	350
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>

<sup>11</sup> <https://www.entreprises.gouv.fr/services/mission-daccessibilite-bancaire>

<sup>12</sup> <http://legroupe.laposte.fr/profil/les-missions-de-service-public/l-accessibilite-bancaire>

<sup>13</sup> Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

100%	100%
<b>Informations quantitatives supplémentaires</b> (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) <sup>14</sup>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
Un seul bénéficiaire : La Poste CA : 26 699 M€ Effectif : 251 219 personnes	Un seul bénéficiaire : La Poste CA : 25 983 M€ Effectif : 249 304 personnes

c) La métrologie : LNE (Laboratoire National d'Essai)

- Décision C(2006) 5477 du 22 novembre 2006 concernant des aides d'État mises à exécution par la France en faveur du Laboratoire national de métrologie et d'essais (C24/2005) – aide d'Etat compatible avec l'article 88 du traité CE

<b>Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre</b>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le <b>contenu des services confiés en tant que SIEG</b> .
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mise à disposition des nouvelles possibilités de mesure, des matériaux et des méthodes de référence traçables qui permettent aux industriels de raccorder leurs équipements.</li> <li>2. Etudes et développement, pour le compte de diverses administrations, de méthodes d'essais nécessaires à l'élaboration et règlements et de normes.</li> <li>3. Développement d'outils au service de la compétitivité des entreprises et de la qualité des produits.</li> <li>4. Coordination de la métrologie française.</li> </ol>
Décrire les <b>formes de mandat</b> (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

<sup>14</sup> La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles L 823-1 et L 823-2 et R 823-1 à R 823-14 du code de la consommation ;</li> <li>- Contrat d'objectifs et de performance 2017-2020.</li> </ul>	
<b>Durée moyenne du mandat (en années)</b> et proportion de mandats d'une durée de <b>plus de 10 ans</b> (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.	
4 ans	
Expliquer si des <b>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</b> sont accordés aux entreprises.	
Non	
Quels <b>instruments d'aide</b> ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?	
Subventions directes	
Décrire le <b>mécanisme de compensation</b> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	
Méthodologie fondée sur la répartition des coûts (grâce à la comptabilité analytique)	
<b>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</b>	
Les activités couvertes par les SIEG sont souvent déficitaires malgré l'octroi de l'aide	
Une brève description de la manière dont les <b>exigences en matière de transparence</b> (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
Publication sur le site LNE : <a href="http://www.lne.fr/">http://www.lne.fr/</a>	
<b>Montant des aides octroyées</b>	
<b>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</b>	
<b>2018</b>	<b>2019</b>
24	24
<b>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales</b>	

2018	2019
24	24
<b>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales</b>	
2018	2019
0	0
<b>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales</b>	
2018	2019
0	0
<b>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</b>	
2018	2019
100% de subvention directe	100% de subvention directe
<b>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)</b>	
2018	2019
Taille de l'entreprise bénéficiaire : ETI (750 personnes)	Taille de l'entreprise : ETI

#### 4. Plaintes de tiers

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

LNE : la mesure a fait l'objet d'une plainte en 2005. Toutefois, cette plainte a été instruite par la Commission qui, après ouverture de la procédure formelle d'enquête a clôturé la plainte en considérant que la mesure était compatible avec l'article 86, paragraphe 2 du traité (voir décision de la Commission du 22 novembre 2006 C24/2005).

## 5. Questions diverses

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;

S'agissant de l'organisation d'une consultation publique, les autorités françaises considèrent que le niveau d'exigence concernant cette condition de compatibilité doit demeurer raisonnable. Par ailleurs, Même si la finalité poursuivie par cette condition de compatibilité est partagée par les autorités françaises, cette condition ne doit pas remettre en cause la liberté des États membres de définir le contenu et les modalités de la mission de SIEG (Cas de La Banque Postale). Cette condition de compatibilité peut conduire à une charge administrative ainsi qu'à des coûts supplémentaires importants pour les autorités publiques.

- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;

- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;

Concernant la détermination du coût net évité, les autorités françaises soulignent que cette méthode peut s'avérer d'une complexité très grande en fonction des caractéristiques du SIEG tel qu'il a été défini par l'Etat membre.

Par ailleurs, elle conduit à l'élaboration de scénarios contrefactuels (parfois coûteuse pour l'Etat membre) qui rendent beaucoup plus difficile la détermination du montant de la compensation. Les hypothèses devant être prises en compte dans l'élaboration de ces scénarios semblent parfois artificielles.

- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Mission de contribution à l'aménagement du territoire confiée à La Poste : les autorités françaises n'ont pas rencontré de difficulté particulière sur ces différents points.

A noter concernant la passation d'un marché public, La Poste est le seul opérateur capable d'assurer la mission d'aménagement du territoire dans la mesure où elle est le seul opérateur à posséder un réseau unique qui par sa taille et sa densité lui permettent d'exécuter cette mission. Par conséquent, cette mission rentre dans le cas de l'exception relative à la présence d'un prestataire unique et a pu être confiée à La Poste sans avoir recours à une procédure de marché public.

Mission d'accessibilité bancaire confiée à La Poste : les autorités françaises n'ont pas rencontré de difficulté particulière sur ces différents points.

Concernant le respect des règles en matière de marchés publics, la Commission a considéré dans la décision SA.41147 que « La Banque Postale est à l'heure actuelle le seul opérateur capable d'assurer la mission d'accessibilité bancaire. En effet, dans la mesure où il s'appuie sur le réseau de La Poste, La Banque Postale possède un réseau logistique et de détail unique pour ce qui est de sa densité et de sa taille [...] Par conséquent, la Commission considère que la mission d'accessibilité bancaire peut être couverte par l'exonération relative à la présence d'un prestataire unique et être confiée en recourant à une procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 32, paragraphe 2, point b), de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ».

## **SOCLE CONTRACTUEL**

DU

CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

\*  
\*      \*  
\*

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6114-1 à L.6114-5, D. 6114-1 à D. 6114-8 et, R.6114-9 et R.6114-10 du code de la Santé Publique ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles, L.162-30-2 à L.162-30-4 ; et D.162-9 à D.162-16 du code de la Sécurité sociale ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n°2018-62 du 23 juillet 2018 du Directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) Ile-de-France relatif à l'adoption du schéma régional de santé du projet régional de santé d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n°DS-2018/064 du 3 septembre 2018 du Directeur général de l'ARS Ile-de-France, Monsieur Aurélien ROUSSEAU, portant délégation de signature à XXX, Délégué départemental de XX ;

Vu la consultation de la Commission/Conférence Médicale d'Etablissement en date du XX/XX/XXXX ;

Il a été expressément convenu ce qui suit,

## **Article 1 - L'objet du contrat :**

### **Article 1.1 - Les fondements du contrat :**

Le présent contrat permet de déterminer les orientations stratégiques et objectifs prioritaires de la structure, négociés entre les parties sur la base des orientations du projet régional de santé.

Il précise les engagements de la structure au regard des enjeux priorités et partagés entre les cocontractants.

**Il est négocié dans le respect du principe d'autonomie de la structure signataire.**

### **Article 1.2 – le contenu du contrat :**

Le code de la santé publique précise le contenu du contrat.

Le présent contrat détermine de manière synthétique et jalonnée les principaux axes d'évolution concernant la structure au regard des orientations régionales ciblées dans le Projet régional de santé.

Il offre à l'établissement la visibilité pluriannuelle nécessaire à la définition de ses objectifs stratégiques et opérationnels.

Il précise, à cet effet, les engagements résultant de la négociation, dans le cadre d'annexes-volets, organisées comme suit :

**Annexe 1, intitulée « Stratégie de la structure et positionnement dans son territoire », relative notamment :**

- à la place de l'établissement dans la structuration de l'offre de soins territoriale, et ce, en référence aux orientations du PRS ;
- aux actions de coopérations territoriales envisagées par la structure avec les autres acteurs de santé, en réponse aux enjeux de démographie médicale, d'efficience et de qualité des soins, notamment à travers le développement de la prise en charge en ambulatoire ;
- aux conditions de mise en œuvre du service public hospitalier, le cas échéant.

**Annexe 2, intitulée « Moyens » relative :**

- aux autorisations d'activité de soins et/ou d'équipement matériel lourd dont le co-contractant est titulaire en application des dispositions des articles L.6122-1 et suivants et R.6122-1 et suivants du code de la santé publique, assorties le cas échéant des engagements qui y sont associés, notamment en cas de condition substantielle de l'autorisation prévue à l'article L.6122-7 du code de la santé publique ;

- aux activités de soins non soumises à autorisation mais donnant lieu à reconnaissance contractuelle par l'Agence régionale de santé, assorties le cas échéant des engagements qui y sont associés ;
- à la soutenabilité de la situation financière et patrimoniale de la structure titulaire du contrat. Peuvent y être précisés des engagements de la structure permettant un retour à l'équilibre financier,
- aux missions et engagements de la structure co-contractante pouvant faire l'objet d'un accompagnement financier
- aux engagements pris en matière de sécurité sanitaire.

La structure s'engage à respecter les règles de facturation nationales et le cas échéant, les tarifs qui lui sont applicables tels que fixés par avenants tarifaires au présent contrat. Elle se conforme aux caractéristiques de fonctionnement attachées au bénéfice de modalités tarifaires particulières.

**Annexe 3, intitulé « Performance », relative notamment :**

- à l'accompagnement de la qualité et la sécurité des soins ;
- à la gestion des opérations incluant l'efficacité économique;
- à la politique des ressources humaines

Les engagements contractuels contenus dans les annexes du présent contrat sont formalisés par des objectifs, des indicateurs et des valeurs cibles.

Ils prennent en compte l'amélioration de la maîtrise médicalisée des dépenses et des pratiques professionnelles, l'innovation et le service rendu aux patients ainsi que les conditions de garantie de la continuité des soins.

Ces annexes et leur contenu constituent la base du suivi du contrat et peuvent évoluer sur la période de contractualisation par voie d'avenant.

*A titre informatif, d'autres conventions ou contrats pourront être annexés au CPOM.*

**Article 2 - Le suivi du contrat :**

**Article 2.1 – La revue de gestion du contrat :**

Le contrat fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'une revue de gestion à l'initiative de l'une ou l'autre partie, réunissant :

- pour l'Agence régionale de santé Ile-de-France :

Le directeur général de l'ARS ou son représentant,

- pour la structure :

Le représentant légal de la structure ou son représentant, accompagné le cas échéant d'une délégation. Il en informe le cocontractant.

La revue de gestion du contrat a pour objet :

- l'examen contradictoire du bilan de réalisation des engagements prévus au contrat ;
- l'évaluation des résultats sur la base des indicateurs prévus au contrat ;
- l'analyse des perspectives pour l'année n et les années à venir ;
- la définition des éventuels avenants prévus à l'article 3.

L'analyse contradictoire est menée sur la base d'un rapport d'étape produit par la structure, au plus tard, un mois avant la réunion et comprenant le bilan de réalisation des engagements définis au contrat pour la période échue.

La revue de contrat fait l'objet d'une lettre adressée par l'Agence régionale de santé au plus tard un mois après la date de la réunion, comprenant le compte-rendu de la revue et les éventuelles observations de l'Agence régionale de santé.

La structure dispose d'un mois pour présenter ses éventuelles réponses.

### **Article 2.2 - Le rapport final :**

Conformément à l'article D. 6114-8 du code de la Santé Publique, la structure transmet, un an avant l'échéance du présent contrat et au moment de sa demande de renouvellement, un rapport final d'exécution du contrat.

### **Article 3 - La révision du contrat :**

A la demande de l'une des parties du présent contrat, les dispositions du contrat sont modifiées par voie d'avenant :

- Pour prendre en compte les modifications substantielles de l'environnement de la structure, de l'offre de soins régionale et des missions qui lui sont confiées ;
- Pour réviser le contenu des objectifs et des indicateurs de suivi afin de tenir compte de nouvelles orientations politiques nationales ;
- Pour modifier la liste des activités autorisées ou reconnues par l'ARS et intégrer le cas échéant les engagements pris par la structure pour l'exercice de ces activités ;
- Pour intégrer l'accompagnement financier consenti par l'ARS destiné à la réalisation des orientations du contrat ;



- Pour prendre en compte les évolutions d'objectifs.

#### **Article 4 - Sanctions en cas d'inexécution partielle ou totale des engagements :**

L'article R. 6114-10 du code de la sante publique détermine les conditions de sanctions en cas d'inexécution partielle ou totale des engagements.

En cas d'inexécution partielle ou totale des engagements le directeur général de l'agence régionale de santé adresse à la structure titulaire du contrat une mise en demeure motivée de présenter, dans un délai d'un mois, les justifications de l'inexécution et les mesures nécessaires au respect de ses engagements.

La structure titulaire du contrat peut présenter des observations écrites ou orales dans ce délai. Compte tenu des éléments de réponse donnés par le titulaire du contrat, le délai d'un mois prévu au premier alinéa peut être renouvelé une fois pour la même durée. Si au terme de ce dernier délai, l'inexécution partielle ou totale des engagements n'a pas été valablement justifiée, le directeur général de l'agence régionale de santé fixe la pénalité. La pénalité financière est proportionnée à la gravité du manquement constaté et ne peuvent excéder, au cours d'une même année, 5 % des produits reçus, par l'établissement de santé ou par le titulaire de l'autorisation, des régimes obligatoires d'assurance maladie au titre du dernier exercice clos.

La procédure et les modalités de recouvrement et de comptabilisation de la pénalité sont également prévues par l'article R6114-10 du code de la santé publique.

#### **Article 5 – La procédure en cas de manquement grave :**

L'article R. 6114-9 du code de la sante publique détermine les conditions de la résiliation du présent contrat en cas de manquement grave de la structure à ses obligations contractuelles.

Lorsqu'il est constaté un manquement grave de la structure titulaire du contrat à ses obligations contractuelles, le directeur général de l'agence régionale de santé lui adresse une mise en demeure motivée de prendre les mesures correctrices nécessaires dans un délai d'un mois. La structure peut présenter des observations écrites ou orales dans ce délai.

Compte-tenu des éléments de réponse donnés par la structure, ce délai peut être renouvelé une fois pour la même durée. Si au terme du dernier délai, la structure n'a pas fourni de nouveaux éléments ou procédé à des actions correctrices mettant fin au manquement constaté, le directeur général de l'agence régionale de santé peut résilier le contrat.

#### **Article 6 - Conciliation et règlement amiable des différends :**

En cas de litige ou de différend survenant entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution des clauses du présent contrat, les parties s'engagent expressément à se réunir pour trouver une solution amiable dans un délai d'un mois à compter de la demande d'une des deux parties.

### **Article 7 - Durée du contrat et entrée en vigueur :**

Le contrat est conclu pour une durée de **5** ans.

Il prendra effet à compter du **XX/XX/XXXX**.

Fait à Paris, le **XX/XX/XXXX**

Le Directeur Général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France

et par délégation,

Le Représentant Légal  
de la structure



Décision ARS LR / 2013- 336

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DU LANGUEDOC-ROUSSILLON**

**N°2118**

- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6122-1 à L.6122.21 et R6122-23 à R6122-44 relatifs aux autorisations, L.6123-1 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins et des équipements matériels lourds, L.6124-1 relatif aux conditions techniques de fonctionnement, R6123- à R.6123-95 relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 à D.6124-481 relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;
- **Vu** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- **Vu** l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires
- **Vu** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- **Vu** Le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination de Madame Martine AOUSTIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé du Languedoc-Roussillon
- **Vu** le décret n°2010-344 du 31 mars 2010, tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- **Vu** l'arrêté n°2012-213 du 9 mars 2012, du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé du Languedoc-Roussillon, relatif au Schéma Régional d'Organisation des Soins du Languedoc-Roussillon,
- **Vu** l'arrêté ARS LR/2012-246 du 21 mars 2012, modifié par l'arrêté n°LR/2012-269 du 28 mars 2012, fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisations relatives aux activités de soins et des équipements matériels lourds pour l'année 2012,
- **Vu** l'arrêté ARS LR/2012-1226 en date du 1 août 2012 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé, relatif au bilan de l'Offre de Soins, pour l'activité de soins de suite et de réadaptation.
- **Vu** la demande présentée par l'association  
en vue de la relocalisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation des établissements de
- **Vu** l'avis de la Commission Spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence Régionale de la santé et de l'autonomie, relative à l'organisation des soins du Languedoc Roussillon, dans sa séance du 26 mars 2013,

**Considérant** que envisage le regroupement sur un même site de 3 établissements de santé autorisés pour exercer l'activité de soins de suite et de réadaptation :

- Le centre , autorisé en soins de suite et de réadaptation non spécialisés en hospitalisation complète
- Le Centre , autorisé en soins de suite spécialisés dans la prise en charge des affections cardio-vasculaires en hospitalisation complète et à temps partiel
- Le Centre , autorisé en soins de suite spécialisés dans la prise en charge des affections de l'appareil locomoteur en hospitalisation complète et des affections du système nerveux en hospitalisation complète et à temps partiel

**Considérant** que le dossier justificatif présente des insuffisances car il n'apporte pas de descriptif du fonctionnement des structures regroupées,

**Considérant** que le dossier ne permet pas de vérifier si l'ensemble des conditions techniques de fonctionnement de l'activité de soins de suite et réadaptation seront respectées.

### DECIDE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La demande présentée par l'Association l' en vue de la relocalisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation des établissements de sur le site du st rejetée.

**ARTICLE 2 :** Un recours peut être exercé contre cette décision dans les deux mois suivant sa réception, soit à titre hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé, soit à titre contentieux, devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le directeur de l'offre de soins et de l'autonomie de l'Agence Régionale de Santé du Languedoc Roussillon est chargé de l'exécution de cette décision qui sera notifiée à l'intéressé et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région.

FAIT A MONTPELLIER, le 29 avril 2013

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé

Docteur Martine Aoustin

Tableau présentant l’ensemble des dépenses publiques en faveur du logement social et intermédiaire (2018-2019)

	2018	2019	Observations et base légale ou réglementaire	Source
Aides de l’Union Européenne	30M€	26M€		
Subventions pour les travaux d’économie d’énergie des logements locatifs sociaux	30 M€	26 M€	Subventions accordées par le fonds FEDER	Estimation DHUP – sur données CDC
Aides de l’Etat	3 962,56 M€	3 920,97M€		
Subventions à l’investissement (nouveaux logements locatifs sociaux – participation de l’Etat au FNAP, y compris prélèvements et majorations SRU et fonds d’aide d’urgence - FAU)	105,56 M€	61,97€	Autorisations d’engagement Articles R. 331-15 et R. 331-24 du code de la construction et de l'habitation (CCH)	Données DHUP – Infocentre Galion-Sisal (PH4)
Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles à caractère social	16 M€	18 M€	Articles 1384 A, 1384 C et 1384 D du code général des impôts (CGI)	Documents annexes aux lois de finances (dépense fiscale 050102)
Exonération d’impôt sur les sociétés des organismes HLM et des offices publics d’aménagement et de construction (OPAC)	1 250 M€	1 240 M€	Article 207 du CGI	Documents annexes aux lois de finances (dépense fiscale 300102)
Taux réduit de TVA : taux de 10 % pour certaines opérations relatives aux logements locatifs sociaux	950 M€	950 M€ <sup>f</sup>	Article 278 <i>sexies</i> -I-2, 3, 6, 10 et 278 <i>sexies</i> A du CGI	Documents annexes aux lois de finances (dépense fiscale 73210)
Taux réduit de TVA : taux de 5,5% pour certaines opérations relatives à l’accession sociale à la propriété à usage de résidence principale : livraisons de logements dans le cadre de la location-accession, livraisons d’immeubles et travaux réalisés en application d’un contrat unique de construction de logement dans certains quartiers ciblés par la politique de la ville ou à leur proximité, certaines opérations destinées à la conclusion d’un bail réel solidaire et apports aux sociétés civiles immobilières d’accession progressive à la propriété	1460 M€	1460 M€ <sup>f</sup>	Article 278 <i>sexies</i> -I-4, 5, 8, 11, 11 bis, 12, 13 et II du CGI	Documents annexes aux lois de finance (dépense fiscale 730216)
Bonification des prêts (notamment prêts PLAI/PLUS et éco-PLS)	89 M€	99 M€	Article R. 331-14, R. 331-17 et R. 323-1 du CCH – Décision du ministre en charge de l’économie	Rapports annuels du fonds d’épargne (tableau 3.10, provisions, reprise utilisée – ligne lgt social et politique de la ville)
Dégrèvement égal au quart des dépenses à raison des travaux d’économie d’énergie, sur la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes HLM et les SEM	92 M€	92 M€ <sup>f</sup>	Article 1391 E du CGI	Documents annexes aux lois de finances (dépense fiscale 050204)
Redistribution interne au secteur	419 M€	417 M€		
Subventions CGLLS	44 M€	42 M€	Autorisations d’engagement Article L. 452-1 du CCH	Rapports d’activité CGLLS (FE2)
Participation de la CGLLS au FNAP	375 M€	375 M€		Données FNAP
Autres financeurs (non définis)	138 M€	335 M€		
Subventions d’exploitation	91 M€	108 M€	Primes à la construction, subventions pour travaux d’entretien, bonifications et primes, subventions d’exploitations diverses (essentiellement des collectivités territoriales)	Bolero comptes 74 du compte de résultat Ensembles des Offices et SA, extrapolation (LO4)
Subventions pour les travaux d’économie d’énergie des logements locatifs sociaux	19 M€	20 M€		Estimation DHUP – sur données CDC
Subventions à la rénovation urbaine (ANRU)	28 M€	207 M€	Décret n°2004-1005 du 24 septembre 2014 Arrêté du 29 juin 2011 portant approbation des modifications du règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine	AGORA ANRU (PH2) – autorisations d’engagement
Aides des collectivités locales	1042 M€	1158 M€		
Exonération de TFPB non compensée	16 M€	16 M€	Articles 1384 A, 1384 C et 1384 D du CGI	Données DGFîP
Subventions à l’investissement	685 M€	753 M€	Application de la clause de compétence générale des collectivités territoriales	Données DHUP – Infocentre Galion-Sisal (PH4)
Subventions pour les travaux d’économie d’énergie des logements locatifs sociaux	83 M€	122 M€	Application de la clause de compétence générale des collectivités territoriales	Estimation DHUP – sur données CDC
Exonération de DMTO (OPH et SEM de construction)	31 M€	42 M€	Articles 1594 G et 1594 H du CGI	Estimation DHUP – sur données Infocentre Galion-Sisal (PH4)
Garantie des prêts	227 M€	225 M€	Application de la clause de compétence générale des collectivités territoriales	Estimations DHUP (PH4)
Aides de la participation des employeurs à l’effort de construction (PEEC)	493 M€	547 M€		
Bonification des prêts	288 M€	305 M€	Article R. 313-19-2 du CCH et convention quinquennale entre l’Etat et Action Logement	Données Action Logement
Subventions directe	155 M€	192 M€	Article R. 313-19-2 du CCH et convention quinquennale entre l’Etat et Action Logement	Données Action Logement
Participation au FNAP (subventions)	50M€	50M€		Données FNAP

indirectes)				
<b>Réduction de loyer de solidarité</b>	<b>- 800 M€</b>	<b>- 890 M€</b>	<b>Articles L442-2-1 et R351-17-2 du CCH</b>	Documents annexes aux lois de finances
			Un prélèvement sur l'autofinancement des bailleurs sociaux a été créé et mis en œuvre à partir du mois de février 2018, pour un montant prévisionnel de 800 M€ en 2018, 890 M€ en 2019 puis 1,3 Mds € par an jusqu'en 2023. Les aides à la personne versées aux locataires sont baissées d'un montant égal à 98% de la réduction de loyer dont ils bénéficient, la réduction de loyer étant pris en charge par les bailleurs sociaux. Ce prélèvement important, s'il constitue une baisse des dépenses publiques, n'est pas directement une baisse de la dépense publique directement en faveur des bailleurs sociaux, mais davantage un prélèvement sur leur marge locative. Il est néanmoins mentionné dans ce tableau car constitue une baisse de la profitabilité et de la rentabilité des bailleurs, diminuant ainsi le risque de surcompensation.	
<b>Total général</b>	<b>5 284,56 M€</b>	<b>5 513,97 M€</b>		

Taux réduit de TVA : taux de 10 % pour les logements intermédiaires	45 M€	70 M€	Article 279-0 <i>bis</i> A du CGI	Documents annexes aux lois de finances (dépense fiscale 730222) La part qui bénéficie aux organismes d'HLM dans le cadre du SIEG Logement social n'est pas calculable.
---	-------	-------	-----------------------------------	---

(1) (2) Les organismes HLM bénéficient également d'exonérations en matière de taxe d'aménagement – dépense qui ne peuvent pas être chiffrées.

(3) Les aides distribuées au titre de la PEEC ne sont pas à proprement parler des aides publiques (la PEEC est un investissement obligatoire des entreprises, dont l'emploi est réalisé par des associations).



Agence Nationale  
pour la Rénovation  
Urbaine

69 bis, rue de Vaugirard  
75006 Paris  
tél. : 01 53 63 55 00  
fax : 01 45 44 95 16  
[www.anru.fr](http://www.anru.fr)

## **REGLEMENT GENERAL ET FINANCIER**

Relatif au programme d'investissements d'avenir « Projets innovants en faveur de la jeunesse » (Programme 411)

---

*Le présent règlement général et financier a été adopté par le Comité de pilotage du programme le 7 juillet 2017, après avis conforme du CGI en date du 6 juillet 2017.*

**Historique :**

*Le règlement général et financier de l'action « Projets innovants en faveur de la jeunesse » du Programme d'Investissements d'Avenir :*

- *A été adopté par le Comité de pilotage le 22 janvier 2015 (après avis conforme du CGI du 21 janvier 2015).*
- *A été modifié par le Comité de pilotage le 10 novembre 2015 (après avis conforme du CGI du 9 novembre 2015).*
- *A été modifié par le Comité de pilotage le 15 juin 2016 (après avis conforme du CGI du 14 juin 2016).*



# SOMMAIRE

TITRE I. PRÉAMBULE .....	4
TITRE II. L'APPEL A PROJETS POUR LE PROGRAMME « PROJETS INNOVANTS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE » .....	6
Article II.1. Contexte et objectifs de l'appel à projets.....	6
Article II.2. Bénéficiaires des subventions et qualité du porteur de projet.....	7
Article II.3. Calendrier des actions .....	7
TITRE III. LE CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE .....	8
Article III.1. Mode de dépôt des candidatures.....	8
Article III.2. Dépôt d'un dossier de candidature et examen de sa recevabilité .....	8
Article III.3. Contenu du dossier de candidature .....	8
TITRE IV. LES MODALITES D'OCTROI DES SUBVENTIONS .....	12
Article IV.1. Participation financière du programme .....	12
Article IV.2. Conventions pluriannuelles .....	12
Article IV.3. Missions d'évaluation .....	12
Article IV.4. Communication des documents et informations, contrôle sur place .....	13
Article IV.5. Conséquences du non-respect des engagements .....	13
TITRE V. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS .....	14
Article V.1. Critères d'éligibilité des projets.....	14
Article V.2. Critères de sélection des projets .....	15
Article V.3. Processus de décision .....	16
Article V.4. Processus de suivi de l'exécution des projets sélectionnés .....	17
TITRE VI. LES MODALITES D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT .....	19
Article VI.1. Autorisations d'engagement.....	19
Article VI.2. Dépenses éligibles : assiette de la subvention .....	19
Article VI.3. Encadrement communautaire .....	22
Article VI.4. Engagements et paiements .....	22
Article VI.5. Modalités de paiement des acomptes .....	23
Article VI.6. Modalités de paiement des acomptes correspondant à l'achèvement de la première phase .	23
Article VI.7. Modalités de paiement du solde de la convention pluriannuelle.....	23
Article VI.8. Contrôles postérieurs au paiement .....	24
Article VI.9. Remboursement de la subvention .....	24

## TITRE I. PRÉAMBULE

La convention<sup>1</sup> entre l'Etat et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), prise en application de la loi de finances rectificative n° 2010- 237 du 9 mars 2010 relative au programme d'investissements d'avenir telle que modifiée par la loi n° 3013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, a confié à l'ANRU la mise en œuvre du programme « Projets innovants en faveur de la jeunesse ».

La mise en œuvre de politiques de jeunesse globales et transversales sur les territoires reste aujourd'hui difficile à réaliser.

L'ambition du programme est d'amorcer de nouveaux projets en proposant des partenariats innovants, d'envergure, entre acteurs publics et privés, garants de l'effet levier attendu au titre des Investissements d'Avenir et de la pérennité des investissements consentis.

Dans le cadre du PIA, la mise en œuvre du programme 411 « Projets innovants en faveur de la jeunesse », est engagée en février 2015, sous la forme d'un appel à projets poursuivant les objectifs stratégiques suivants :

- améliorer la cohérence, la complémentarité et la lisibilité des offres destinées à la jeunesse, pour la simplifier, à l'échelle de territoires pertinents ;
- favoriser le développement d'offres innovantes et structurées, répondant aux besoins des jeunes ;
- susciter des offres prenant en compte :
  - les besoins et les problématiques propres à chaque tranche d'âge chez les 13-30 ans,
  - la particularité des trajectoires des jeunes (temporalité des apprentissages, de l'orientation, facteurs et freins d'insertion, trajectoires des jeunes en temps de crise),
  - les problématiques propres aux territoires ruraux, aux outre mers et aux territoires urbains.

L'ANRU s'est vue confier par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI), la gestion de cet appel à projets.

Le présent règlement général et financier définit les modalités de mise en œuvre de cet appel à projets ainsi que les conditions d'attribution de subventions aux porteurs de projets sélectionnés dans ce cadre.

Dans la suite du présent règlement, les définitions suivantes sont employées :

- le terme « **projet** » désigne un ensemble d'actions et de prestations, qui, en considération de leur objet, des procédés techniques utilisés ou de leur financement ne peuvent être dissociés et que le porteur de projet a décidé d'exécuter dans une même période de temps et pour un objet donné.

---

<sup>1</sup> La convention modifiée du 10 décembre 2014 entre l'Etat et l'ANRU relative au programme d'investissements d'avenir (programme : « Projets innovants en faveur de la jeunesse »), publiée au *Journal officiel* de la République française du 11 décembre 2014 sous le numéro NOR : PRMI1426493X. (Ci-après la « convention entre l'Etat et l'ANRU »).

- le terme « **phase** » désigne un ensemble d'actions et de livrables qui constituent une tranche fonctionnelle du projet, ensemble cohérent et de nature à être livré ou exécuté sans adjonction d'autres actions.
- le terme « **porteur de projet** » désigne l'entité, dotée de la personnalité morale, responsable de la mise en œuvre du projet. Le porteur de projet est représenté par une personne physique habilitée. Le porteur de projet, interlocuteur privilégié de l'ANRU, signe la convention pluriannuelle attributive de la subvention de l'ANRU. Il est responsable de l'exécution du projet et justifie de son avancement, des dépenses réalisées dans ce cadre et reçoit la subvention.

Dans une organisation partenariale engageant différentes entités, il agit en tant que chef de file sur la base de l'accord de groupement avec ses partenaires. En tout état de cause, le porteur de projet reste seul responsable de la mise en œuvre du projet : mise en place et formalisation de la collaboration entre les partenaires au projet, coordination du projet, tenue des comités de pilotage, production des livrables du projet et communication des résultats.

- le terme « **partenaire** » désigne une entité, dotée de la personnalité morale, participant à la réalisation du projet, et membre du groupement constitué avec le porteur de projet. Le partenaire est lié au porteur de projet par un accord de groupement.

Il est identifié expressément en tant que tel dans la convention pluriannuelle (annexe 1).

- Le terme « **accord de groupement** » correspond à la formalisation de l'habilitation du porteur de projet par son/ses partenaire(s), dans le cas où le projet est réalisé par plusieurs entités dans le cadre d'une organisation partenariale. Dans cette hypothèse, l'obligation est faite au(x) partenaire(s) du projet de conclure un accord formel qui habilite le porteur de projet à le(s) représenter dans le cadre du projet et à agir comme mandataire et chef de file du groupement.

Le formulaire d'accord unique, joint en annexe n°2 du présent règlement, est renseigné et signé collectivement par l'ensemble des membres du groupement. Il liste les actions de chaque entité partenaire.

Ce document est produit à l'appui de la convention pluriannuelle qui comporte expressément l'identification en annexe 1 du/des partenaires du porteur de projet.

- Le terme « **subvention PIA** » désigne le montant d'aide allouée au projet au titre du programme.
- Le terme « **Service d'Intérêt Economique Général (SIEG)** » désigne « les activités économiques remplissant des missions d'intérêt général qui ne seraient pas exécutées (ou qui seraient exécutées à des conditions différentes en termes de qualité, de sécurité, d'accessibilité, d'égalité de traitement ou d'accès universel) par le marché en l'absence d'une intervention de l'Etat »<sup>2</sup>. Trois critères permettent de qualifier une activité de SIEG :
  - Une activité à caractère économique ;
  - Une activité confiée à une entreprise par un acte exprès de la puissance publique ;
  - Une activité d'intérêt général.

---

<sup>2</sup> Guide relatif à la gestion des SIEG du 06/09/2013, p.10 et 12.

## **TITRE II. L'APPEL A PROJETS POUR LE PROGRAMME « PROJETS INNOVANTS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE »**

### **Article II.1. Contexte et objectifs de l'appel à projets**

En application de l'article 2.1.4 de la convention modifiée du 10/12/2014 conclue entre l'Etat et l'ANRU, l'appel à projet fait l'objet d'un arrêté du Premier ministre.

La mise en œuvre de politiques de jeunesse globales et transversales sur les territoires reste aujourd'hui difficile à réaliser.

Avec pour objectif de susciter et soutenir l'innovation et l'investissement pour l'avenir, 15 à 20 projets, visant l'élaboration de politiques de jeunesse intégrées et globales seront financés. Ces projets, donnant lieu à une évaluation pendant leur mise en œuvre ainsi qu'a posteriori, seront de nature à fournir à l'ensemble des acteurs et professionnels de la jeunesse des éléments pertinents pour la poursuite de leurs propres travaux.

Le déploiement et la coordination au niveau territorial de tels projets innovants en faveur de la jeunesse supposent un pilotage local de qualité, assuré par un chef de file en capacité de fédérer et de décloisonner les interventions des partenaires impliqués, publics et privés.

Il s'agit d'inciter les collectivités locales, partenaires sociaux, entreprises, mouvements associatifs, organisations de jeunes et services de l'État, à concevoir des projets innovants ambitieux et partenariaux, en cohérence avec les programmes existants. La logique d'innovation et de transformation des pratiques doit prévaloir au travers, notamment du rapprochement d'acteurs de natures différentes et en particulier, de la participation accrue du monde économique.

L'intervention du Programme d'investissements d'avenir (PIA) constitue un effet levier pour un nombre restreint de projets auxquels il est donné, par cette impulsion décisive, l'occasion de :

- changer d'échelle ;
- accroître le bénéfice à un nombre significatif de jeunes ;
- amorcer un processus dont les acteurs opérationnels assureront, in fine, le financement pérenne.

L'originalité de ces projets et le caractère innovant des partenariats proposés doivent prévenir toute logique de substitution à des financements de droit commun et, à l'inverse, promouvoir une articulation intelligente avec les dispositifs existants, en faveur de la jeunesse. Par conséquent, il est rappelé que les investissements d'avenir n'ont pas pour objet de se substituer aux politiques courantes de l'Etat et des collectivités territoriales en la matière mais qu'ils interviennent dans un cadre exceptionnel pour susciter des initiatives innovantes destinées à tous les publics, notamment en direction des publics défavorisés.

## **Article II.2. Bénéficiaires des subventions et qualité du porteur de projet**

L'appel à projets encourage le renforcement des coopérations existantes et la création de coopérations originales entre les acteurs publics et privés accompagnant les jeunes au travers d'activités d'éducation, de culture, de sport, de santé, de citoyenneté, de mobilité, d'engagement, de formation et d'insertion.

Le bénéficiaire de la subvention est le porteur de projet, interlocuteur privilégié de l'ANRU et signataire de la convention pluriannuelle attributive de la subvention. Il est responsable de l'exécution du projet et justifie de son avancement, des dépenses réalisées dans ce cadre.

De manière privilégiée, en application de l'article 2.1.1 de la convention Etat-ANRU susvisée du 10/12/2014, le porteur de projet correspond à une structure partenariale, dédiée, dotée de la personnalité morale et issue de coopérations existantes ou originales.

De manière subsidiaire, le porteur de projet peut mettre en place une organisation partenariale basée sur un accord de groupement composé de plusieurs personnes morales.

Le porteur de projet agit en tant que chef de file sur la base de l'accord de groupement conclu avec ses partenaires. Ce document est produit à l'appui de la convention pluriannuelle qui comporte expressément l'identification en annexe 1 du/des partenaire(s) du porteur de projet. Il reste seul responsable de la mise en œuvre du projet : mise en place et formalisation de la collaboration entre les partenaires au projet, coordination du projet, tenue des comités de pilotage, production des livrables du projet et communication des résultats.

En tout état de cause, le versement de la subvention est effectué par l'agent comptable de l'ANRU sur un compte bancaire ouvert au nom du porteur de projet.

## **Article II.3. Calendrier des actions**

Le présent appel à projets est ouvert de février 2015 à juin 2016, afin de permettre l'émergence de nouvelles initiatives sur l'ensemble de la période. La sélection est organisée en sessions.

## **TITRE III. LE CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

### **Article III.1. Mode de dépôt des candidatures**

Les candidatures doivent être déposées sous forme de dossiers complets.

Le dossier de candidature permet au porteur de projet de déposer expressément une demande de subvention pour le projet qu'il soumet. Aussi, ce dossier doit indiquer clairement les objectifs du projet, ses étapes de réalisation prévisibles, les partenaires impliqués, le détail du coût du projet ainsi que les modalités et les échéances de financements envisagés. Il comprend un ensemble de pièces administratives justifiant de la capacité du porteur de projet à mener à bien son initiative, et qui sont listées ci-après.

Seuls les dossiers de candidature complets pourront prétendre à un examen sur le fond et à la formalisation d'un avis relatif au cofinancement par le programme investissements d'avenir du projet soumis.

Les dossiers de candidatures reconnus éligibles par l'ANRU sont transmis pour examen au jury. Les dossiers des projets sélectionnés par le jury sont ensuite transmis au comité de pilotage du programme en charge de l'instruction finale des projets.

### **Article III.2. Dépôt d'un dossier de candidature et examen de sa recevabilité**

Le dépôt de dossier donne lieu dans un délai de 15 jours à un accusé de réception et à une information sur son éligibilité de la part de l'ANRU lequel ne vaut pas promesse de subvention.

L'accusé de réception mentionne le prénom, le nom, la qualité et l'adresse administrative de l'agent chargé d'instruire la demande de subvention.

Aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date à laquelle le dossier est complet.

La date de commencement d'exécution est fixée dans la convention pluriannuelle.

### **Article III.3. Contenu du dossier de candidature**

Les candidats à une subvention doivent fournir un dossier dont le contenu comprend :

1. Une lettre de candidature, datée et signée (signature originale) par une personne physique habilitée à engager le porteur de projet (personne morale); en précisant, s'il se présente au titre d'un groupement, le nom des autres entités membres du groupement et en produisant l'accord de groupement (voir annexe n°2 du présent règlement) habilitant le porteur de projet à représenter les partenaires.
2. Tout document relatif au pouvoir de la personne physique signant la demande de subvention, cette personne devant être habilitée à engager le porteur de projet et l'ensemble des partenaires. Si le signataire agit en vertu d'une délégation de pouvoir, il devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager le porteur de projet.

3. Tout document attestant de l'existence légale (inscription au répertoire SIRENE) du porteur de projet :
  - Les statuts de l'association, du GIP, ... ;
  - Les lettres d'engagement de chacun des partenaires si la structure est en cours de constitution ;
  - L'ensemble des conventions de partenariats et de moyens dans le cas d'un groupement.
4. Une attestation certifiant que ni le porteur de projet, ni un partenaire du groupement (entité juridique ou consortium) ne font l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente. Dans le cas contraire, le porteur de projet doit produire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, accompagnée le cas échéant d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France.
5. Une déclaration concernant le budget annuel des trois dernières années ou, pour les entités nouvelles, tout autre élément permettant d'évaluer leurs capacités économiques et financières. Le budget annuel consolidé<sup>3</sup> des membres du groupement (structure juridique ou groupement) doit être supérieur à deux fois le coût annuel du projet.
6. Une déclaration indiquant l'organigramme du porteur de projet et des membres du groupement (structure juridique ou groupement), les moyens humains et une description des équipements dont dispose le porteur de projet ou le groupement. Pour les entités nouvelles, tout autre élément permettant d'évaluer leurs capacités techniques est admis. Le seuil concernant les moyens humains des membres du groupement (structure juridique ou groupement) est fixé a minima à 10 personnes.
7. Une liste des principaux projets conduits les trois dernières années en matière d'actions destinées à la jeunesse et impliquant des jeunes, sur le(s) territoire(s) concerné(s), avec indication du montant, de la date et des bénéficiaires du projet. Par ailleurs, le rapport d'activité de chaque partenaire pour l'année précédant le dépôt du Projet est demandé. Pour les entités nouvelles, tout autre élément permettant d'évaluer leurs compétences est admis.
8. Une note de présentation du projet indiquant :
  - A. Le contexte et les enjeux du projet, au regard des objectifs du programme.

En lien avec les objectifs du programme, les thématiques cibles du projet sont clairement identifiées.

Le porteur de projet devra préciser l'insertion de son projet au regard des actions précédemment menées, des offres existantes sur le(s) territoire(s) concerné(s) et des besoins identifiés sur ce(s) territoire(s).

---

<sup>3</sup> Soit le budget de l'année antérieure à celle de la sélection au titre du PIA, dûment certifié.



- B. La gouvernance du projet : description de l'organisation en capacité de porter et gérer le projet dans la durée (antériorité des partenaires, management, compétences administratives, techniques comptables et financières, capacité d'optimiser le programme et le coût global du projet). L'équipe dédiée au pilotage du Projet devra être décrite (CV et/ou fiche(s) de poste).
- C. L'objet précis du projet et les actions que le porteur de projet prévoit de mettre en œuvre pour sa réalisation en spécifiant :
- L'échelle du projet et le(s) territoire(s) concerné(s) par les actions.
  - Le plan d'actions du projet distinguant deux phases :
    - une première phase, qui s'appuie sur un diagnostic, permettant d'identifier des actions et ressources existantes sur le ou les territoire(s) concerné(s) et de les mobiliser dans le projet. Celle-ci doit favoriser la mise en synergie et la cohérence entre les actions considérées. Elle vise explicitement la simplification de l'offre destinée à la jeunesse sur le ou les territoire(s) concerné(s). Une attention particulière sera portée aux moyens dédiés à l'ingénierie territoriale ;
    - une deuxième phase présente les actions complémentaires et prévisionnelles à développer sur 3 à 5 ans et permettant d'apporter une réponse territoriale globale aux difficultés identifiées.
- Le plan d'actions proposé fait clairement apparaître des jalons décisionnels et des points d'étapes, devant se traduire, le cas échéant, par des ajustements opérationnels.
- Le rôle des différents acteurs et leur implication à chacune des étapes sont également précisés, ainsi que les méthodes et moyens mobilisés pour la bonne réalisation du projet. Les objectifs du projet, au regard des bénéficiaires.
  - Les indicateurs, permettant de mesurer l'atteinte de ces objectifs à l'aide d'un dispositif d'évaluation continue également décrit.
- D. L'identification des livrables qui seront produits à chaque étape de la mise en œuvre du projet.
- E. La description de la méthode d'évaluation envisagée pour le projet et son calendrier de mise en œuvre.

Dans une logique d'évaluation, de recherche et de capitalisation, le porteur de projet doit associer au sein de la structure juridique ou du groupement, un laboratoire universitaire ou une organisation en capacité de :

- documenter les différentes étapes de mise en œuvre du projet en matière de modalités de gouvernance, de transformation de l'action publique, de co-construction, de mise en œuvre des actions, de process de décision, de parcours des jeunes, de participation des jeunes,
  - optimiser la mise en œuvre de son projet, en s'appuyant notamment sur un corpus théorique et/ou sur des benchmark,
  - produire des éléments de capitalisation, libres de droit.



- F. L'estimation du coût du projet et le plan de financement, tant en matière d'investissement que de fonctionnement.
- La participation souhaitée du programme investissements d'avenir au financement du projet doit être expressément mentionnée en montant TTC ; seuls les projets dont le coût global, sur la durée du financement, est supérieur à 2.000.000 euros TTC sont éligibles ;
  - Le coût du projet doit être détaillé pour les deux phases de réalisation ;
  - En matière d'investissement, les engagements financiers des autres partenaires sont indiqués (montants, niveaux d'engagement des partenaires...) ;
  - En matière de fonctionnement, les engagements financiers ou autres des partenaires destinés à assurer la pérennité du projet sont détaillés.
9. La fiche de synthèse jointe à l'appel à projet et reprenant les principaux éléments concernant les objectifs du projet, les actions mises en œuvre et son plan de financement.

## **TITRE IV. LES MODALITES D'OCTROI DES SUBVENTIONS**

Les investissements d'avenir n'ont pas pour objet de se substituer aux politiques courantes de l'Etat et des collectivités territoriales en la matière mais ils interviennent dans un cadre exceptionnel pour susciter des initiatives innovantes destinées aux jeunes, notamment en direction des publics jeunes fragiles.

### **Article IV.1. Participation financière du programme**

Les subventions accordées portent sur une assiette exprimée en coût toutes taxes comprises.

L'appel à projets « Projets innovants en faveur de la jeunesse » a pour but de participer au financement de l'investissement des projets déposés. Les subventions accordées n'ont pas vocation à financer du fonctionnement récurrent, ni à être renouvelés après la mise en place du projet.

Le montant total du projet distingue les coûts du projet selon deux natures :

- les dépenses réelles décaissées éligibles ;
- les contributions en nature éligibles.

La subvention attribuée dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA) ne pourra dépasser 50% du coût prévisionnel TTC du projet, tel que validé par le comité de pilotage et inscrit dans la convention pluriannuelle correspondante.

En tout état de cause, les subventions du PIA interviendront conjointement aux contributions au moins égales avec des partenaires publics et privés, collectivités territoriales, fonds, fondations, organisations professionnelles et entreprises soutenant le projet. Ces contributions doivent être constituées d'au moins 50% d'apports en numéraire.

Les subventions accordées aux porteurs de projet portent sur une assiette exprimée en coût toutes taxes comprises (TTC). Lorsqu'une structure membre de l'accord de groupement bénéficie du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), l'ensemble de ses dépenses éligibles pour le projet est exprimé sur une base Hors Taxe. Tout autre structure membre de l'accord de groupement non éligible au FCTVA effectue le report de ses dépenses en TTC.

### **Article IV.2. Conventions pluriannuelles**

Les engagements liant l'ANRU et les bénéficiaires des subventions dans le cadre d'un projet résultent d'une convention écrite conforme à un modèle type adopté par le comité de pilotage (cf. article 7.1 de la convention modifiée Etat-ANRU du 10/12/2014) et aux principes énoncés dans le présent règlement.

Ces conventions sont signées par le directeur général de l'ANRU, opérateur agissant au nom et pour le compte de l'Etat, le cas échéant, par l'ordonnateur délégué, et par le porteur de projet.

### **Article IV.3. Missions d'évaluation**

L'évaluation doit être au cœur de la démarche des actions financées au titre du programme d'investissements d'avenir.

Au-delà de l'évaluation *in itinere* des projets et du suivi des indicateurs de performance définis dans la convention entre l'Etat et l'ANRU, une évaluation scientifique et économique de l'action doit être mise en place pour apprécier l'impact des investissements.

Ces évaluations devront être menées par des équipes spécialisées. Elles porteront sur les résultats et l'impact de l'action par rapport aux objectifs et sur l'efficacité de l'utilisation des crédits. Ces évaluations permettront de nourrir les rapports du CGI au comité de surveillance du programme d'investissements d'avenir ainsi que les rapports annuels au Parlement.

L'évaluation locale des projets devra porter à la fois sur l'organisation générale du projet, d'un point de vue opérationnel et financier, comporter une évaluation sociale de celui-ci, tant quantitative que qualitative, et permettre d'appréhender l'impact du projet.

#### **Article IV.4. Communication des documents et informations, contrôle sur place**

Les porteurs de projet et les bénéficiaires des subventions communiquent à l'ANRU les documents et informations dont celle-ci estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, et à l'évaluation des projets.

L'ANRU peut procéder ou faire procéder à tout contrôle sur pièces ou sur place pour les besoins exclusifs de l'instruction des dossiers, de la vérification de l'exécution des engagements ou de l'évaluation des projets. Les agents chargés d'effectuer ces contrôles sont habilités par le directeur général de l'ANRU.

#### **Article IV.5. Conséquences du non-respect des engagements**

Les manquements constatés aux engagements pris au titre de la convention pluriannuelle ou au présent règlement par le porteur de projet font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le Directeur général de l'ANRU. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité de pilotage ou statue directement. Le directeur général peut alors décider :

- le rappel solennel au porteur de projet de ses engagements contractuels ;
- le réexamen de la convention pluriannuelle et la signature éventuelle d'un avenant ;
- la réduction du taux de subvention ou du montant plafond des subventions prévues dans la décision d'octroi ou dans le contrat qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des subventions de l'ANRU ;
- la suspension, voire la résiliation de la convention pluriannuelle.

L'ANRU peut prononcer la résiliation pour faute de la convention pluriannuelle et ordonner le reversement total ou partiel de la subvention en cas de manquement grave et répété du bénéficiaire de la subvention et notamment s'il est constaté que l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation.

## TITRE V. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

L'instruction des dossiers est conduite dans le cadre d'une procédure coordonnée par le CGI. La gestion de l'appel à projets est assurée par l'ANRU, sous la responsabilité du délégué interministériel à la jeunesse et du CGI, dans le respect de la concertation interministérielle conduite par le CGI et des principes édictés par la convention modifiée susvisée du 10 décembre 2014. Conformément aux engagements du Comité Interministériel de la Jeunesse (CIJ) du 4 mars 2014, des représentants de la jeunesse sont associés au processus de sélection.

Un comité de pilotage est constitué sous la responsabilité du CGI. Les principaux critères d'éligibilité et de sélection des projets sont définis ci-dessous.

Afin de sélectionner les meilleurs projets répondant aux objectifs de l'action financée au titre des investissements d'avenir, l'ANRU organise un appel à projets. Selon la qualité des projets déposés et le nombre de projets retenus, il peut être clos sous réserve d'un préavis d'un mois rendu public sur le site de l'opérateur, après avis conforme du CGI. A l'inverse, à l'issue d'un bilan des premières candidatures déposées et retenues en juin 2015, l'appel à projets pourra être précisé et réorienté sur proposition du comité de pilotage en charge de la sélection des projets et après validation du CGI.

La sélection des projets est organisée à l'occasion de sessions successives.

### Article V.1. Critères d'éligibilité des projets

Sont éligibles les dossiers complets répondant à l'ensemble des critères suivants :

<b>1</b>	<b>Dimension multithématique et intégrée</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- la proposition d'un projet multithématique, intégrant au moins deux des thématiques citées en 2.2. de l'appel à projet</li><li>- la proposition d'une politique de jeunesse intégrée, évitant le cloisonnement des initiatives et contribuant à leur articulation.</li></ul>
<b>2</b>	<b>Echelle du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- une assise territoriale correspondant au minimum à une agglomération ou à une intercommunalité plus large</li></ul>
<b>3</b>	<b>Gouvernance partenariale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- la gouvernance partenariale du projet :<ul style="list-style-type: none"><li>o l'association de différents acteurs publics (dont les collectivités), privés (de type associatif) et d'au moins un acteur économique ;</li><li>o l'association des acteurs locaux des politiques de jeunesse dont les organisations de jeunes et les organisations de jeunesse.</li></ul></li><li>- la création d'une structure juridique dédiée dotée de la personnalité morale regroupant les partenaires (Groupement d'Intérêt Public, Association loi 1901, etc.) ou la mise en place d'une organisation partenariale liant l'ensemble des partenaires du projet</li><li>- l'identification d'une organisation en capacité de gérer le projet et des moyens pour l'évaluer et le valoriser notamment d'une équipe projet (management, compétences administratives, techniques, financières et comptables, capacité d'optimiser le programme et le coût global de l'opération).</li></ul>

<b>4</b>	<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la production d'un plan de financement décomposé en fonction des deux phases du projet.</li> <li>- un budget total au moins égal à 2 millions d'euros équilibré en dépenses et en recettes.</li> </ul>
<b>5</b>	<b>Plan d'actions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'un plan d'actions pluriannuel, détaillé, structuré autour d'une ambition globale et décliné en axes et en actions.</li> <li>- la définition des modalités opérationnelles de conduite du projet.</li> </ul>
<b>6</b>	<b>Evaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la présentation du dispositif d'évaluation prévu dans la durée, et les modalités de mises en œuvre permettant, le cas échéant, de réorienter le plan d'actions en fonction des résultats obtenus chaque année.</li> <li>- l'identification d'une méthodologie d'estimation des jeunes ciblés.</li> </ul>

## Article V.2. Critères de sélection des projets

Les dossiers satisfaisant aux critères d'éligibilité sont ensuite expertisés par un jury selon les critères suivants, puis une liste des projets sélectionnables est soumise au comité de pilotage.

<b>1</b>	<b>Dimension multithématique et intégrée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le caractère intégré des différentes dimensions thématiques et territoriales du projet ;</li> <li>- le caractère innovant du projet tant dans l'articulation des actions existantes que dans le développement de nouvelles initiatives ;</li> <li>- la poursuite d'un objectif de mise en cohérence dans une logique de simplification de l'offre destinée à la jeunesse sur le territoire concerné ;</li> <li>- la poursuite d'un objectif de réduction des inégalités ;</li> <li>- l'originalité du projet au regard du retour d'expérience issu de démarches similaires et / ou complémentaires ; et son articulation aux dispositifs existants dans une logique de rationalisation.</li> </ul>
<b>2</b>	<b>Echelle du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'échelle et l'ampleur du projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>o le caractère structurant du projet pour le territoire ou les territoires mis en réseau concerné(s) et sa plus-value par rapport à l'existant ;</li> <li>o une couverture significative du ou des territoire(s) (ex : nombre de jeunes touchés / nombre de jeunes présents sur le territoire concerné par le projet).</li> </ul> </li> </ul>
<b>3</b>	<b>Gouvernance partenariale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la complémentarité des organismes fédérés pour mettre en œuvre le projet (sphères académique, publique, associative, économique, etc.) ;</li> <li>- le degré et la qualité d'implication et d'engagement de chaque partenaire au sein de la structure (ou du groupement) et du projet, visible à travers les accords formalisés ou en cours ;</li> <li>- la participation des jeunes dans la conception et l'élaboration des projets et dans la gouvernance de la structure.</li> </ul>

<b>4</b>	<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'effet de levier des fonds sur les cofinancements publics et privés ;</li> <li>- l'équilibre financier du projet, notamment en termes de budget de fonctionnement dans la durée.</li> </ul>
<b>5</b>	<b>Plan d'actions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la cohérence du plan d'actions proposé présentant distinctement les deux phases mentionnées en 3.2 de l'appel à projets et impliquant l'ensemble des partenaires de manière équilibrée.</li> </ul>
<b>6</b>	<b>Evaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de repérage, le ciblage et l'estimation quantitative de publics spécifiques et la prise en compte de leurs problématiques et usages ;</li> <li>- un dispositif d'évaluation prévu sur la durée du projet concernant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>o la gouvernance</li> <li>o la co-construction avec les jeunes</li> <li>o l'impact des actions sur le public jeune.</li> </ul> </li> <li>- la valorisation du projet en termes de dissémination et de communication, garante de la lisibilité des investissements consentis.</li> </ul>
<b>7</b>	<b>Pérennité et transférabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la pérennité du projet au travers de la transférabilité et de la reproductibilité des actions menées ;</li> <li>- la pérennité du projet, examinée au regard des engagements des partenaires (notamment financiers) et de la structure de gouvernance.</li> </ul>

### Article V.3. Processus de décision

L'ANRU instruit le dossier complet dans les conditions établies par le présent règlement.

L'éligibilité d'une candidature est appréciée par l'ANRU. L'instruction est assurée au regard des dispositions énoncées dans le présent règlement à l'article V.1, sur la base des pièces du dossier.

Les candidatures ne satisfaisant pas aux critères d'éligibilité ne pourront être examinées ni par le jury, ni par le comité de pilotage.

L'ANRU s'engage à informer sous 15 jours le porteur de projet de l'éligibilité de son dossier ou, le cas échéant des raisons de sa non-éligibilité.

Les dossiers déclarés éligibles par l'ANRU sont transmis à un jury composé de personnalités qualifiées. Ce jury, mandaté par le comité de pilotage du programme « Projets Innovants en faveur de la jeunesse » (article 2.1.4 de la convention Etat-ANRU), sélectionne les projets les plus exemplaires qu'il soumet au comité de pilotage.

La nomination des membres du comité de pilotage est validée par le CGI. Les candidats (porteur de projet ou partenaires de groupement) ne peuvent siéger ni au jury, ni au comité de pilotage.

Le comité de pilotage instruit dans un délai de deux mois à compter de la date butoir de réception de dossiers complets les candidatures déclarées sélectionnables par le jury.

Le comité de pilotage procède à l'instruction en analysant l'adéquation du dossier avec les objectifs et exigences du programme. Il peut être fait appel à des expertises indépendantes de façon à éclairer ses décisions. Les projets retenus par le comité de pilotage sont transmis au Premier Ministre avec l'avis du CGI.

Le Premier Ministre prend une décision de participation financière du programme.

Les projets retenus font l'objet d'une convention pluriannuelle conclue entre le porteur de projet et l'ANRU, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de la décision de financement par le Premier Ministre, sous peine de caducité de cette dernière.

#### **Article V.4. Processus de suivi de l'exécution des projets sélectionnés**

Chacun des projets sélectionnés, se déploie en deux phases, définies contractuellement entre le porteur de projet et l'ANRU. Ces phases, qui regroupent un ensemble cohérent d'actions et de livrables sur une période circonscrite, constituent les tranches fonctionnelles du projet.

Le projet, s'inscrit dans le cadre des engagements financiers de la convention pluriannuelle, auquel le porteur de projet ne peut, en aucune manière, déroger.

Les phases doivent traduire la mise en œuvre du projet et accompagner l'atteinte des objectifs fixés, tels qu'approuvés par le comité de pilotage et validés par l'Etat. Elles sont un outil de suivi du projet, tant pour l'ANRU que pour le CGI et le comité de pilotage. Aussi, leur démarrage et leur clôture sont-ils encadrés par des dispositions spécifiques précisées ci-après.

##### **V.4.1. Démarrage des phases du projet**

Concernant la première phase, la signature de la convention pluriannuelle du projet vaut décision expresse du Directeur général de l'ANRU autorisant son démarrage.

Le démarrage de la seconde phase est conditionné à la décision expresse du Directeur général de l'ANRU, en réponse à la demande écrite du porteur de projet.

La notification d'autorisation ou de refus de démarrage de la seconde phase adressée au porteur de projet par le Directeur général de l'ANRU s'appuie sur l'avis exprimé par les membres du comité de pilotage référents du projet considéré. Cet avis est motivé par la cohérence de la mise en œuvre de la phase précédente avec les objectifs définis par convention, dont doivent attester les documents de suivi, également encadrés contractuellement.

Deux mois avant le démarrage de la seconde phase, le porteur de projet adresse au Directeur général de l'ANRU, par voie postale, une demande d'autorisation formelle de démarrage de phase, accompagnée du rapport de fin de la première phase, ainsi que des livrables qu'il est déjà en mesure de produire.

A la réception de ces éléments, l'ANRU adresse au porteur de projet une confirmation de prise en compte de la demande, valant autorisation conditionnelle de démarrage de la phase considérée. Le porteur de projet peut alors engager des dépenses liées à cette phase.

Les demandes d'acompte au titre de la subvention PIA, telles que précisées au titre VI du présent règlement, ne pourront toutefois advenir que sous réserve et qu'à compter de la notification d'autorisation définitive de démarrage de cette phase par le Directeur général de l'ANRU.



La demande de démarrage est étudiée par l'ANRU qui transmet au comité de pilotage un rapport d'analyse. Il appartient alors au comité de pilotage d'émettre un avis sur la poursuite du projet :

- dans le cas où l'avis du comité de pilotage est favorable, l'ANRU adresse au porteur de projet l'autorisation définitive de démarrage qui vient confirmer l'autorisation conditionnelle transmise ;
- dans le cas où l'avis du comité de pilotage n'est pas favorable au démarrage de la phase considérée, le porteur de projet est alors invité par l'ANRU en audition devant le prochain comité de pilotage. Des documents complémentaires peuvent être demandés au porteur de projet en vue de préparer cette audition. Il appartient alors au comité d'émettre un avis sur le démarrage de la phase ou sur l'arrêt du projet, qui est notifié au porteur par le Directeur général de l'ANRU.

#### **V.4.2. Fin d'une phase**

En fin de phase, le porteur de projet doit dresser le bilan de la mise en œuvre de la phase considérée, d'un double point de vue : physique et financier.

- d'un point de vue physique : le rapport de fin de phase réalise le bilan de la phase achevée et propose une analyse des actions menées en rapport avec les objectifs visés par le projet, au travers, notamment, du renseignement des indicateurs inscrits dans la convention. Il doit éclairer les éventuels ajustements requis pour poursuivre et finaliser le projet, au regard des phases terminées et des moyens qui y ont été consacrés. Ce rapport doit être accompagné des livrables encadrés contractuellement.
- d'un point de vue financier : l'état récapitulatif exhaustif des dépenses rattachées à la phase.

Si l'ANRU, ordonnateur de la dépense d'intervention estime que les actions n'ont pas été mises en place conformément à la convention, il peut décider de suspendre le mandatement du solde de la phase concernée à la réception d'éléments complémentaires qui attesteront de la clôture effective des actions de la phase.

#### **V.4.3. Suivi de la mise en œuvre des projets durant les phases**

Conformément aux engagements de la convention pluriannuelle, le porteur de projet est tenu d'établir des comptes rendus de l'avancement du projet, à transmettre à l'ANRU à minima à échéance trimestrielle. L'ANRU porte à la connaissance du comité de pilotage les informations contenues dans ces rapports. Le contenu de ces rapports est précisé en article 6 de la convention pluriannuelle.

La finalité principale de ces rapports est d'alerter l'ANRU sur toute difficulté rencontrée ou anticipée, susceptible d'entraver la réalisation du projet.

Dans le cas où l'avancement du projet conduirait à envisager une mise en œuvre substantiellement différente de celle prévue contractuellement, l'ANRU devra en être averti par le porteur de projet avant la fin de la phase concernée. L'ANRU étudiera alors l'opportunité d'établir un avenant à la convention considérée. Dans le cas de modifications substantielles, l'avis du comité de pilotage est requis pour toute signature d'un avenant à la convention initiale.



## **TITRE VI. LES MODALITES D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT**

La mise en œuvre du programme « Projets innovants en faveur de la jeunesse » repose sur la gestion d'un budget annexe spécifique.

Les dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique sont applicables.

L'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses relèvent du Directeur général de l'ANRU, ordonnateur principal, le cas échéant du Préfet de Région, ordonnateur délégué de l'ANRU (article 3.3.1 de la convention Etat-ANRU du 10/12/2014 modifiée).

Le paiement est assigné sur la caisse de l'Agent comptable de l'ANRU. Aucune avance de subvention n'est accordée. Chaque projet fait l'objet d'un engagement juridique (convention pluriannuelle) signé par le porteur de projet, le Directeur général de l'ANRU, ordonnateur principal et le cas échéant, le Préfet de région ordonnateur délégué de l'ANRU. Le paiement de la subvention est effectué par acomptes versés en fonction de l'avancement du projet. Le solde est payé à l'achèvement du projet.

### **Article VI.1. Autorisations d'engagement**

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 pour 2014 a créé le programme « Projets innovants en faveur de la jeunesse » au sein de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». Ce programme est doté de 94 millions d'euros :

- 54 millions d'euros sont consacrés à l'appel à projet « Projets innovants en faveur de la jeunesse ». La mise en œuvre de cette action est confiée à l'ANRU ;
- 15 millions sont consacrés à l'initiative présidentielle, « La Grande Ecole du Numérique » ;
- 25 millions d'euros sont consacrés à l'initiative présidentielle « La France s'engage ».

En application de l'article 2.1.4 de la convention Etat-ANRU, le présent règlement général et financier s'applique à l'action relative à l'appel à projet « Projets innovants en faveur de la jeunesse ».

Le Directeur général de l'ANRU conclut les conventions pluriannuelles des projets sélectionnés en fonction des autorisations d'engagement définies par le comité de pilotage et tient un état de ces engagements.

Le Directeur général de l'ANRU délègue, le cas échéant, au préfet de région les crédits correspondant aux opérations conventionnées pour lesquelles ils sont ordonnateurs délégués.

La convention pluriannuelle est signée par le Porteur de projet, le Directeur général de l'ANRU et, le cas échéant, le Préfet de Région.

### **Article VI.2. Dépenses éligibles : assiette de la subvention**

Les coûts imputables au projet doivent être strictement rattachés à sa réalisation au titre du projet conventionné dans le cadre de l'action « Projets innovants en faveur de la jeunesse ».

Les dépenses sont centralisées et justifiées sous la responsabilité du porteur de projet.

La subvention accordée n'a pas vocation à financer du fonctionnement récurrent, ni à être renouvelée au titre des crédits d'Investissements d'Avenir, à l'issue de la convention.

Ces subventions n'ont pas vocation à se substituer à des financements de droit commun.

Les dépenses éligibles sont celles dont le financement peut être pris en compte dans le calcul de l'assiette à laquelle s'applique le taux de subvention PIA.

Les dépenses antérieures à la date de commencement d'exécution du projet ne sont pas éligibles.

La convention pluriannuelle comporte le budget du projet explicitant d'une part les dépenses éligibles et d'autre part les recettes du projet (article III.3, point 8F). Le taux de la subvention est limité à 50% de l'assiette de subvention.

Les dépenses d'un montant de facture unitaire inférieur à 20 euros n'entrent pas dans l'assiette de subvention.

L'assiette de la subvention se compose des coûts suivants :

#### **VI.2.1. Dépenses de personnel**

Les dépenses décaissées de cette nature par le porteur de projet et le cas échéant ses partenaires, nécessaires à la réalisation du projet et directement impliquées dans sa mise en œuvre sont éligibles.

Sont compris dans les dépenses de rémunération :

- les salaires y compris primes et indemnités ;
- les charges sociales afférentes (cotisations sociales patronales et salariales) ;
- les indemnités de stage.

#### **VI.2.2 Dépenses de fonctionnement**

Les dépenses éligibles de cette nature par le porteur de projet et le cas échéant ses partenaires sont les suivantes :

- **Les dépenses décaissées hors frais de déplacement :**
  - Frais liés au déploiement du projet par des actions de sensibilisation des publics ciblés, actions de communication ;
  - Prestations de services dont les études et mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage nécessaires à la mise en cohérence des dispositifs existants sur un territoire ;
  - Location d'équipements et de matériel (hors locations de locaux et de véhicules) ;
  - Aide ou bourse versée à des jeunes.
- **Les frais de déplacement des personnels permanents ou temporaires affectés au projet** comprenant des frais de restauration, hébergement et transport. Ces dépenses directes sont éligibles à condition que la nature du projet le justifie ; elles sont calculées sur la base d'une méthode de coûts simplifiés reposant sur un taux **forfaitaire appliqué aux dépenses réelles et directes de personnel**. Ce taux est fixé dans la convention pluriannuelle du projet.

### VI.2.3 Dépenses d'équipement et d'investissement

Les dépenses décaissées éligibles de cette nature par le porteur de projet et le cas échéant ses partenaires sont les suivantes :

- Achats matériels ou immatériels participant à la réalisation du projet ;
- Dépenses de travaux immobiliers, d'aménagement, de construction et de rénovation de locaux réalisés pour les projets.

### VI.2.4 Frais de structure

Les frais de structure sont des frais généraux d'administration qui ne peuvent être exclusivement affectés à la réalisation du projet et qui pour autant lui sont nécessaires.

Ces dépenses indirectes concernent a minima les dépenses suivantes :

- Fluides (Electricité, Eau, climatisation, Chauffage) ;
- Entretien, Surveillance, nettoyage des locaux ;
- Location des bureaux et charges associées ;
- Entretien / maintenance Fluides ;
- Entretien ascenseurs ;
- Assurance RC & Multirisques ;
- Locations, crédits-bails & Loa éventuels (photocopieurs, fax .....) ;
- Maintenance Informatique, Télé sauvegarde des données ;
- Maintenance générale ;
- Téléphone, Internet, Frais postaux ;
- Locations, entretien et réparation de véhicules de service ;
- Médecine du travail ;
- Cotisations à d'autres structures, adhésions, abonnements ;
- Amortissement matériel informatique, technique lié à l'activité d'un ETP travaillant sur le Projet ;
- Quote-part de la masse salariale chargée des fonctions supports (Direction Informatique, Direction des ressources Humaines, Direction financière et juridique, Direction des moyens techniques et de la sécurité...) affectée au Projet.

Dans l'hypothèse où le projet comporte des frais de structure, un article de la convention pluriannuelle le prévoit explicitement.

Ces frais de structure sont éligibles à condition que la nature du projet le justifie. Ils sont calculés sur la base d'une méthode de coûts simplifiés reposant sur un taux **forfaitaire appliqué aux dépenses éligibles exclusivement affectées à la réalisation du projet** (cf. articles VI.2.1 « Dépenses de personnel », VI.2.2 « Dépenses de fonctionnement », VI.2.3 « Dépenses d'équipement et d'investissement » du présent règlement) **et hors forfait des frais de déplacement**. Ce taux est fixé dans la convention pluriannuelle du projet.

### **VI.2.5 Contributions en nature**

Les contributions en nature se définissent comme des apports qui ne font l'objet d'aucun paiement décaissé par le porteur de projet et le cas échéant ses partenaires. Elles sont comprises dans le calcul du coût prévisionnel TTC du projet, tel que validé par le comité de pilotage et inscrit dans la convention pluriannuelle correspondante, si les conditions suivantes sont réunies :

- Elles consistent en l'apport de biens immeubles (prêt de salle...), de mise à disposition de personnel (hors bénévolat), de mise à disposition à titre gratuit de biens d'équipement ou de matériaux ;
- Elles sont présentées en équilibre en dépenses et en ressources dans le budget de l'opération ;
- Leur valeur est établie sur des bases objectives et est tracée dans la comptabilité du porteur de projet.

Les contributions en nature prises en compte dans l'assiette de la subvention doivent être justifiées par des pièces probantes à chaque demande d'acompte. Ces contributions doivent faire l'objet d'une convention de mise à disposition jointe à la première demande de paiement, puis, d'attestations de mise à dispositions lors de chaque demande de paiement.

### **VI.2.6. Dépenses entre partenaires**

Les dépenses entre partenaires d'un même projet ne sont pas éligibles.

## **Article VI.3. Encadrement communautaire**

La convention entre l'ANRU et le porteur de projet est conclue dans le respect des articles 106, 107, et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) relatifs aux aides d'Etat et des textes dérivés dès lors que les subventions sont qualifiables d'aides d'Etat.

Conformément à la décision de la Commission Européenne (CE) du 20 décembre 2011 n°2012/21/UE relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), le dispositif de subvention correspond à une compensation de service public, assimilable à une aide d'Etat attribuée à un SIEG. Cette aide est compatible avec la réglementation européenne car elle bénéficie d'une exemption de notification à la CE du fait de son montant inférieur à 15 Millions d'euros.

## **Article VI.4. Engagements et paiements**

La convention pluriannuelle constitue l'engagement juridique qui récapitule les éléments qui ont permis de calculer le montant de la subvention.

Elle est signée par le Directeur général de l'ANRU, le Préfet de région le cas échéant et le porteur de projet.

L'ordonnateur principal est le Directeur général de l'ANRU. Le Préfet de région dans le périmètre duquel s'inscrit le projet peut, le cas échéant, être désigné, dans la convention pluriannuelle, en qualité d'ordonnateur délégué de l'ordonnateur principal.

Le comptable assignataire est l'Administrateur Général des Finances Publiques, Agent comptable de l'ANRU.

Aucune avance de subvention n'est accordée.

La subvention n'est pas forfaitaire, son montant final est calculé par application du taux à la dépense réelle, plafonnée à la dépense subventionnable prévisionnelle, elle-même plafonnée.

Le montant total versé au titre de la subvention n'excède pas le montant maximum inscrit dans la convention. Dans le cas du non-respect des engagements prévus dans la convention, l'assiette et les taux qui interviennent dans le calcul de la subvention peuvent également être revus à la baisse.

Le montant des engagements juridiques qui n'aurait pas été utilisés après le versement du solde d'une subvention liée à une convention, est automatiquement dégagé et réutilisable pour une autre convention.

Le porteur de projet demande les acomptes et le solde de la subvention dans le cadre d'un formulaire préétabli dénommé « fiche de demande de paiement » accompagné de pièces justificatives établies selon le modèle type communiqué par l'ANRU.

#### **Article VI.5. Modalités de paiement des acomptes**

Le paiement des acomptes intervient, à la demande du porteur de projet, sur justification de l'avancement physique et financier du projet.

Le porteur de projet justifie, à l'appui de sa demande de paiement, l'état d'avancement physique du projet et produit des états de coûts permettant de calculer un avancement financier.

La demande de versement du premier acompte est accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

L'ordonnateur après avoir vérifié la recevabilité de la demande, en faisant si nécessaire vérifier l'état d'avancement physique du projet, ordonnance la dépense et transmet à l'agent comptable de l'ANRU la fiche de demande de paiement et les pièces justificatives afférentes.

#### **Article VI.6. Modalités de paiement du solde de la première phase**

A la fin de la première phase, telle que figurant dans la convention pluriannuelle, le porteur de projet transmet la demande de solde correspondante, accompagnée de l'état récapitulatif des dépenses rattachées à la première phase.

L'ordonnateur vérifie l'état d'avancement de la première phase. Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler notamment que le porteur de projet :

- a mis en œuvre les moyens définis dans la convention pour la phase considérée ;
- a réalisé les actions définies dans la convention pour la phase considérée.

L'ordonnateur lorsqu'il estime que la phase n'est pas conduite à son terme et qu'elle nécessite certaines mises au point, peut décider de ne pas mandater le solde de la phase. Le Porteur de projet transmet une nouvelle demande de paiement dès qu'il est en mesure de justifier l'achèvement de la phase.

#### **Article VI.7. Modalités de paiement du solde de la convention pluriannuelle**

Le paiement du solde intervient à la demande du Porteur de projet sur justification de l'achèvement des deux phases, des actions et de la fourniture des livrables, au plus tard un an après la date retenue pour l'achèvement du projet.

Le montant de l'engagement juridique qui n'aurait pas été utilisé après le versement du solde de la subvention, est automatiquement dégagé.

La demande de paiement du Porteur de projet est obligatoirement accompagnée :

- De la fiche de demande de paiement ;
- D'un dossier de clôture qui établit le bilan définitif du Projet d'un double point de vue, physique et financier ;
- Des attestations relatives à la conformité de la dépense à la convention et la fourniture des livrables ou toute pièce probante de l'achèvement du projet ;
- D'un état de coûts ou d'une liste de factures permettant de justifier et d'identifier les natures de dépense et la période de prise en charge de ces dépenses. Cette liste ou cet état de coûts est signé par le représentant du Porteur de projet qui atteste que l'état comporte exclusivement des dépenses correspondant au Projet qui a fait l'objet de la convention pluriannuelle et qui sont éligibles aux subventions du programme d'investissement d'avenir dans les conditions définies par la convention modifiée entre l'Etat et l'ANRU du 10/12/2014, sous peine d'encourir les sanctions qui y sont prévues ;
- D'une fiche de calcul de la subvention justifiée au solde, sur la base des dépenses éligibles réellement effectuées, attestant que la participation du programme n'excède pas 50% du coût définitif du projet. Ce document est signé par le porteur de projet et l'ordonnateur.

Le montant à payer au solde, reporté dans la fiche de demande de paiement, est égal à la différence entre la subvention totale justifiée au solde et les versements d'acomptes préalablement effectués.

L'ordonnateur principal vérifie la recevabilité de la demande, en faisant si nécessaire vérifier l'achèvement et la conformité des actions et livrables du projet, et contrôle l'exactitude des calculs de liquidation qui lui sont présentés. Il certifie le service fait, ordonnance la dépense et transmet à l'agent comptable de l'ANRU la fiche de demande de paiement et la fiche de calcul de la subvention justifiée au solde qu'il a préalablement visées.

Dans le cas où le montant de la subvention justifié au solde serait inférieur aux montants déjà payés, l'ordonnateur principal adresse à l'agent comptable de l'ANRU un titre de recette afin de procéder au recouvrement du trop-perçu.

#### **Article VI.8. Contrôles postérieurs au paiement**

L'ANRU peut programmer des contrôles, auprès du Porteur de projet. Ces contrôles peuvent porter sur des vérifications physiques et administratives exhaustives, ou sur un échantillon d'actions ou livrables du Projet, notamment des pièces justifiant des moyens mobilisés et valorisés dans le coût prévisionnel du projet.

#### **Article VI.9. Remboursement de la subvention**

L'ANRU peut prononcer la résiliation pour faute de la convention et ordonner le reversement total ou partiel de la Subvention PIA en cas de manquement grave et répété du bénéficiaire de la

Subvention et notamment s'il est constaté que l'objet de la Subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation, ou encore que la subvention octroyée excède 50% du coût du projet.

En cas d'abandon du Projet, l'ensemble des sommes versées par l'ANRU au titre du Projet lui sont reversées.

## ANNEXE N°1 – FORMULAIRE D'ACCORD DE GROUPEMENT

### ACCORD DE GROUPEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME « PROJETS INNOVANTS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE »

*En cas d'organisation partenariale, le présent formulaire d'accord unique est renseigné et signé collectivement par l'ensemble des membres du groupement. Il liste les actions exécutées au titre du projet par chaque membre du groupement.*

#### 1 - Objet du projet

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans le dossier de candidature à l'appel à projet)*

#### 2 - Identification des partenaires, membres du groupement et répartition des actions.

Dénomination sociale et adresse des partenaires, membres du groupement	Numéro SIRET	Actions exécutées au titre du projet	N° Action	Nom et prénom du signataire (*)

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne morale qu'il représente.



### 3 - Désignation du porteur de projet et habilitation

Les partenaires, membres du groupement, désignent, dans le cadre du projet susvisé, le représentant suivant :

- Dénomination sociale :
- Forme juridique :
- Adresse :
- Numéro de SIRET
- Représenté par, fonction, dûment habilité à cet effet :

Les partenaires, membres du groupement :

- signent individuellement le présent accord
- habilitent le porteur de projet à signer la convention pluriannuelle attributive de l'aide conclue avec l'ANRU, opérateur chargé de la mise en œuvre du programme « Projets innovants en faveur de la jeunesse » dans le cadre de la convention modifiée du 10/12/2014 conclue avec l'Etat
- habilitent le porteur de projet à les représenter vis-à-vis de l'ANRU,
- autorisent le porteur de projet à recevoir les paiements de l'aide relevant de la convention pluriannuelle.

### 4 - Signature du porteur de projet et de chaque partenaire, membre du groupement.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.



**APPEL A PROJETS**

**POUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR**

**« PROJETS INNOVANTS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE »**

**(PROGRAMME 411)**

Date de lancement de l'appel à projets  
17/02/2015

Adresses de publication de l'appel à projets

<http://www.anru.fr>  
<http://investissement-avenir.gouvernement.fr>

## RESUME

Le présent appel à projets est lancé dans le cadre du programme 411 « Projets innovants en faveur de la jeunesse » du programme d'investissements d'avenir. L'ANRU est l'opérateur responsable de la mise en œuvre de ce programme en application de la convention du 10/12/2014 entre l'Etat et l'ANRU, parue au Journal officiel de la République du 11/12/2014<sup>1</sup> sous le numéro NOR : PRMI1426493X.

**Le programme 411 "Projets innovants en faveur de la jeunesse"** est doté de 59 millions d'euros de subventions pour un appel à projets destiné à **favoriser, sur un territoire donné, l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées. Celles-ci doivent** permettre de traiter les problématiques des jeunes de façon cohérente en évitant l'écueil d'une juxtaposition d'initiatives sectorielles non coordonnées.

Les impacts de ces projets en faveur de la jeunesse devront être rigoureusement évalués pendant leur mise en œuvre et *a posteriori*.

Dans une logique de lutte contre les inégalités et d'égalité des chances, les actions financées bénéficieront de manière prioritaire aux jeunes habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, des territoires ruraux isolés ou ultra-marins. Les porteurs de projets présenteront selon quelles modalités ils prévoient la prise en compte des trajectoires des jeunes les plus fragiles de leur territoire.

Il est attendu de ce programme une meilleure structuration territoriale d'offres intégrées en faveur de la jeunesse, à travers la mobilisation directe des publics concernés dans la reconfiguration de l'offre existante, et la mise en place d'initiatives nouvelles.

Les subventions attribuées dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA) interviendront dans tous les cas conjointement au financement au moins égal des partenaires publics et privés, collectivités territoriales, fonds, fondations, organisations professionnelles et entreprises soutenant le projet.

Un nombre limité de projets et de territoires de taille suffisante pour porter une ambition structurante sera retenu afin de concentrer les moyens du PIA et d'obtenir un impact aussi important que possible. Le cofinancement apporté au titre des investissements d'avenir peut porter sur une aide à l'investissement ou au fonctionnement, en fonction de la nature des projets, dans l'objectif de créer l'effet levier recherché par le PIA.

Cet appel à projets est ouvert jusqu'au 30 juin 2016.

Le comité de pilotage chargé d'instruire les premières candidatures se réunira en juin 2015.

---

<sup>1</sup> Le Directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative est le responsable du programme 411 correspondant, créé par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances, au sein de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». L'ANRU est l'opérateur désigné pour la mise en œuvre de ce programme. Elle mène cette mission pour le compte de l'Etat, en lien avec les ministères signataires, sous le pilotage du Commissariat Général à l'Investissement (CGI).

## CALENDRIER ET PROCEDURE DE SOUMISSION

<b>Dossier de réponse</b>	A compter de la publication au journal officiel de l'arrêté d'approbation de l'appel à projets, le porteur de projet intervenant au nom d'un regroupement d'organisations publiques et privées télécharge le règlement général et financier, la convention type et la fiche de synthèse attendue, sur les sites dédiés : <a href="http://www.anru.fr">http://www.anru.fr</a> et <a href="http://investissement-avenir.gouvernement.fr">http://investissement-avenir.gouvernement.fr</a> .
<b>Examen du dossier</b>	Le dossier de candidature est constitué d'un dossier de réponse (y compris la fiche de synthèse attendue) et de l'ensemble des annexes listées. (cf. annexes du présent appel à projets). L'ensemble des documents est transmis par voie électronique dans des formats accessibles aux logiciels courants de bureautique. L'ANRU étudie les conditions d'éligibilité des candidatures et notifie dans un délai de deux semaines la décision au candidat. Seuls les projets éligibles seront examinés par le jury. Les dossiers éligibles sont transmis pour instruction à un jury d'experts chargé d'analyser sur le fonds les dossiers et de proposer une liste de projets sélectionnables au comité de pilotage. (dont les membres ne peuvent en même temps être candidats).
<b>Calendrier des sessions de sélection</b>	Dates limites pour le dépôt de dossiers complets : <i>Session 1 : 15 mai 2015</i> <i>Session 2 : 15 septembre 2015</i> <i>Session 3 : 15 janvier 2016</i>
<b>Notification de la décision finale</b>	La notification de la décision finale du comité intervient dans un délai de 2 mois à compter de la date butoir de réception de la candidature complète. Après examen, les dossiers retenus sont soumis, avec l'avis du CGI, à l'approbation du Premier ministre. Les décisions sont notifiées par l'ANRU aux candidats.
<b>Etablissement d'une convention avec le bénéficiaire</b>	Mise en place d'une convention entre l'ANRU et le bénéficiaire retenu dans un délai 3 mois après notification de la décision de financement par le Premier Ministre.

Le dossier est à adresser à l'ANRU à l'adresse suivante : [jeunesse@anru.fr](mailto:jeunesse@anru.fr)

Contact : Alice HADEY, chargée de mission au sein du Pôle PIA, mël : [ahadey@anru.fr](mailto:ahadey@anru.fr) ou [jeunesse@anru.fr](mailto:jeunesse@anru.fr)

## SOMMAIRE

1	Contexte et objectifs de l'appel à projets .....	5
2	Nature des projets attendus .....	7
2.1	Nature des porteurs de projets .....	7
2.2	Thématiques cibles des projets .....	7
2.3	Budget du projet et exigences de cofinancements .....	8
2.4	Nature des subventions de l'Etat .....	8
2.5	Encadrement communautaire .....	8
3	Informations demandées au sujet des projets .....	9
3.1	Gouvernance générale du projet .....	9
3.2	Contenu et organisation du projet .....	9
3.3	Dossier financier .....	10
4	Processus de sélection .....	10
4.1	Processus, calendrier et étapes de sélection .....	11
4.2	Critères d'éligibilité des projets .....	12
4.3	Critères de sélection des projets .....	13
5	Processus contractuel et budgétaire .....	14
5.1	Contractualisation .....	14
5.2	Règles de gestion des sommes allouées .....	15
5.3	Etapes d'allocation des fonds après sélection .....	15
6	Evaluation des projets et reporting .....	15
6.1	Evaluation du projet .....	15
6.1.1	Evaluation au fil du projet .....	15
6.1.2	Evaluation a posteriori du projet au titre du programme .....	15
6.2	Reporting .....	15
7	Annexes .....	16

# 1 Contexte et objectifs de l'appel à projets

---

La mise en œuvre de politiques de jeunesse globales et transversales sur les territoires reste aujourd'hui difficile à réaliser.

Avec pour objectif de susciter et soutenir l'innovation et l'investissement pour l'avenir, 15 à 20 projets, visant l'élaboration de politiques de jeunesse intégrées et globales seront financés. Ces projets, donnant lieu à une évaluation pendant leur mise en œuvre ainsi *qu'a posteriori*, seront de nature à fournir à l'ensemble des acteurs et professionnels de la jeunesse des éléments pertinents pour la poursuite de leurs propres travaux.

L'ambition du programme est d'amorcer de nouveaux projets en proposant des partenariats innovants, d'envergure, entre acteurs publics et privés, garants de l'effet levier attendu au titre des Investissements d'Avenir et de la pérennité des investissements consentis.

Les projets financés par le biais du présent appel à projets favoriseront l'émergence et la structuration de politiques de jeunesse intégrées qui permettent d'aborder de façon globale et cohérente à l'échelle d'un territoire identifié, les problématiques d'éducation, de culture, de sport, de santé, de citoyenneté, de mobilité, d'engagement, de formation et d'accès des jeunes à l'emploi.

Le déploiement et la coordination au niveau territorial de tel projets innovants en faveur de la jeunesse supposent un pilotage local de qualité, assuré par un chef de file en capacité de fédérer et de décloisonner les interventions des partenaires impliqués, publics et privés.

Il s'agit d'inciter les collectivités locales, partenaires sociaux, entreprises, mouvements associatifs, organisations de jeunes et de jeunesse et services de l'État, à concevoir des projets innovants ambitieux et partenariaux, en cohérence avec les programmes existants. La logique d'innovation et de transformation des pratiques doit prévaloir au travers, notamment du rapprochement d'acteurs de natures différentes et en particulier, de la participation accrue du monde économique.

L'intervention du Programme d'investissements d'avenir (PIA) constitue un effet levier pour un nombre restreint de projets auxquels il est donné, par cette impulsion décisive, l'occasion de :

- changer d'échelle,
- accroître le bénéfice à un nombre significatif de jeunes,
- amorcer un processus dont les acteurs opérationnels assureront, *in fine*, le financement pérenne.

L'originalité de ces projets et le caractère innovant des partenariats proposés doivent prévenir toute logique de substitution à des financements de droit commun et, à l'inverse, promouvoir une articulation intelligente avec les dispositifs existants, en faveur de la jeunesse. Par conséquent, il est rappelé que les investissements d'avenir n'ont pas pour objet de se substituer aux politiques courantes de l'Etat et des collectivités territoriales en la matière mais qu'ils interviennent dans un cadre exceptionnel pour susciter des initiatives innovantes destinées à tous les publics, notamment en direction des publics défavorisés.

Le programme d'investissement d'avenir ne soutiendra donc, dans le cadre de cet appel à projet, que le développement d'initiatives exemplaires ayant un fort impact, tant sur l'évolution des approches que sur la structuration des acteurs œuvrant à la mise en œuvre d'actions intégrées répondant aux besoins spécifiques des différentes tranches d'âges des 13-30 ans, à l'échelle d'un territoire donné.

L'appel à projet poursuit les objectifs stratégiques suivants :

- améliorer la cohérence, la complémentarité et la lisibilité des offres destinées à la jeunesse, pour la simplifier, à l'échelle de territoires pertinents ;
- favoriser le développement d'offres innovantes et structurées, répondant aux besoins des jeunes ;
- susciter des offres prenant en compte :
  - les besoins et les problématiques propres à chaque tranche d'âge chez les 13-30 ans,
  - la particularité des trajectoires des jeunes (temporalité des apprentissages, de l'orientation, facteurs et freins d'insertion, trajectoires des jeunes en temps de crise),
  - les problématiques propres aux territoires ruraux isolés, aux territoires ultra-marins et aux territoires urbains.

Les candidats peuvent également proposer d'autres axes d'intervention complémentaires qui correspondent aux besoins particuliers des publics jeunes des territoires considérés.

Pour répondre à ces enjeux, en termes de gouvernance partagée et de méthodologie de projet, les initiatives proposées :

- sont définies au moins à l'échelle d'un territoire ou de plusieurs territoires mis en réseau (agglomération, intercommunalité, département, région, bassin de vie) pertinent pour répondre aux besoins des jeunes ciblés (entre 13 et 30 ans) ;
- résultent de coopérations existantes ou originales qui donnent lieu à la création d'une entité juridique dédiée, qui fédère les acteurs mobilisés, notamment pour répondre à l'appel à projets. Les porteurs de projets pourront, à titre exceptionnel, justifier d'une organisation partenariale basée sur un accord de groupement (cf. annexe 4). Dans cette hypothèse, le porteur de projet agit en tant que chef de file sur la base de l'accord de groupement conclu avec ses partenaires. Il reste seul responsable de la mise en œuvre du projet : mise en place et formalisation de la collaboration entre les partenaires au projet, coordination du projet, tenue des comités de pilotage, production des livrables du projet et communication des résultats.
- rassemblent une pluralité de partenaires publics et privés concourant chacun pour leur part au fonctionnement de la structure dédiée ou du groupement et au financement des actions mises en œuvre et à développer (contributions en nature (mise à disposition de personnel(s), matériel,...) et sous forme d'apport financier ; elles devront faire l'objet d'engagements contractuels sur la durée du projet) ;
- présentent un projet de politique jeunesse co-construit par les partenaires locaux avec les organisations de jeunes et de jeunesse ;
- s'appuient sur une analyse et une connaissance précises des besoins en matière de politique de jeunesse pour proposer un projet composé d'actions cohérentes et dans une logique de continuité et déclinées en plusieurs axes afin de répondre aux priorités territoriales des publics ciblés (une attention particulière sera portée aux propositions intégrant les modalités de redéploiement de dispositifs et d'actions antérieurement développés et déjà existants).

**Les subventions attribuées dans le cadre du PIA interviennent conjointement au financement au moins égal avec des partenaires publics et privés, collectivités territoriales, fonds, fondations, organisations professionnelles et entreprises soutenant le projet.**

**Les subventions accordées, constituant un effet levier, n'ont pas vocation à financer du fonctionnement récurrent, ni ne peuvent être renouvelés au titre des crédits d'Investissements d'Avenir, à l'issue de la convention.**

**Ces subventions n'ont pas vocation à se substituer à des financements de droit commun.**

**Aucune avance de subvention n'est accordée.**

## **2 Nature des projets attendus**

---

### **2.1 Nature des porteurs de projets**

**L'appel à projets** encourage le renforcement des coopérations existantes et la création de coopérations originales entre les acteurs publics et privés accompagnant les jeunes au travers d'activités d'éducation, de culture, de sport, de santé, de citoyenneté, de mobilité, d'engagement, de formation et d'insertion.

**Une structure partenariale dédiée**, existante ou nouvellement créée, doit fédérer les acteurs mobilisés, notamment pour répondre à l'appel à projets. Elle dispose de la personnalité juridique, permettant la prise de décision et le suivi financier des moyens alloués.

De manière subsidiaire, une organisation partenariale basée sur un accord de groupement peut être mise en place avec la désignation des membres et d'un mandataire chef de file clairement identifiés dans l'accord de groupement et la convention pluriannuelle (SIRET, adresse, statut,...). Le chef de file, porteur de projet, reste le seul responsable de la mise en œuvre du projet : mise en place et formalisation de la collaboration entre les partenaires au projet, coordination du projet, tenue des comités de pilotage, production des livrables du projet et communication des résultats.

**Le porteur de projet** est une **personne morale**, juridiquement identifiée. Il est responsable de l'exécution du projet et justifie de son avancement, des dépenses réalisées dans ce cadre et reçoit la subvention.

### **2.2 Thématiques cibles des projets**

Les politiques publiques de jeunesse se caractérisent encore souvent par une approche sectorielle et une spécialisation accrue des acteurs qui produisent des cloisonnements qui entrent en contradiction avec le caractère multidimensionnel des problèmes à traiter, et notamment le besoin de réponses globales, cohérentes et rapides aux situations de la jeunesse sur les territoires. Dans ce sens, il est demandé aux porteurs de projets de privilégier une approche de la jeunesse au travers de parcours se traduisant par un continuum et une cohérence dans les actions proposées.

Les projets retenus sont **multithématiques**. Ils traitent donc de plusieurs des thèmes suivants:

- développer une offre éducative, culturelle, sportive, et les opportunités pour les jeunes de s'engager (renforcer la culture de l'initiative et de la responsabilité chez les jeunes),



- informer, orienter et accompagner les jeunes, pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle dans un objectif de réduction des inégalités,
- accompagner et structurer des parcours éducatifs pour prévenir le décrochage scolaire ou universitaire,
- améliorer l'employabilité des jeunes et développer des partenariats avec les entreprises (renforcer le rapprochement des jeunes avec les entreprises ainsi que leur culture de l'entrepreneuriat, en articulation avec les moyens qu'y consacre déjà le PIA).

### **2.3 Budget du projet et exigences de cofinancements**

Dans le cadre de la candidature, le porteur de projet propose un budget équilibré en dépenses et en recettes.

**Les recettes doivent être constituées d'une part minimale de cofinancement de 50% du budget total. Cette part de cofinancement doit elle-même être constituée d'au moins 50% d'apports en numéraire.**

La part restante peut être constituée de contributions en nature (mise à disposition de personnels, de locaux, ...). Ces contributions non-numéraires devront être clairement déterminées et justifiées dès le dépôt de la candidature. Elles feront ensuite l'objet de justifications et d'un suivi spécifique, tout au long de la mise en œuvre du projet.

L'assiette de subvention est établie exclusivement sur la base des dépenses réalisées et justifiées pour la réalisation du projet.

Afin de garantir la portée structurante des actions sélectionnées, le budget global minimal attendu sur la durée du projet, s'élève à **2 millions d'euros**.

### **2.4 Nature des subventions de l'Etat**

Les subventions accordées, constituant un effet levier, n'ont pas vocation à financer du fonctionnement récurrent, ni ne pourront être renouvelées au titre des crédits d'Investissements d'Avenir, à l'issue de la convention. Ces subventions n'ont pas vocation à se substituer à des financements de droit commun.

Les financements consentis au titre du Programme constituent une subvention versée sur justification des dépenses réalisées dans le cadre du projet conventionné.

**Le dispositif n'autorise aucun versement d'avance.**

### **2.5 Encadrement communautaire**

La convention entre l'ANRU et le porteur de projet est conclue dans le respect des articles 106, 107, et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) relatifs aux aides d'Etat.

Conformément à la décision de la Commission Européenne (CE) du 20 décembre 2011 n°2012/21/UE relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2 du TFUE, le dispositif de subvention correspond à une compensation de service public, assimilable à une aide d'Etat attribuée à un Service d'Intérêt Economique Général (SIEG). Cette aide est compatible avec la réglementation européenne car elle bénéficie d'une exemption de notification à la CE du fait de son montant inférieur à 15 Millions d'€

### 3 Informations demandées au sujet des projets

---

Dans le cadre d'un dépôt de candidature et en vue de son instruction, les informations suivantes seront apportées dans le cadre du dossier de candidature et de la fiche de synthèse figurant en **Annexe 3**.

#### 3.1 Gouvernance générale du projet

Conformément aux dispositions énoncées au 2.1, la candidature détaille le mode de gouvernance envisagé entre les différents partenaires ainsi que le cadre juridique formalisant le groupement sur la base de l'accord de groupement (cf. annexe 4).

La description des différentes instances et de leurs rôles respectifs est complétée par des CV ou fiches de postes. Une attention particulière sera portée à la bonne adéquation des ressources humaines et financières affectées au pilotage du projet ainsi qu'à sa gestion administrative et financière, avec l'ambition du projet.

En outre, dans une logique d'évaluation, de recherche et de capitalisation, le porteur de projet doit associer au sein de la structure juridique un laboratoire universitaire ou une organisation en capacité de :

- documenter les différentes étapes de mise en œuvre du projet en matière de modalités de gouvernance, de transformation de l'action publique, de co-construction, de mise en œuvre des actions, de process de décision, de parcours des jeunes, de participation des jeunes,
- optimiser la mise en œuvre de son projet, en s'appuyant notamment sur un corpus théorique et/ou sur des benchmark,
- produire des éléments de capitalisation, libres de droit.

Cette dimension de recherche/action doit donner lieu à la production de livrables annuels communiqués aux financeurs et libres de droits en vue d'une large diffusion des ressources ainsi réalisées notamment entre les différents porteurs de projet.

#### 3.2 Contenu et organisation du projet

La candidature précise **les différentes thématiques cibles** (détaillées en 2.2.) du projet en lien avec les objectifs du Programme.

Elle propose à **l'échelle d'un territoire** cohérent (correspondant au minimum à une agglomération ou une intercommunalité plus large) ou de plusieurs territoires mis en réseau une politique de jeunesse intégrée mise en œuvre par un ensemble d'acteurs réunis au sein d'une structure dédiée ou d'un groupement.

Sur la base d'une orientation stratégique clairement affirmée, le projet est structuré autour d'objectifs opérationnels déclinés en axes ou en phases eux-mêmes constitués d'actions sur une durée totale de 3 à 5 ans.

S'agissant du **plan d'actions du projet**, le déroulement du projet proposé doit distinguer deux phases :

- une première phase, qui s'appuie sur un diagnostic, permettant d'identifier des actions et ressources existantes sur le ou les territoire(s) concerné(s) et de les mobiliser dans le projet. Celle-ci doit favoriser la mise en synergie et la cohérence entre les actions considérées. Elle vise explicitement la simplification de l'offre destinée à la jeunesse sur le ou les territoire(s) concerné(s). Une attention particulière sera portée aux moyens dédiés à l'ingénierie territoriale,
- une deuxième phase présente les actions complémentaires et prévisionnelles à développer sur 3 à 5 ans et permettant d'apporter une réponse territoriale globale aux difficultés identifiées.

Le plan d'actions proposé fait clairement apparaître des jalons décisionnels et des points d'étapes, devant se traduire, le cas échéant, par des ajustements opérationnels.

Le rôle des différents acteurs et leur implication à chacune des étapes sont également précisés.

La candidature détaille le ***dispositif continu d'évaluation*** prévu pour le projet.

En fonction des thématiques d'intervention retenues, l'expertise des services de l'Etat (Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) en matière de politiques de jeunesse, des Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) en matière de politiques de l'emploi et des Rectorats en matière de politique d'éducation) devra être mobilisée. Dans un objectif de simplification des politiques publiques, ces services de l'Etat devront être associés à la structure de gouvernance du projet.

### **3.3 Dossier financier**

Conformément aux dispositions énoncées en 2.3 et 2.4, les financements consentis au titre du Programme constituent une subvention versée sur justification des dépenses réalisées au titre du projet conventionné.

La candidature intègre une présentation des éléments suivants :

- un budget prévisionnel détaillant, sous forme de tableaux, les dépenses et les recettes du projet (pour chacune des deux phases – cf. 3.2) en identifiant les partenaires au projet ;
- l'identification et la quantification des risques financiers relatifs au projet

## **4 Processus de sélection**

---

Conformément aux principes édictés par la convention du 10/12/2014, l'instruction des dossiers est conduite dans le cadre d'une procédure coordonnée par le CGI.

Afin de sélectionner les meilleurs projets répondant aux objectifs de l'action financée au titre des investissements d'avenir, l'ANRU organise un appel à projets avec dépôt d'un dossier de candidature.

L'ANRU est en charge de la gestion de l'appel à projets.

#### 4.1 Processus, calendrier et étapes de sélection

La sélection des projets est organisée à l'occasion de sessions successives entre février 2015 et juin 2016. Les dossiers complets doivent être adressés par les porteurs de projet à l'ANRU avant l'une des échéances indiquées dans le calendrier (p. 3).

Selon la qualité des projets déposés et le nombre de projets retenus, il peut être clos sous réserve d'un préavis d'un mois rendu public sur le site de l'opérateur, après avis conforme du CGI.

A l'inverse, à l'issue d'un bilan des premières candidatures déposées et retenues en juin 2015, l'appel à projets pourra être précisé et réorienté, sur proposition du comité de pilotage en charge de la sélection des projets et après validation du CGI.

A la réception du dossier de candidature, l'ANRU s'engage à informer sous 15 jours le porteur de projet de l'éligibilité de son dossier ou, le cas échéant des raisons de sa non-éligibilité.

Les dossiers déclarés éligibles par l'ANRU sont transmis à un jury composé de personnalités qualifiées. Ce jury, mandaté par le comité de pilotage du programme « Projets Innovants en faveur de la jeunesse » (article 2.1.4 de la convention), sélectionne les projets les plus exemplaires qu'il soumet au comité de pilotage.

Le comité de pilotage instruit dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôts de dossiers complets les candidatures déclarées sélectionnables par le jury.

Le comité de pilotage est chargé de proposer au Premier Ministre une sélection des candidatures et les montants de financements correspondants après avis conforme du CGI. Pour ce faire, il analyse l'adéquation du dossier avec les objectifs et exigences définis au point 2. Il peut être fait appel à des expertises indépendantes de façon à éclairer ses décisions.

Les projets retenus font l'objet d'une convention pluriannuelle entre chaque bénéficiaire (porteur de projet) et l'ANRU dans un délai de 3 mois à compter de la décision d'engagement du Premier Ministre sous peine de caducité de cette dernière.

#### Condition d'envoi ou de remise des candidatures :

- **Transmission électronique :** dans une logique de gain de temps et de sécurité accrue, la transmission de la candidature complète par voie électronique est obligatoire à l'adresse suivante : [jeunesse@anru.fr](mailto:jeunesse@anru.fr).

Les documents envoyés utiliseront un des formats compatibles avec :

- PDF (Adobe Acrobat version XI ou antérieure)
- Doc (Word version 2010 ou antérieure)
- Xls (Excel version 2010 ou antérieure)
- Ppt (Power Point version 2010 ou antérieure)

Les documents n'utilisant pas un de ces formats seront rejetés et le dossier considéré, à ce titre, comme **inéligible**. L'utilisation des formats .exe et de Macros est également prohibée.

La date et l'heure de réception électronique des documents fait foi.

- **Transmission complémentaire sous forme d'un support papier** : une signature scannée étant dépourvue de valeur légale, le dépôt électronique d'une candidature doit être complété par l'envoi des documents originaux par pli recommandé avec accusé de réception ou être remis contre récépissé à l'adresse suivante **au plus tard 5 jours ouvrés après la date de clôture** :

ANRU  
Direction de la Stratégie et du Développement des Programmes  
Pôle Investissements d'Avenir  
69 bis, rue de Vaugirard  
75006 Paris

## 4.2 Critères d'éligibilité des projets

Sont éligibles les dossiers complets répondant à l'ensemble des critères suivants :

<b>1</b>	<b>Dimension multithématique et intégrée</b> (article 2.2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la proposition d'un projet multithématique, intégrant au moins deux des thématiques citées en 2.2.</li> <li>- la proposition d'une politique de jeunesse intégrée, évitant le cloisonnement des initiatives et contribuant à leur articulation.</li> </ul>
<b>2</b>	<b>Echelle du projet</b> (article 3.2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- une assise territoriale correspondant au minimum à une agglomération ou à une intercommunalité plus large.</li> </ul>
<b>3</b>	<b>Gouvernance partenariale</b> (articles 2.1 et 3.1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la gouvernance partenariale du projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>o l'association de différents acteurs publics (dont les collectivités), privés (de type associatif) et d'au moins un acteur économique ;</li> <li>o l'association des acteurs locaux des politiques de jeunesse dont les organisations de jeunes et de jeunesse.</li> </ul> </li> <li>- la création d'une structure juridique dédiée dotée de la personnalité morale regroupant les partenaires (Groupement d'Intérêt Public, Association loi 1901, etc.) ou la mise en place d'une organisation partenariale liant l'ensemble des partenaires du projet</li> <li>- l'identification d'une organisation en capacité de gérer le projet et de moyens pour l'évaluer et le valoriser notamment d'une équipe projet (management, compétences administratives, techniques, financières et comptables, capacité d'optimiser le programme et le coût global de l'opération).</li> </ul>
<b>4</b>	<b>Budget</b> (articles 2.3 et 2.4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la production d'un plan de financement décomposé en fonction des deux phases du projet.</li> <li>- un budget total au moins égal à 2 millions d'euros équilibré en dépenses et en recettes.</li> </ul>
<b>5</b>	<b>Plan d'actions</b> (article 3.2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'un plan d'actions pluriannuel, détaillé, structuré autour d'une ambition globale et décliné en axes et en actions.</li> <li>- la définition des modalités opérationnelles de conduite du projet.</li> </ul>
<b>6</b>	<b>Evaluation</b> (article 3.2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la présentation du dispositif d'évaluation prévu dans la durée, et les modalités de mises en œuvre permettant, le cas échéant, de réorienter le plan d'actions en fonction des résultats obtenus chaque année.</li> <li>- l'identification d'une méthodologie d'estimation des jeunes ciblés.</li> </ul>

La convention type et la fiche de synthèse du projet figurent en **annexes** du présent appel à projet.

### 4.3 Critères de sélection des projets

Les dossiers satisfaisant aux critères d'éligibilité sont expertisés par un jury selon les critères suivants (puis une liste des projets sélectionnables est ensuite soumise au comité de pilotage) :

<b>1</b>	<b>Dimension multithématique et intégrée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le caractère intégré des différentes dimensions thématiques et territoriales du projet.</li> <li>- le caractère innovant du projet tant dans l'articulation des actions existantes que dans le développement de nouvelles initiatives.</li> <li>- la poursuite d'un objectif de mise en cohérence dans une logique de simplification de l'offre destinée à la jeunesse sur le territoire concerné.</li> <li>- la poursuite d'un objectif de réduction des inégalités.</li> <li>- l'originalité du projet au regard du retour d'expérience issu de démarches similaires et ou complémentaires ; et son articulation aux dispositifs existants dans une logique de rationalisation.</li> </ul>
<b>2</b>	<b>Echelle du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'échelle et l'ampleur du projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>o le caractère structurant du projet pour le territoire ou les territoires mis en réseau concerné(s) et sa plus-value par rapport à l'existant ;</li> <li>o une couverture significative du ou des territoire(s) (ex : nombre de jeunes touchés / nombre de jeunes présents sur le territoire concerné par le projet).</li> </ul> </li> </ul>
<b>3</b>	<b>Gouvernance partenariale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la complémentarité des organismes fédérés pour mettre en œuvre le projet (sphères académique, publique, associative, économique, etc.).</li> <li>- le degré et la qualité d'implication et d'engagement de chaque partenaire au sein de la structure (ou du groupement) et du projet, visible à travers les accords formalisés ou en cours.</li> <li>- la participation des jeunes dans la conception et l'élaboration des projets et dans la gouvernance de la structure.</li> </ul>
<b>4</b>	<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'effet de levier des fonds sur les cofinancements publics et privés.</li> <li>- l'équilibre financier du projet, notamment en termes de budget de fonctionnement dans la durée.</li> </ul>
<b>5</b>	<b>Plan d'actions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la cohérence du plan d'actions proposé présentant distinctement les deux phases mentionnées en 3.2 et impliquant l'ensemble des partenaires de manière équilibrée.</li> </ul>
<b>6</b>	<b>Evaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de repérage, le ciblage et l'estimation quantitative de publics spécifiques et la prise en compte de leurs problématiques et usages.</li> <li>- un dispositif d'évaluation prévu sur la durée du projet concernant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>o la gouvernance ;</li> <li>o la co-construction avec les jeunes ;</li> <li>o l'impact des actions sur le public jeune.</li> </ul> </li> <li>- la valorisation du projet en termes de dissémination et de communication, garante de la lisibilité des investissements consentis.</li> </ul>
<b>7</b>	<b>Pérennité et transférabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la pérennité du projet au travers de la transférabilité et de la reproductibilité des actions menées.</li> <li>- la pérennité du projet, examinée au regard des engagements des partenaires (notamment financiers) et de la structure de gouvernance.</li> </ul>

## 5 Processus contractuel et budgétaire

---

### 5.1 Contractualisation

Pour chaque projet sélectionné, une convention pluriannuelle est passée entre l'ANRU et le porteur de projet.

Chaque convention est établie conformément au règlement général et financier du programme.

La convention est signée par le directeur général de l'ANRU, opérateur agissant pour le compte de l'Etat, le porteur de projets et, le cas échéant, l'ordonnateur délégué.

Cette convention précise notamment :

- le contenu du projet, dont les publics ciblés;
- le calendrier de réalisation ;
- la gouvernance et les modalités de pilotage du projet ;
- le montant maximum prévisionnel de la subvention et les modalités de cofinancement du projet ;
- le cas échéant, l'encadrement communautaire applicable ;
- le montant des phases et les critères de déclenchement de la seconde phase ;
- le cas échéant, la nature des partenariats et des engagements garantissant la pérennité du projet ;
- les cas et modalités de remboursement des subventions versées ;
- les modalités de restitution des données nécessaires au suivi et à l'évaluation des investissements ;
- les dispositifs d'évaluation ;
- les modalités de communication et de diffusion des actions et outils considérés.

Le porteur de projet met en place un tableau de bord comportant des indicateurs de suivi de l'avancement des projets et des résultats obtenus et le transmet trimestriellement à l'Opérateur.

Toute modification de la convention sollicitée par le bénéficiaire est soumise à l'avis du CGI après évaluation préalable du projet et de ses conditions de réalisation diligentée par l'ANRU. La convention est alors modifiée par avenant.

S'il s'avère, au regard des rapports transmis, que le bénéficiaire ne respecte pas les termes de ladite convention, l'ANRU pourra après avis du Comité et de pilotage et du CGI décider de la dénoncer et demander le remboursement des sommes déjà versées.

Les porteurs de projets s'engagent à respecter la politique de communication définie par le CGI. Les lauréats devront indiquer sur leurs documents de communication concernant le projet financé, la mention : « Lauréat des investissements d'avenir » accompagnée du logo « Investissement d'avenir ».

## **5.2 Règles de gestion des sommes allouées**

En vue de la mise en œuvre du dispositif décrit en 2.4, l'ANRU est ordonnateur principal.

Les préfets de régions peuvent être ordonnateurs délégués de l'ANRU pour les engagements financiers et paiements liés à l'exécution de chaque convention. Les paiements sont effectués par l'Agent Comptable de l'ANRU.

## **5.3 Etapes d'allocation des fonds après sélection**

Dans le cadre de chacune des deux phases, la subvention est versée au porteur de projet, par acompte sur justification des dépenses réalisées dans le cadre du projet conventionné. Le porteur de projet doit respecter le calendrier prévisionnel établi dans le cadre de la convention. S'il s'avère, après analyse et au regard des audits éventuellement menés que la subvention n'est pas utilisée conformément à la convention pluriannuelle, l'ANRU peut décider, après avis du CGI, de ne pas autoriser l'ouverture de la seconde phase, d'abandonner le projet, et de demander le remboursement des sommes déjà versées.

# **6 Evaluation des projets et reporting**

---

## **6.1 Evaluation du projet**

### **6.1.1 Evaluation au fil du projet**

Le dossier de candidature détaille le processus et les indicateurs d'évaluation et de suivi du projet.

Ces indicateurs sont repris dans la convention (5.1).

### **6.1.2 Evaluation a posteriori du projet au titre du programme**

L'évaluation *a posteriori* est au cœur de la démarche du programme d'investissements d'avenir.

A cette fin une évaluation économique et sociale du programme est mise en place par l'ANRU pour apprécier les effets de la politique publique menée, notamment l'impact des investissements consentis.

## **6.2 Reporting**

L'ANRU est responsable de la consolidation du reporting pour le CGI. Elle pourra demander à chaque bénéficiaire retenu tous les éléments d'information nécessaires à l'élaboration de ce suivi ; ces éléments pourront être complétés à la demande du Commissariat général à l'investissement, en charge d'un reporting global pour le programme d'investissements d'avenir.

Chaque bénéficiaire présente un bilan annuel de l'ensemble des activités réalisées au titre de du programme «Projets innovants en faveur de la jeunesse ». Un compte-rendu opérationnel et financier trimestriel est également transmis à l'ANRU.



## **7 Annexes**

---

**Annexe 1 : règlement général et financier du programme**

**Annexe 2 : convention type**

**Annexe 3 : fiche de synthèse du projet (*voir document joint*)**

**Annexe 4 : accord de groupement type**



Point au 21-09-2020

N° Projet	Nom projet	Nom porteur de projet	Date signature convention	Date fin convention	Date début Projet	Date fin Projet	Qualité du porteur de projet	Montant total Projet	Montant total PIA	% PIA
S1-04	Jeunes en TTTrans Transversalité, transitions, transformations	Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP)	16-11-2015	15-11-2021	01-01-2016	31-12-2020	Etablissement Pulic Scientifique Culturel et Professionnel (EPSCP)	3.664.606,00 €	1.783.555,00 €	48,67%
S2-02	De nouvelles opportunités pour les jeunes de Picardie Maritime : Devenir acteurs d'un projet de territoire fondé sur l'économie de proximité	Syndicat Mixte "Baie de Somme-Trois Vallées"	23-02-2016	22-02-2021	23-02-2016	30-06-2020	Syndicat Mixte	8.735.800,00 €	4.367.900,00 €	50,00%
S2-05	Les Jeunes s'en mêlent	Bocage Gâtine Jeunesse (BoGaJe)	23-03-2016	22-09-2021	01-04-2016	31-03-2021	Association	8.521.200,00 €	4.260.600,00 €	50,00%
S3-02	Vers un nouveau projet Jeunesse de territoire en Baie de Saint-Brieuc	Saint-Brieuc Armor Agglomération	26-07-2016	25-03-2022	01-09-2016	31-08-2021	EPCI	8.855.906,00 €	3.556.681,00 €	40,16%
S3-07	AJIR : Ardèche, Jeunesse, Innovation, Ruralité	Le Département de l'Ardèche	01-07-2016	31-12-2021	01-07-2016	30-06-2021	Département	11.839.036,00 €	5.919.102,00 €	50,00%
S3-10	Ynove	Ynove	06-07-2016	05-03-2022	06-07-2016	30-06-2021	Association	3.420.350,00 €	1.672.260,00 €	48,89%
S3-27	Projet innovant en faveur de la Jeunesse des Savanes	GIP Jeunesse Kourou	06-12-2016	05-06-2022	01-01-2017	31-12-2021	GIP	3.845.905,00 €	1.594.674,00 €	41,46%
S4-03	TERRADOR, La jeunesse pour avenir	Val de Garonne Agglomération	10-11-2016	09-05-2022	01-01-2017	31-12-2021	EPCI	6.647.320,00 €	3.257.621,00 €	49,01%
S4-04	Investir dans les jeunes de la Métropole Européenne de Lille	Métropole Européenne de Lille (MEL)	02-12-2016	01-12-2021	01-01-2017	31-03-2021	EPCI	13.714.394,00 €	5.709.641,00 €	41,63%
S4-06	Agir ensemble pour l'émancipation des jeunes	Ville de Nantes	07-11-2016	06-07-2022	01-01-2017	31-12-2021	Ville	10.127.000,00 €	4.539.000,00 €	44,82%
S4-08	AMBITION TERRITORIALE : Un projet partagé pour la jeunesse	Communauté d'agglomération du Grand Verdun	10-11-2016	09-05-2022	01-01-2021	31-12-2021	EPCI	3.352.134,00 €	1.323.312,00 €	39,48%
S4-09	ACCROCHE ACTIVE ! Pour une jeunesse mobilisée et actrice de son avenir	Valenciennes Métropole	12-12-2016	11-06-2022	01-01-2017	31-12-2021	EPCI	3.821.340,00 €	1.910.670,00 €	50,00%
S4-10	Pôles Territoriaux de Coopération Jeunesse (Bordeaux)	Convergence Habitat Jeunes	10-03-2017	09-09-2022	01-03-2017	31-12-2021	Groupement de Coopération Social et Médico-social	4.659.265,00 €	2.000.000,00 €	42,93%
S4-15	PRODIJ	Pôle Réunionnais Organisation Développement Innovation Jeunesse (PRODIJ)	01-12-2016	30-11-2021	01-12-2016	31-12-2020	Association	9.784.020,00 €	4.602.000,00 €	47,04%
S4-17	Impact Jeunes - Réponse collective Marseille/13	Fondation des Apprentis d'Auteuil	07-11-2016	06-11-2020	07-11-2016	29-02-2020	Fondation	3.954.000,00 €	1.976.100,00 €	49,98%
S4-23	Terres d'envol pour la jeunesse	EPT Paris Terres d'Envol	10-11-2016	09-05-2022	01-01-2017	31-12-2021	EPCI	7.502.093,00 €	3.749.925,00 €	49,99%
								112.444.369,00 €	52.223.041,00 €	46,44%

Programme d'investissements d'avenir « Projets Innovants en faveur de la Jeunesse » (Programme 411)



CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE AU  
PROJET [A COMPLETER]  
N° XX

## SOMMAIRE

Article 1.	Objet de la Convention .....	4
Article 2.	Définitions .....	5
Article 3.	Entrée en vigueur, durée et fin de la Convention .....	6
Article 4.	Contenu du Projet .....	6
Article 5.	Engagements financiers des signataires.....	6
Article 6.	Processus de suivi de l'exécution du Projet et modalités de compte rendu.....	7
Article 7.	Modalités des missions d'audit.....	9
Article 8.	Modalités d'évaluation .....	9
Article 9.	Paievements.....	10
Article 10.	Avenant.....	12
Article 11.	Conséquences du non-respect des engagements.....	12
Article 12.	Remboursement de la subvention .....	13
Article 13.	Résiliation.....	13
Article 14.	Communication et retour d'expériences .....	13
Article 15.	Traitement des litiges.....	13

CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE  
AU PROJET [A COMPLETER]

ENTRE

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, ci-après dénommée l'ANRU, opérateur agissant au nom et pour le compte de l'Etat, représentée par son Directeur Général,

ET

[À compléter], ci-après dénommé le Porteur de projet,

- Dénomination sociale :
- Forme juridique :
- Adresse :
- Numéro de SIRET
- Représenté par, fonction, dûment habilité à cet effet :

Lorsque le porteur de projet agit en tant que chef de file sur la base de l'accord de groupement conclu avec ses partenaires, cet accord figure en annexe n°6 à la présente convention. Il comporte expressément l'identification du/des partenaire(s) du Porteur de projet.

Ensemble dénommé les « Parties », individuellement une « Partie ».

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Comité interministériel de la jeunesse a rappelé, en 2013 et en 2014, les enjeux des politiques publiques en faveur des jeunes : prendre en compte la particularité des trajectoires des jeunes en temps de crise, répondre aux difficultés rencontrées par ceux-ci dans leurs parcours scolaires et d'insertion professionnelle, en tenant compte des répercussions que ces difficultés peuvent avoir sur leur accès à l'autonomie, leurs conditions de vie, leur bien-être et leur logement, leurs pratiques culturelles et leurs engagements.

La priorité donnée à la jeunesse, formalisée en 2013 par un plan d'actions, se décline dans toutes les politiques mises en œuvre par le Gouvernement, qu'il s'agisse du pacte de compétitivité ou du plan contre la pauvreté et l'inclusion sociale.

En complément de ces interventions, le Gouvernement a également souhaité traduire la priorité accordée à la jeunesse, au sein du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) piloté par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI). Il a vocation à amorcer de nouveaux projets en proposant des partenariats innovants, à grande échelle, entre acteurs publics et privés.

En effet, malgré la mobilisation des pouvoirs publics dans chacun des domaines précités, on constate un accroissement des inégalités sociales et éducatives entre les jeunes.

Le programme a, par conséquent, retenu un objectif structurant, issu du plan « priorité jeunesse » : favoriser par le biais d'un appel à projets l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées, qui permettent de traiter les problématiques des jeunes de façon globale et cohérente à l'échelle d'un territoire, en évitant l'écueil d'une juxtaposition d'initiatives sectorielles non harmonisées.

La territorialisation des politiques de jeunesse suppose un pilotage local de qualité, assuré par un chef de file en capacité de fédérer et de décloisonner les interventions des partenaires impliqués, publics et privés.

Il s'agit d'inciter les collectivités locales, partenaires sociaux, entreprises, mouvements associatifs, organisations de jeunes et services de l'État, à concevoir, avec les jeunes, des politiques de jeunesse ambitieuses et partenariales, en cohérence avec les programmes existants.

Les financements attribués dans le cadre du PIA interviendront dans tous les cas conjointement à la participation au moins égale des partenaires publics et privés, collectivités territoriales, fonds, fondations, organisations professionnelles et entreprises soutenant le projet.

La mise en œuvre du programme « Projets innovants en faveur de la jeunesse » est encadrée par :

- la convention du 10 décembre 2014 modifiée entre l'Etat et l'ANRU relative au programme d'investissements d'avenir (action : « projets innovants en faveur de la jeunesse »), publiée au *Journal officiel* de la République française du 11 décembre 2014 sous le numéro NOR : PRMI1426493X. (ci-après la « convention entre l'Etat et l'ANRU ») ;
- le Règlement Général et Financier de l'action « Projets Innovants en faveur de la Jeunesse » approuvé par le comité de pilotage du programme du 15 juin 2016 (ci-après le « RGF »).

**Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :**

## **Article 1. Objet de la Convention**

La Convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'ANRU participe au financement du Projet [à compléter], qualifié de service d'intérêt économique général au sens de la réglementation européenne (SIEG), en respect de la décision du Premier ministre en date du [à compléter] (annexe n°4 : lettre de notification du Directeur Général de l'ANRU), suite à l'examen du comité de pilotage du [date à compléter].

Le Porteur de projet s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le Projet comportant les missions de service public suivantes : [sélectionner ce qui est pertinent pour chaque Projet / et tout autre thématique retenue par le porteur de projet compte tenu des spécificités du territoire]

-développement d'une offre éducative, culturelle, sportive et d'engagements (renforcement de la culture de l'initiative et de la responsabilité chez les jeunes) ;

-information, orientation et accompagnement des jeunes, pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle ;

-accompagnement et structuration de parcours éducatifs pour prévenir le décrochage scolaire ou universitaire ;

-employabilité des jeunes et développement de partenariat avec les entreprises (culture de l'entrepreneuriat à renforcer)

-développement d'initiative en matière d'engagement, c'est-à-dire d'actions socialement innovantes portées bénévolement par des individus, des associations ou des fondations, au service de défis nouveaux de notre société auxquels les modes d'intervention classiques de la puissance publique ne suffisent pas à répondre.

[Description synthétique du projet, nature, thématiques-cibles du projet (RGF art.III.3.8), identification de la structure porteuse (ou le cas échéant du chef de file dans le cas d'un accord de groupement) et des partenaires de mise en œuvre du projet, territoire(s) concerné(s)]

Le Projet sur le fondement duquel ont été déterminées les conditions de participation financière de l'ANRU, est défini en annexe n°1.

## Article 2. Définitions

Les mots ou expressions commençant par une majuscule, inclus dans le préambule et le corps de la Convention ont le sens qui est indiqué ci-dessous :

- le terme « **Convention** » désigne la présente convention.
- le terme « **Projet** » désigne un ensemble d’actions et de prestations, qui, en considération de leur objet, des procédés techniques utilisés ou de leur financement ne peuvent être dissociés et que le Porteur de projet a décidé d’exécuter dans une même période de temps et pour un objet donné.
- le terme « **Phase** » désigne un ensemble d’actions et de livrables qui constituent une tranche fonctionnelle du Projet, ensemble cohérent et de nature à être livré ou exécuté sans adjonction d’autres actions.
- le terme « **Porteur de projet** » désigne l’entité, dotée de la personnalité morale, responsable de la mise en œuvre du Projet. Le Porteur de projet est représenté par une personne physique habilitée. Le Porteur de projet, interlocuteur privilégié de l’ANRU, signe la convention pluriannuelle attributive de l’aide de l’ANRU. Il est responsable de l’exécution du Projet et justifie de son avancement, des dépenses réalisées dans ce cadre et reçoit la subvention. Dans une organisation partenariale engageant différentes entités, il agit en tant que chef de file sur la base de l’**Accord de groupement** avec ses Partenaires. En tout état de cause, le Porteur de projet reste seul responsable de la mise en œuvre du Projet : mise en place et formalisation de la collaboration entre les Partenaires au Projet, coordination du Projet, tenue des comités de pilotage, production des livrables du Projet et communication des résultats.
- le terme « **Partenaire** » désigne une entité, dotée de la personnalité morale, participant à la réalisation du Projet, et membre du groupement constitué avec le Porteur de projet. Le Partenaire est lié au Porteur de projet par un **Accord de groupement**.
- Le terme « **Accord de groupement** » correspond à la formalisation de l’habilitation du Porteur de projet par son/ses Partenaire(s), dans le cas où le Projet est réalisé par plusieurs entités dans le cadre d’une organisation partenariale. Dans cette hypothèse, l’obligation est faite au(x) Partenaire(s) du Projet de conclure un accord formel qui habilite le Porteur de projet à les représenter dans le cadre du Projet et à agir comme mandataire et chef de file du groupement.

Le formulaire d’accord unique est renseigné et signé collectivement par l’ensemble des membres du groupement. Il liste les actions de chaque entité partenaire. Ce document est produit en annexe n°6.
- le terme « **Subvention PIA** » désigne le montant d’aide allouée au projet au titre du programme.
- Le terme « **Service d’Intérêt Economique Général (SIEG)** » désigne « les activités économiques remplissant des missions d’intérêt général qui ne seraient pas exécutées (ou qui seraient exécutées à des conditions différentes en termes de qualité, de sécurité, d’accessibilité, d’égalité de traitement ou d’accès universel) par le marché en l’absence d’une intervention de l’Etat »<sup>1</sup>. . Trois critères permettent de qualifier une activité de SIEG :
  - Une activité à caractère économique ;
  - Une activité confiée à une entreprise par un acte exprès de la puissance publique ;
  - Une activité d’intérêt général.

---

<sup>1</sup> Guide relatif à la gestion des SIEG du 06/09/2013, p.10 et 12.

### **Article 3. Entrée en vigueur, durée et fin de la Convention**

La Convention entre en vigueur le jour de sa signature par les Parties, pour une durée de [à compléter] ans. La Convention prend fin à la date de paiement du solde, selon les modalités définies au titre VI du RGF, si cette date est antérieure à la date de fin prévue.

L'échéancier de réalisation du Projet, est le suivant :

- a) commencement du Projet (qui correspond à la date d'engagement des dépenses éligibles) : [*le jour de la signature de la Convention*] ou [à la date du [à compléter]] ;
- b) fin d'exécution du Projet : au plus tard le [à compléter] (qui correspond à la date de fin d'engagement des dépenses éligibles).

Ces deux dates encadrent la durée de réalisation opérationnelle et financière du Projet. Les dépenses affectées au Projet doivent être engagées durant cette période.

Le Porteur de projet s'engage sur cet échéancier et sur la fourniture des livrables avant le [à compléter].

L'échéancier prévisionnel des actions et la liste des livrables à fournir figurent en annexe n°3.

Le Projet doit être achevé avant la date de fin de la Convention, sauf prorogation accordée par un avenant conclu pendant la période de validité de la présente convention.

### **Article 4. Contenu du Projet**

Le Projet définit l'ensemble des actions physiques et des prestations intellectuelles concourant à sa mise en œuvre, que ce soit dans ses dispositions techniques ou opérationnelles.

Les dispositions du Projet sont détaillées :

- annexe n°1 « Description des actions du Projet », notamment la gouvernance dédiée à la mise en œuvre du Projet (Porteur de projet, éventuels Partenaires au groupement) et l'estimation du coût du Projet et son plan de financement.
- annexe n°3 « Synthèse des actions, des livrables et échéancier prévisionnel du Projet ».

### **Article 5. Engagements financiers des signataires**

Le montant maximum prévisionnel du Projet est estimé à [à compléter] euros.

L'obtention des financements autres que la subvention PIA prévue à la présente Convention relève de la seule responsabilité du Porteur de projet.

La subvention attribuée dans le cadre du PIA ne peut pas dépasser 50% du coût prévisionnel du Projet.

L'engagement financier de l'ANRU, au titre du PIA, est de [à compléter] euros, soit [à compléter] % du montant prévisionnel du Projet. Il s'entend comme un montant global maximal non actualisable et ne vaut que dans la limite de la réalité des dépenses éligibles réalisées.

Les subventions accordées portent sur une assiette exprimée en coût toutes taxes comprises (TTC). Lorsqu'une structure membre de l'accord de groupement bénéficie du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), l'ensemble de ses dépenses éligibles pour le projet est exprimée sur une base Hors Taxe. Tout autre structure membre de l'accord de groupement non éligible au FCTVA effectue le report de ses dépenses en TTC.

La nature des dépenses doit être conforme au RGF du programme et à l'annexe financière jointe en annexes n°1 et 3 à la présente Convention.

Les frais de structure, tels que précisés à l'article 9.e de la présente convention, sont pris en compte à hauteur de XX% des dépenses mentionnées en article 9.e.



Les frais de déplacements des personnels permanents ou temporaires affectés au projet, sont forfaitaires et sont plafonnés à un taux de **XX%** appliqué aux dépenses réelles et directes de personnel, conformément à l'article VI.2.2 du RGF de l'action, tel que précisé en article 9.f.

L'engagement de l'ANRU de financer le Projet à hauteur du montant maximum de la subvention PIA repose sur le présent engagement juridique. Le cas échéant, le Directeur Général de l'ANRU, ordonnateur principal de la dépense, met à disposition de l'ordonnateur délégué, les crédits afférents.

La décomposition en deux phases du Projet, et les montants de subvention, les actions et les livrables correspondants sont définis en annexe n°3.

Le montant de la Subvention PIA de l'ANRU pour chaque phase du Projet se décompose comme suit :

Phases	Période	Montant global prévisionnel de la phase	Subvention PIA maximale	Taux de subvention PIA
Phase 1				
Phase 2				
Total				

A titre indicatif, l'annexe n°2 présente la programmation trimestrielle prévisionnelle des paiements des acomptes et du solde.

Le Porteur de projet s'engage à réaliser le Projet dans le respect des objectifs du programme tel que décrit en annexe n°1. En cas de dépassement du coût du Projet, le Porteur de projet s'engage à prendre à sa charge les montants complémentaires.

Le Porteur de projet atteste par ailleurs que le montant total des compensations obtenues (Subvention PIA et autres financements publics) ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts du Projet.

## **Article 6.      Processus de suivi de l'exécution du Projet et modalités de compte rendu**

Le Projet se déploie en deux Phases, telles que définies à l'article 5 et précisées en annexe n°3. Ces Phases, qui regroupent un ensemble cohérent d'actions et de livrables sur une période circonscrite, constituent les tranches fonctionnelles du Projet.

### ***a.    Modalités de démarrage des Phases du Projet***

La signature de la présente Convention par les Parties vaut autorisation expresse du Directeur général de l'ANRU de démarrage de la première Phase du Projet.

Le démarrage de la seconde Phase est conditionné à la décision expresse du Directeur général de l'ANRU, en réponse à la demande écrite du Porteur de projet. Deux mois avant le démarrage de la seconde Phase, le Porteur de projet adresse au Directeur général de l'ANRU, par voie postale, une demande d'autorisation formelle de démarrage de Phase, accompagnée du rapport de fin de la première Phase, ainsi que des livrables qu'il est déjà en mesure de produire.

Les demandes d'acompte au titre de la Subvention PIA, telles que précisées à l'article 9, ne pourront toutefois advenir que sous réserve et qu'à compter de la notification d'autorisation définitive de démarrage de la seconde Phase par le Directeur général de l'ANRU.

### ***b.    Fin d'une phase***

En fin de Phase, le Porteur de projet doit dresser le bilan de la mise en œuvre de la Phase considérée, d'un double point de vue physique et financier.

- d'un point de vue physique : le rapport de fin de Phase réalise le bilan de la Phase achevée et propose une analyse des actions menées en rapport avec les objectifs visés par le Projet, au travers, notamment, du renseignement des indicateurs inscrits dans la convention. Il doit éclairer

les éventuels ajustements requis pour poursuivre et finaliser le Projet, au regard de la Phase terminée et des moyens qui y ont été consacrés. Ce rapport doit être accompagné des livrables encadrés contractuellement.

- d'un point de vue financier : l'état récapitulatif exhaustif des dépenses rattachées à la Phase.

### ***c. Modalités de suivi et de compte-rendu du Projet durant les Phases***

Les Parties, soucieuses d'une réalisation complète du Projet dans les délais sur lesquels elles se sont engagées, se fixent deux Phases, qui leur permettent de maîtriser l'évolution du Projet et de s'assurer de la mise en œuvre des actions.

Le Porteur de projet informe l'ANRU sans délai de toute difficulté de mise en œuvre du Projet et propose un plan d'actions pour y remédier.

Le Porteur de projet fournit à l'ANRU l'ensemble des données permettant l'évaluation de l'investissement suivant les modalités communiquées par l'ANRU.

Du fait des enjeux qu'ils sous-tendent, les engagements suivants feront l'objet d'une attention particulière :

- le respect du plan d'actions (thématiques-cibles, échelle du Projet) ;
- la gouvernance et l'organisation pour la mise en place du Projet ;
- le coût du Projet ;
- la volumétrie du public ciblé ;
- les délais de réalisation ;
- l'évaluation réalisée ;
- la pérennité et la transférabilité des dispositifs mis en œuvre.

L'ANRU pourra se faire assister pour le suivi de la Convention. Le Porteur de projet devra, à la demande de l'ANRU, participer aussi souvent que nécessaire à une revue du Projet qui doit permettre d'anticiper les difficultés susceptibles éventuelles de mise en œuvre du Projet et toute mesure susceptible d'y répondre.

Le Porteur de projet transmettra au Directeur Général de l'ANRU un compte rendu d'avancement du Projet, avant le 15 du premier mois suivant le trimestre. Il comporte notamment, en fonction de l'avancement du Projet :

1. l'organisation mise en place pour la réalisation du Projet ;
2. le point sur l'avancement des actions et une description de leur nature ;
3. une mise à jour de la programmation trimestrielle prévisionnelle des paiements des acomptes et du solde (annexe n°2) ;
4. le montant des subventions autres que celles visées dans la Convention et reçues au titre du Projet, ou de toute autre ressource, y compris les emprunts (afin d'appréhender l'effet levier des investissements d'avenir sur les cofinancements non étatiques obtenus) ;
5. une appréciation de synthèse sur les risques, les difficultés rencontrées et les propositions pour y remédier :
  - a. le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais ;
  - b. la présentation des choix prévus et des modifications envisagées par le Porteur de projet lors de la mise en œuvre des actions du projet.

6. un tableau de synthèse récapitulant les indicateurs suivants :

- a. le respect du programme ;
- b. la gouvernance (notamment la mobilisation des instances de pilotage locales du projet et le respect de l'accord de groupement) ;
- c. le coût du Projet ;
- d. la volumétrie du public ciblé (dont les jeunes concernés) ;
- e. le respect de l'échéancier de réalisation du Projet ;
- f. l'évaluation ;
- g. la pérennité et la transférabilité du dispositif mis en œuvre.

## **Article 7. Modalités des missions d'audit**

Le Directeur Général de l'ANRU peut à tout moment faire procéder à des missions d'audit, de sa propre initiative, à la demande d'une Partie, du comité de pilotage institué par la convention entre l'Etat et l'ANRU. La mission d'audit porte notamment sur l'atteinte des objectifs fondamentaux du Projet. Le résultat de ces audits sera porté à la connaissance des Parties.

Pour ce faire, il peut faire appel aux agents de l'ANRU, à des services de l'Etat et de ses établissements publics, à des cabinets externes, ainsi qu'à toute inspection et agents désignés pour effectuer le contrôle de l'administration, dont notamment des inspecteurs généraux. Sur demande de l'ANRU, le Porteur de projet facilitera, à tout moment, le contrôle par l'ANRU de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation des engagements et objectifs de la Convention.

Pour l'accomplissement des contrôles, l'ANRU et les agents désignés obtiennent, sur simple demande, communication de tous les documents et informations dont ils jugeraient la production nécessaire. Ces documents sont communiqués sans délai par le Porteur de Projet à l'ANRU et aux agents habilités.

Le Porteur de projet s'engage également à autoriser les agents de l'ANRU et les agents désignés à assister, sur demande de leur part, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Le Porteur de projet facilitera également le contrôle sur place, dans les locaux du Porteurs de projet et de ses Partenaires, les visites des lieux ou l'examen des livrables et des équipements produits au titre du Projet, réalisé dans ce cadre et pour les besoins des vérifications précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents désignés par le Directeur Général de l'ANRU ou par les agents des corps de contrôle de l'administration, dont notamment les inspecteurs généraux. Le Porteur de projet est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Il est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

Les frais relatifs aux contrôles sont à la charge de l'ANRU, étant entendu que les frais liés à la facilitation de ces études (mise à disposition de documents, reprographie, mobilisation des équipes) seront à la charge du Porteur de projet.

## **Article 8. Modalités d'évaluation**

En complément de l'évaluation du Projet, réalisée par le Porteur de projet (décrit en annexe n°1 de la présente convention), l'ANRU mettra en place un dispositif indépendant d'évaluation globale, afin notamment d'apprécier l'impact des investissements consentis sur l'évolution des bénéficiaires. Cette évaluation porte sur chaque Projet, un ensemble de projets ou l'ensemble du programme « Projet innovants en faveur de la jeunesse » du programme d'investissements d'avenir.

Cette évaluation menée par l'ANRU est complémentaire de celle qu'il appartient à chaque Porteur de mener pour son propre projet.

Les modalités d'accès aux informations définies au deuxième alinéa et suivants de l'article 7 de la présente convention, sont applicables pour la mise en œuvre du dispositif d'évaluation.

## **Article 9. Paiements**

L'ordonnateur principal est le Directeur Général de l'ANRU.

Le comptable assignataire est l'Administrateur Général des Finances Publiques, Agent Comptable de l'ANRU.

L'ordonnateur engage, liquide et ordonnance les dépenses. A ce titre :

- l'engagement juridique est matérialisé par la signature de la convention pluriannuelle. Sur le plan budgétaire, il consiste à réserver les crédits afférents au montant maximum de la subvention attachée au Projet.
- la liquidation consiste à arrêter le montant à payer (acompte ou solde) au vu de la demande du Porteur de projet et des pièces justificatives jointes au dossier.
- l'ordonnancement consiste à émettre la demande de paiement dans l'outil budgétaire et comptable et à transmettre à l'Agent Comptable de l'ANRU les pièces papiers afférentes.

Le Porteur de projet demande les acomptes, jusqu'à hauteur du montant maximum de la subvention de l'ANRU au titre du PIA, et le solde de la subvention dans le cadre d'un formulaire préétabli dénommé « fiche de demande de paiement ».

Le versement de la subvention PIA est effectué, sur justification de la réalisation du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention.

Le compte à créditer pour les règlements afférents à la présente convention est le suivant :

- Titulaire du compte :
- BIC :
- IBAN :

Le relevé d'identité bancaire est joint en annexe n°5.

Tout changement de domiciliation nécessite une demande expresse du Porteur de projet adressée à l'ANRU.

### ***a. Modalités de paiement des acomptes***

Chaque demande d'acompte respecte le taux de Subvention PIA fixé ci-avant pour la Phase à laquelle elle se rapporte (cf. article 5 de la présente convention).

Le paiement des acomptes intervient, à la demande du Porteur de projet, sur justification de l'avancement physique et financier du Projet.

Le Porteur de projet justifie, à l'appui de sa demande de paiement, l'état d'avancement physique du Projet en produisant des états de coûts détaillés (liste des dépenses éligibles) permettant de calculer un avancement financier.

L'ordonnateur, après avoir vérifié la recevabilité de la demande, en faisant si nécessaire procéder à toutes opérations de vérification qu'il estime utile, ordonnance la dépense et transmet à l'Agent Comptable de l'ANRU la fiche de demande de paiement qu'il a préalablement visée et les pièces justificatives afférentes.

### ***b. Modalités de paiement du solde de la 1ère phase***

A la fin de la 1<sup>ère</sup> phase, telle que définie en annexe n°3, le Porteur de projet transmet la demande de solde correspondante, accompagnée de l'état récapitulatif des dépenses rattachées à la phase considérée.

L'ordonnateur vérifie l'état d'avancement de la première Phase. Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont notamment pour objet de contrôler que le Porteur de projet a :

- mis en œuvre les moyens définis dans la Convention pour la phase considérée ;
- réalisé les actions définies dans la Convention pour la phase considérée.

L'ordonnateur, lorsqu'il estime que la Phase n'est pas conduite à son terme et qu'elle nécessite certaines mises au point, peut décider de ne pas mandater le solde de la Phase. Le Porteur de projet transmet une nouvelle demande de paiement dès qu'il est en mesure de justifier l'achèvement de la Phase

### ***c. Modalités de paiement du solde de la convention***

Le paiement du solde intervient à la demande du Porteur de projet sur justification de l'achèvement des deux phases, des actions et de la fourniture des livrables, au plus tard un an après la date retenue pour l'achèvement du Projet.

Le montant de l'engagement juridique qui n'aurait pas été utilisé après le versement du solde de la subvention, est automatiquement dégagé.

La demande de paiement du Porteur de projet est obligatoirement accompagnée :

- de la fiche de demande de paiement ;
- d'un dossier de clôture qui établit le bilan définitif du Projet d'un double point de vue, physique et financier ;
- des attestations relatives à la conformité de la dépense à la Convention et la fourniture des livrables ou toute pièce probante de l'achèvement du Projet ;
- d'un état de coûts détaillé (liste des dépenses éligibles) permettant de justifier et d'identifier les natures de dépense et la période de prise en charge de ces dépenses. Cette liste ou cet état de coûts est signé par le représentant du Porteur de projet qui atteste que l'état comporte exclusivement des dépenses correspondant au Projet qui a fait l'objet de la convention pluriannuelle et qui sont éligibles aux financements du PIA dans les conditions définies par la Convention entre l'Etat et l'ANRU du 10/12/2014, sous peine d'encourir les sanctions qui y sont prévues ;
- d'une fiche de calcul de la subvention justifiée au solde sur la base des dépenses éligibles réellement effectuées, attestant que la participation du programme n'excède pas 50% du coût définitif du projet. Ce document est signé par le Porteur de projet et l'ordonnateur.

Le montant à payer au solde, reporté dans la fiche de demande de paiement, est égal à la différence entre le montant de la subvention justifié à la fin du Projet et le montant des acomptes versés.

L'ordonnateur s'assure de la recevabilité de la demande, en faisant si nécessaire vérifier l'achèvement et la conformité des actions et livrables du projet, et contrôle l'exactitude des calculs de liquidation qui lui sont présentés. Il certifie le service fait, ordonnance la dépense et transmet à l'Agent Comptable de l'ANRU la fiche de demande de paiement et la fiche de calcul de la subvention justifiée au solde qu'il a préalablement visées.

Dans le cas où le montant de la subvention justifié à la fin du Projet serait inférieur au montant des sommes déjà versées, l'ordonnateur adresse à l'Agent Comptable de l'ANRU un titre de recette afin de procéder au recouvrement du trop-perçu.

### ***d. Contrôles postérieurs au paiement***

L'ANRU peut programmer des contrôles, auprès du Porteur de projet. Ces contrôles peuvent porter sur des vérifications physiques et administratives exhaustives, ou sur un échantillon d'actions ou livrables du Projet, notamment des pièces justifiant des moyens mobilisés et valorisés dans le coût prévisionnel du Projet.

### ***e. Frais de structure***

Les modalités de liquidation et de justification des frais de structure sont forfaitaires et sont plafonnés à un taux de **XX**% appliqué aux dépenses réelles éligibles de personnel (VI.2.1 du RGF), de

fonctionnement (VI.2.2 du RGF) et d'équipement/investissement (VI.2.3 du RGF) hors frais de déplacement qui sont affectées à la réalisation du projet, conformément à l'article VI.2.4 du RGF de l'action.

***f. Frais de déplacements des personnels permanents ou temporaires affectés au projet***

Les modalités de liquidation et de justification des frais de déplacements des personnels permanents ou temporaires affectés au projet, sont forfaitaires et sont plafonnés à un taux de **XX**% appliqué aux dépenses réelles et directes de personnel, conformément à l'article VI.2.2 du RGF de l'action.

**Article 10. Avenant**

Toute modification sensible du programme ou du calendrier du Projet tel que défini dans la Convention, nécessite l'accord préalable de l'ANRU et de l'Etat. Dans le cas où le Porteur de projet estimerait nécessaire d'apporter des modifications, un avenant à la Convention devra être conclu avant qu'il puisse mettre en œuvre ces modifications.

La mise à jour périodique de l'annexe n°2, présentant la programmation trimestrielle prévisionnelle des paiements des acomptes et du solde, ne nécessite pas la passation d'un avenant tant que le programme ou le montant total de la subvention PIA allouée n'est pas modifié.

Les avenants sont communiqués pour information au comité de pilotage. Les avenants faisant l'objet de modifications substantielles sont soumis à l'avis du comité de pilotage.

**Article 11. Conséquences du non-respect des engagements**

Sans préjudice des stipulations de l'article 7, *in fine*, tout constat de modification sensible du programme, non autorisée par un avenant, et tout retard de plus de deux mois dans le démarrage du Projet, et de plus de six mois dans l'achèvement d'une phase, déclenche la procédure ci-après décrite.

Les manquements constatés des engagements pris au titre de la Convention par le Porteur de projet font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le Directeur Général de l'ANRU.

Le Directeur Général de l'ANRU peut formuler toutes observations qu'il juge utile, notamment sur la conformité des documents fournis avec les prescriptions de la Convention. Le Directeur Général de l'ANRU prend l'avis du comité de pilotage avant de statuer.

Le Directeur Général de l'ANRU peut alors décider d'un rappel solennel des engagements contractuels au Porteur de projet en fixant un délai pour s'y conformer qui ne peut être inférieur à deux mois.

Dans le délai d'un mois suivant la réception du rappel solennel, le Porteur de projet fait connaître les suites qu'il entend donner.

En l'absence de réponse après l'expiration de ce délai d'un mois ou si le Porteur de projet ne se conforme pas à la Convention, le Directeur Général de l'ANRU adresse une mise en demeure au Porteur de projet par lettre recommandée avec avis de réception postal ou par lettre remise contre récépissé.

Le délai fixé par la mise en demeure pour permettre au Porteur de projet de présenter ses observations ou de remédier au manquement, ne peut, sauf cas d'urgence dûment motivé, être inférieur à quinze jours.

A l'issue de ce délai, en l'absence de réponse du Porteur de projet ou si le Porteur de projet ne remédie pas aux manquements objet de la mise en demeure, la résiliation de la Convention peut être engagée. Le Directeur Général de l'ANRU prend l'avis du comité de pilotage et, éventuellement, informe ou saisit le conseil d'administration de l'ANRU.

Les conclusions tirées de l'analyse du non-respect des engagements et des réponses apportées par le Porteur de projet, peuvent donner lieu à un avenant.

La décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires de la Convention.

## **Article 12. Remboursement de la subvention**

Sans préjudice des autres droits de l'ANRU, notamment ceux prévus à l'article 7, l'ANRU peut prononcer la résiliation pour faute de la Convention et ordonner le reversement total ou partiel de la Subvention PIA en cas de manquement grave et répété du bénéficiaire de la Subvention et notamment s'il est constaté que l'objet de la Subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation, ou encore que la subvention octroyée excède 50% du coût du projet.

En cas d'abandon du Projet, l'ensemble des sommes versées par l'ANRU au titre du Projet lui sont reversées.

## **Article 13. Résiliation**

L'ANRU pourra résilier la Convention dans l'hypothèse où il est mis fin par l'Etat au financement du programme « Projets innovants en faveur de la jeunesse ». L'ANRU en informe les autres Parties afin qu'il soit procédé à la résiliation de la convention. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation à quelque titre que ce soit du bénéficiaire de la Subvention.

Si le Porteur de projet souhaite abandonner le Projet, il en informe l'ANRU qui ordonne le reversement total ou partiel de la subvention.

## **Article 14. Communication et retour d'expériences**

Le Porteur de projet s'engage à préciser que le Projet est financé au titre du programme d'investissements d'avenir lancé par l'Etat, sur tous les livrables ou productions, les panneaux, les supports électroniques, le site Internet et les documents relatifs au Projet financé dans le cadre de la Convention, en y faisant notamment figurer le logotype du PIA transmis par l'ANRU.

L'Etat et l'ANRU, en collaboration étroite avec le Porteur de projet, s'attacheront à promouvoir toutes les initiatives locales de productions et de réalisation filmographiques, photographiques ou de toute autre nature dits « travaux de mémoire ». Elles auront également vocation à mettre en valeur les actions conduites afin d'enrichir les connaissances, en capitalisant les connaissances, en tenant compte des réussites ou des échecs

Ces documents, rendus publics et dans la mesure du possible en libre accès, seront notamment utilisés comme support de compte rendu public d'activités de l'ANRU et de l'Etat et de toute démarche de mise en valeur du programme « projets innovants en faveur de la jeunesse », voire de nouveaux programmes qui lui serait confiés.

Le Porteur de projet s'engage à fournir à l'ANRU une version numérisée des réalisations filmographiques, photographiques ou de toute autre nature du Projet, libres de droits d'utilisation sur tout support produit par l'ANRU et l'Etat, pour une durée de dix ans à partir de la date d'effet de la Convention.

## **Article 15. Traitement des litiges**

Les litiges survenant à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution d'une obligation quelconque de la convention seront portés devant la juridiction compétente du siège de l'ANRU. Le droit applicable est le droit français.

Fait à Paris en X exemplaires, le

Pour l'Agence nationale pour la  
rénovation urbaine, opérateur agissant au nom  
et pour le compte de l'Etat

Nicolas GRIVEL  
Directeur Général

Pour le Porteur de projet

Ppppp NNNNN  
[Titre à compléter]



## **Annexe n°1 : Description des actions développées au titre du Projet [à compléter]**

Cette annexe a pour objectif de présenter le Projet. Elle s'appuie sur le dossier de candidature approuvé par le comité de pilotage ayant fait l'objet d'une décision favorable du Premier Ministre. Le cas échéant, elle prend en compte les réserves assorties à cet avis favorable. Elle comprend les éléments suivants :

### **1) Présentation du Projet et de son contenu**

- A. Le contexte et les enjeux du Projet au regard des objectifs du programme, état de l'art des projets et initiatives antérieures dans la continuité desquels il se situe dans une logique de simplification ;
- B. L'objet précis du Projet et les objectifs de service public auquel il répond. Il devra être décliné, en deux Phases, en objectifs quantifiés, accompagnés d'indicateurs et de thématiques-cibles permettant la mesure de ces indicateurs (valeurs des indicateurs à l'état initial et à la fin de la mise du Projet). Ces thématiques-cibles seront notamment renseignées par le Porteur de projet lors des fins de phase, afin de pouvoir mesurer l'impact de la mise en œuvre du Projet ;
- C. Les actions que le Porteur de projet s'engage à développer, le calendrier de réalisation (conforme aux Phases du Projet mentionnées en article 5 et détaillées par livrable en annexe n°3), la méthodologie et les moyens pour conduire le Projet à son terme ; Il sera en particulier précisé les modalités de suivi opérationnel des contributions en nature apportées au Projet et de l'effectivité et de la qualité des livrables ainsi réalisés.
- D. Le dispositif d'évaluation prévu ;
- E. Pérennité et transférabilité du Projet : organisation prévue pour assurer la poursuite du Projet au-delà de l'apport du PIA et les actions de capitalisation prévues afin de permettre la diffusion des dispositifs expérimentés.

### **2) Présentation de la gouvernance dédiée à la mise en œuvre du Projet**

- A. Identification de la structure partenariale, Porteur de projet, ou du chef de file de l'accord de groupement (désignation de la personne habilitée à engager la structure, adresse, SIRET) et de l'équipe dédiée au pilotage du Projet (nombre de personnes, profils, organisation et rôle de chacun) ;
- B. Identification de chaque Partenaire au groupement (adresse, SIRET) ou de l'Accord de groupement, de son rôle dans la réalisation du Projet, et de l'équipe dédiée à la mise en place des actions (nombre de personnes, profils, organisation et rôle de chacun) ;
- C. Présentation de l'organisation entre la structure porteuse et les Partenaires ou des modalités de fonctionnement dans le cadre de l'Accord de groupement pour la mise en œuvre du Projet (Accord de groupement, conventions subséquentes, etc.) ;
- D. Présentation de l'organisation prévue pour la gouvernance et la prise de décision en vue de la réalisation du Projet (mise en place d'instances de pilotage, etc.) ;
- E. Les co-financements prévus soutenant la réalisation du Projet.

### 3) L'estimation du coût du Projet et le plan de financement

<b>PROJET</b> [à compléter]			
<b>CHARGES</b>		<b>PRODUITS</b>	
Postes	Montants	Postes	Montants
<b>Charges directes</b>	[à compléter]	<b>Subvention PIA (ANRU)</b>	[à compléter]
Dépenses de personnel	[à compléter]	Financement autres programmes	[à compléter]
Dépenses de fonctionnement (dont frais de déplacement)	[à compléter]	Apport en numéraire	[à compléter]
Dépenses d'équipement et d'investissement	[à compléter]	Emprunts	[à compléter]
<b>Charges indirectes</b>	[à compléter]	Collectivités locales	[à compléter]
Frais de structure	[à compléter]	Cofinancement autres partenaires	[à compléter]
<b>SOUS TOTAL :</b>	[à compléter]	<b>SOUS TOTAL :</b>	[à compléter]
<b>Valorisation des contributions en nature</b>		<b>Contributions en nature</b>	[à compléter]
Valorisation de biens et matériaux mis à disposition gratuitement	[à compléter]	Mise à disposition de biens et matériaux	[à compléter]
Valorisation du personnel	[à compléter]	Mise à disposition de personnel	[à compléter]
Valorisation des apports immobiliers	[à compléter]	Apports immobiliers	[à compléter]
<b>SOUS TOTAL :</b>	[à compléter]	<b>SOUS TOTAL :</b>	[à compléter]
<b>TOTAL COUT DU PROJET</b>	[à compléter]	<b>TOTAL PRODUITS</b>	[à compléter]

- A. Estimation du coût du Projet par action et par phase (NB: le coût global de chaque phase devra être en cohérence avec l'article 5).
  - a. L'estimation des contributions en nature, précisant la méthodologie de valorisation, les indicateurs de suivi des moyens effectivement mobilisés ;
  - b. L'estimation des dépenses décaissées éligibles ;
  - c. Une ligne dédiée au pilotage du projet et aux frais de structure pourra notamment apparaître ;
  - d. Justification du taux de frais de structure ;
  - e. Justification du taux de frais de déplacement.
- B. Plan de financement prévisionnel du Projet par partenaire et par phase (faisant également apparaître le PIA).
  - a. La nature et le montant des apports de chaque partenaire par phase et les modalités de contrôle de leur effectivité

**Annexe n°2 : Programmation trimestrielle prévisionnelle des paiements des acomptes et du solde de la participation financière du programme investissements d’avenir pour le Projet [À compléter]**

[Tableau à compléter – Indiquer les sommes en million d’euros - Arrondir les sommes à 2 décimales – Planning des Phases donné à titre indicatif]

Phases	Phase 1												Phase 2							
Années	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4				Année 5			
Paie­ments pré­vus	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Montants																				
Cumul																				

Montants exprimés en million d’euros arrondis à 2 décimales

### Annexe n°3 : Synthèse des actions, des livrables et échéancier prévisionnel du Projet

[Exemple de cadre à compléter]

*[Cette annexe a pour objet d'identifier, par Phase, les actions qui seront mises en place, en envisageant leur contenu. Le porteur de projet devra, à la fin de chaque Phase, remettre à l'ANRU un livrable correspondant à chacune des actions et attestant de la bonne réalisation de l'action considérée. Ce livrable sera la traduction formelle de la réalisation effective de l'action (compte rendu, supports de présentation, photos, etc.). Cette annexe servira, par ailleurs, de cadre général aux demandes de paiement pour le projet considéré : il s'agit donc d'être exhaustif dans la liste des actions réalisées pour le Projet.]*

Phase X	Intitulé action	Contenu	Echéance	Livrable	Support	Nature et estimation des contributions en nature	Estimation des dépenses décaissées pour le livrable	Montant subvention

**Annexe n°4 : Lettre de notification de l'engagement financier du programme par le Directeur  
Général de l'ANRU**

**[À compléter]**

**Annexe n°5 : RIB du Porteur de Projet bénéficiaire de la subvention.**

[À compléter]

**Annexe n°6 : Accord de groupement (le cas échéant)**

La décision SIEG dans votre État membre		Montant total pour tout l'État membre (en M€)	
		2018	2019
Article 2, paragraphe	Hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment, s'il y a lieu, des services d'urgence	79131	81614
Article 2, paragraphe 1, point c)	Soins de santé et de longue durée		
	Garde d'enfants		
	Accès et réinsertion sur le marché du travail	5081,76	5464,25
	Accès et réinsertion sur le marché du travail		
	Logement social	5284,56	5513,97
	Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables		
	Autres services sociaux		
Article 2, paragraphe	Liaisons aériennes ou maritimes		
Article 2, paragraphe	Aéroports et ports		
Article 2, paragraphe 1, point a), moins de 15 millions d'EUR par an	Services postaux		
	Énergie		
	Collecte des déchets		
	Alimentation en eau		
	Culture		
	Services financiers		
	Autres	26,14	28,25



<b>L'encadrement SIEG dans votre État membre</b>	Montant total pour tout l'État membre (en M€)	
	2018	2019
Services postaux	282,5	274,8
Énergie		
Collecte des déchets		
Alimentation en eau		
Liaisons aériennes ou maritimes		
Aéroports et ports		
Culture	113,3	124,3
Services financiers	320	350
Autres	24	24